Ministère de la Famille
et des Aînés

Étude des crédits 2010-2011

Renseignements généraux
Famille

Avril 2010

Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux

1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le but du voyage;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant :
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

3 Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

4 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

6 Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associées au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère.

7 Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes:

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  i. au Québec;
  ii. à l'extérieur du Québec.

8 Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie:

- le nombre de téléphones cellulaires, «BlackBerry», Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
- le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

10 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1er avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

11 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2009 à ce jour.

12 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2009;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

13 Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :

i. ministre
ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

14 La ventilation détaillée des budgets des dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2010-2011 et 2011-2012.

15 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- lesprévisions 2011-2012.

16 Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2009-2010.

17 Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

18 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

19 Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

20 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de constructions du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

22 Nominations, depuis le 1er mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

23 Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

24 Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

25 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère ou organisme pour 2009-2010 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

26 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

27 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1er avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

28 Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations pour l'année financière 2009-2010 sont fournies au tableau ci-joint.

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales
VALIDATION : DGAGRC, BSMA – 18 mars 2010
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

LISTE DES VOYAGES HORS-QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 2009

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
Volet FAMILLE				
2009-05-09 2009-05-13	5e rencontre du réseau de l'OCDE sur l'éducation et l'apprentissage des jeunes enfants	Danielle Despots DPAMO	Paris France	2 764,41 $
2009-05-13 2009-05-15	Congrès « Council for Early Child Development on connecting ECD and schools » intitulé *Putting Science into action.*	Sabin Tremblay DRDP	Sackville Nouveau-Brunswick	1 467,15 $
2009-05-24 2009-05-29	Rencontre PT des directeurs de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants et séminaire de l'Institut de la petite enfance.	Michel Monette DCSO	Victoria Colombie-Britannique	1 828,64 $
2009-09-10 2009-09-11	Réunion conjointe du Conseil des ministres du Québec et de l'Ontario.	Isabelle Mercille Cabinet de la Famille	Toronto Ontario	114,25 $
2009-09-24 2009-10-03	XXVIe Congrès mondial de la population.	Philippe Pacaut DRDP	Marrakech Maroc	2 840,15 $
2009-11-22 2009-11-24	Réunion FPT des ministres responsables des services sociaux.	Marie-Josée Guérette SM-MFA	Winnipeg Manitoba	441,29 $

LISTE DES VOYAGES HORS-QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 2009

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
2009-12-03 2009-12-11	6e réunion du réseau de l'OCDE sur l'accueil et l'éducation des jeunes enfants et première rencontre du comité pilotage sur l'Avenir de la famille 2030.	Marie-Josée Guérette SM-MFA	Paris France	2 820,93 $
2010-01-26 2010-02-05	Mission portant sur la réussite éducative : Les interventions et actions du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec et de l'Institut régional du travail social.	Marie Rhéaume Conseil de la Famille	Paris France	2 998,00 $

LISTE DES VOYAGES HORS-QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 2009

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
Volet AÎNÉS				
2009-09-08 2008-09-11	Rencontre FPT des ministres responsables des aînés.	Sylvie Gagnon MFA-SA	Edmonton Alberta	2 096,53 $
2009-09-08 2009-09-11	Rencontre FPT des ministres responsables des aînés	David Dubois - DACI	Edmonton Alberta	1 386,69 $
2009-09-08 2009-09-11	Rencontre FPT des ministres responsables des aînés.	Michel Hamelin MFA-SA	Edmonton Alberta	2 031,97 $
2009-09-08 2009-09-10	Réunion FPT des ministres responsables des aînés.	André Ménard Cabinet aux Aînés	Edmonton Alberta	679,12 $
2009-09-10 2009-09-11	Réunion conjointe des conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	André Ménard Cabinet aux Aînés	Toronto Ontario	1 268,65 $

LISTE DES VOYAGES HORS-QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 2009

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
2009-10-10 2009-10-18	Mission portant sur les politiques à l'égard des aînés et plus particulièrement sur les mesures mises de l'avant contre la maltraitance des aînés et la problématique des proches aidants.	Sabrina Marino Cabinet Aînés	Bruxelles / Belgique Londres / Royaume-Uni	4 620,18 $
2009-10-10 2009-10-18	Mission portant sur les politiques à l'égard des aînés et plus particulièrement sur les mesures mises de l'avant contre la maltraitance des aînés et la problématique des proches aidants.	Michel Hamelin BSMA-SA	Bruxelles / Belgique Londres / Royaume-Uni	4 327,39 $
2009-11-02 2009-11-04	Conférence nationale 2009 du Réseau ontarien de prévention des mauvais traitements envers les personnes âgées (ONPEA) et présentation du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées.	Danièle Gendreau DDP-SA	Toronto Ontario	1 242,34 $
2009-11-02 2009-11-04	Conférence nationale 2009 du Réseau ontarien de prévention des mauvais traitements envers les personnes âgées (ONPEA) et présentation du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées.	Françoise Duranleau DDP-SA	Toronto Ontario	1 109,52 $
2009-11-20 2009-11-28	Mission de coopération de la 62e Commission permanente franco-québécoise – La Victimisation des aînés, comment lutter contre ce phénomène et prendre en charge de façon adaptée les victimes âgées ?	Françoise Duranleau DDP-SA	Paris France	3 057,36 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et ses dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

CABINET DE LA MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS

Objet	Fournisseurs	Montant contrat	Description
Rencontre régionale des aînés du Nord-du Québec	AéroNolisement	5 302,23 $	Marguerite Blais Guy Morency (garde du corps) Renaud Dugas (attaché politique) Québec - Dorval - Matagami-Dorval-Québec Le 1er mai 2009
21e colloque du Carrefour action municipale et famille	AéroNolisement	1 695,68 $	Marguerite Blais Guy Morency (garde du corps) Renaud Dugas (attaché politique) Dorval-Amos-Dorval Le 30 mai 2009
Rencontre de tous les présidents(es) des Clubs des 50 ans et plus des Îles de la Madeleine	Voyage CAA	3 090,18 $	Marguerite Blais Guy Morency (garde du corps) Renaud Dugas (attaché politique) Montréal-Îles de la Madeleine-Montréal Les 25 et 26 juin 2009
Journée internationale des aînés	AéroNolisement	1 583,85 $	Marguerite Blais Guy Morency (garde du corps) Renaud Dugas (attaché politique) Québec - St-Hubert - Québec Le 1er octobre 2009
Reconnaissance MADA, MRC Témiscamingue	AéroNolisement	3 965,10 $	Marguerite Blais Guy Morency (garde du corps) Renaud Dugas (attaché politique) Montréal – Saint-Bruno-de-Guines-Montréal Le 22 décembre 2009

CABINET DU MINISTRE DE LA FAMILLE

Objet	Fournisseurs	Montant contrat	Description
Colloque du Carrefour actions municipales et famille (voyage conjoint avec le Cabinet Aînés)	AéroNolisement	1 695,68 $	Tony Tomassi Isabelle Mercille (attachée politique) Daniel Morin (garde du corps) Dorval - Amos - Dorval Le 30 mai 2009
Lancement BILA au Bas-St-Laurent et en Gaspésie-Îles de la Madeleine	Voyages Solange Goulet (Pascan aviation)	3 240,07 $	Tony Tomassi Isabelle Mercille (attachée politique) Éric Synnott (garde du corps) St-Hubert - Bonaventure - Québec Le 14 septembre 2009
Visite CPE Bonaventure et déploiement du guichet régional de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord du Québec	Voyages Solange Goulet (Air Canada)	1 690,13 $	Tony Tomassi Isabelle Mercille (attachée politique) Éric Forgues (garde du corps) Montréal – Rouyn - Montréal Le 23 octobre 2009
Conférence de presse « Centre d'amitié autochtones de Val d'Or »	Voyages Solange Goulet (Air Canada)	692,25 $	Tony Tomassi Isabelle Mercille (attachée politique) Éric Synnott (garde du corps) Montréal – P.E. Trudeau – Val d'Or - Québec Le 16 novembre 2009

SOURCE : Direction générale de l'administration, Ressources budgétaires, financières et de l'approvisionnement

COLLABORATION : Cabinet de la ministre responsable des Aînés, Cabinet du ministre de la Famille

VALIDATION : Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Liste des contrats de moins de 25 000 $

Contrat	Description	Montant
Publicité et contrats divers		
Bell Canada	Inscription des différents numéros du MFA dans les annuaires téléphoniques.	13 770,50 $
Télébec	Inscription des différents numéros du MFA dans différents annuaires téléphoniques de certaines régions dont Mont-Laurier, Îles de la Madeleine et Abitibi-Témiscamingue.	399,21 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Conception graphique – panneaux dans le cadre du programme gouvernemental pour les infrastructures : CPE Les amis du carré de sable et l'Arc-en-ciel. Panneaux d'information installés aux abords de routes ou de lieux publics servant à informer les citoyens sur les investissements gouvernementaux en matière d'infrastructure.	1 006,74 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Création et montage d'une brochure MADA (Municipalité amies des Aînés) fait par Triamedia.	10 205,10 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service de placement médias	Placement médias, le 12 janvier 2010, dans un cahier spécial GESCA sur la maladie d'Alzheimer.	10 404,00 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service de placement médias	Publicité dans la revue *Annuel des 50+* pour contrer la fraude financière envers les aînés.	2 117,65 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service de placement médias	Publicité sur le vieillissement actif dans divers magazines.	7 826,20 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Publications du Québec	Achat de lignes agates dans la Gazette officielle, le 26 août 2009 pour du texte français et anglais lié au projet de Loi sur la représentation de certains responsables d'un service de garde.	10 472,00 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Publications du Québec	Achat de guides : *Programmes et services pour les aînés.*	169,00 $

LXB communication-marketing inc.	Stratégie et placement médias pour la Journée internationale pour contrer les abus envers les aînés du 15 juin 2009.	12 776,92 $
The Senior Times	Parution d'une publicité « Pour que nos aînés demeurent des actifs ».	995,00 $
Fédération québécoise des organismes communautaires	Placement publicitaire dans la revue *Familier* (printemps 2009).	600,00 $
Salons		
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service en gestion d'événements	Location d'un espace et services de coordination pour le Salon des affaires municipales, Hôtel Hilton de Gatineau les 13 et 14 mai 2009. Promotion du Programme de soutien aux politiques familiales municipales et à la démarche Municipalité amie des aînés.	5 557,60 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service en gestion d'événements	Location d'un espace et services de coordination pour le Salon des générations de Drummondville du 2 au 4 octobre 2009.	3 284,52 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service en gestion d'événements	Location d'un espace et services de coordination pour le Salon des générations de Chicoutimi du 30 octobre au 1er novembre 2009.	4 004,13 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service en gestion d'événements	Location d'un espace et services de coordination pour le Salon des générations de Trois-Rivières du 20 au 22 novembre 2009.	3 056,54 $
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - Service en gestion d'événements	Location d'un espace et services de coordination pour le Salon maternité, paternité et enfants du 2 au 5 avril 2009.	2 672,07 $
Regroupement des centres de la petite enfance Saguenay/Lac-St-Jean (CPESLSJ)	Location d'un espace exposant pour le Colloque régional du regroupement CPESLSJ du 17 octobre 2009.	190,00 $
Soutien financier aux événements		
Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE)	Semaine des services de garde du Québec du 24 au 30 mai 2009	25 000,00 $
Festival d'été de Québec	Festival d'été de Québec - Place de la Famille.	10 000,00 $
Institut Universitaire de gériatrie de Montréal	Symposium « Le préposé en soins de longue durée, au cœur des soins et de la relation ». Montréal le 1er mai 2009.	1 000,00 $
Festival international du film pour enfants de Montréal	13e édition du Festival international du film pour enfants de Montréal (FIFEM) du 27 février au 7 mars 2010.	2 500,00 $
Association québécoise de défense de droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR)	Parlement des sages de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées du 9 au 11 septembre 2009	10 000,00 $
Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance	Colloque annuel du Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance du 18 au 20 novembre 2009.	6 000,00 $

Réseau québécois de villes et villages en santé	La Fête des voisins le 6 juin 2009.	10 000,00 $
Célébrations L.G.B.T.A. Montréal	Célébrations L.G.B.T.A. du 14 au 16 mai 2009 à Montréal.	3 000,00 $
Innov-Âge	Journées sur le vieillissement actif, le Gala de l'excellence et l'exposition les 20 et 21 mai 2010.	15 000,00 $
Observatoire vieillissement et société	Réalisation d'un cahier présentant les actes de la Journée de réflexion sur l'âgisme.	5 000,00 $
Les Productions du Guilledou inc.	Activité de communications et de relations publiques dans le site Internet « Y'a plein de soleil ».	5 625,00 $
Salon équilibre santé forme inc.	Salon équilibre santé forme - 29 au 31 janvier 2010	5 000,00 $

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : Direction générale de l'administration
VALIDATION: Secrétariat général - 16 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG 4

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) des contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2009-2010 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms des sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir listes en annexe.

SOURCE : Direction générale de l'administration - Direction des ressources financières et matérielles.

VALIDATION: Secrétariat général - 13 avril 2010

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
3435 Prudhomme, Le	Cartes d'accès et attaches	1 200,00 $
Accent 2000 inc.	Formation destinée au personnel du Ministère visant à perfectionner le français écrit (12 personnes) 2 jours	11 160,00 $
AéroNolisement	Voyage aller-retour pour Améline Bourque à Kuujjuaq (départ de Québec) le 20 avril 2009 : Rencontre du comité des Aînés, d'intervenants en santé et services sociaux et de l'ARK (administration régionale Kativik).	1 039,69 $
AFI Transition inc.	Base de données Access pour traitement des demandes de subvention pour le projet Municipalité amie des aînés (MADA)	24 000,00 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Vol aller- retour de Judith Paradis à Sept-Îles pour une visite d'inspection de CPE le 29 avril 2009 (649,64 $) Vol aller- retour de Sophie Bélanger à Gaspé pour une visite d'inspection de CPE le 28 avril 2009 (776,31 $) Vol aller- retour de Roxane Grenon pour une réunion de la Conférence administrative régionale, Côte Nord à Sept-Îles le 28 avril 2009 (521,42 $)	1 947,37 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Deux trajets pour Sylvie Dubois, conseillère à la famille Vol Bagotville-Montréal le 2 juin 2009 pour les tables BC (bureaux coordonnateurs) pour le milieu familial (loi 51) Vol Bagotville-Montréal le 7 juillet 2009 pour les tables BC (bureaux coordonnateurs) pour le milieu familial (loi 51) Raison: réunions du comité de rôle et soutien de l'Agence des services à la famille	1 202,25 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Vol de Sylvie Dubois aller-retour Bagotville-Montréal 7 octobre 2009 pour une rencontre avec le comité relayeur MF. Vol de Sylvie Dubois et Éric Hufty Québec-Sept-Iles, départ le 21 octobre 2009 et retour le 22 octobre 2009 pour les Tables BC	2 049,49 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Vol de Lucie Daigle Québec-Sept-Iles le 4 novembre 2009 pour Rencontre de la CAR Côte Nord Vol de Roxane Grenon Québec-Bonaventure le 16 novembre 2009 pour Réunion de la CAR Gaspésie-Iles de la Madeleine et réunion Comité Saines Habitudes de vie de GIM- Gaspé + Rencontre avec les formateurs du CAMF et CDC	2 211,47 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Vol aller-retour Québec-Iles-de-la-Madeleine du 8 au 12 décembre 2009 pour François Cormier et J. Guay pour rencontre avec le CPE LA RAMEE	1 291,24 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Billets avion pour Roxane Grenon Québec-Gaspé le 25 novembre 2009 pour promotion de MADA Billets avion pour Sylvie Dubois Bagotville-Montréal le 16 décembre 2009 pour le comité des relayeurs Billets avion pour Nadine Veillette Québec-Gaspé le 2 décembre 2009 pour inspection d'architecture Billets avion pour Lucie Daigle Québec-Sept-Iles le 2 décembre 2009 pour rencontre avec le milieu à Havre-St-Pierre	2 988,44 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Vol aller-retour Québec-Gaspé pour Simon Pelletier et Martin Mélançon pour une visite d'inspection, les 14 et 15 décembre 2009 Inspection Préventive le 14 décembre 2009 Inspection le 15 décembre 2009	1 546,58 $
Agence de Voyage Québec Monde [1989] inc.	Aller-retour Québec Gaspé pour François Cormier et Sophie Bélanger pour une visite d'inspection du 29 au 31 mars 2010 Formation rôles et responsabilités des nouveaux gestionnaires à Gaspé et inspection d'un CPE	1 608,80 $
Ahearn & Soper Inc.	Imprimante pour carte d'accès	2 920,00 $
Alarie, Simon	Fourniture de services professionnels en architecture; procéder à l'analyse et à l'approbation d'un maximum de 11 plans d'installations de services de garde, en conformité avec la Loi et réglements en vigueur pour l'année 2009-2010	8 800,00 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Alarie, Simon	Procéder à l'analyse, à l'approbation des plans d'installations et aux visites des installations et de l'espace extérieur de jeu des services de garde	24 900,00 $
Alberta Children's Services Child Development Branch	Cotisation - Table interprovinciale des directeurs	5 000,00 $
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Facture mensuelle pour l'inscription des différents numéros dans les annuaires téléphoniques	19 000,00 $
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Facture mensuelle pour l'inscription des numéros de téléphone du Ministère accessibles à la population dans les pages bleues des annuaires téléphoniques	3 000,00 $
Bla bla rédaction	Services professionnels de révision linguistique de différents documents en lien avec la mission du ministère de la Famille et des Aînés et l'offre de services de la Direction des relations publiques et des communications (DRPC) du 20 juillet 2009 au 31 mars 2010.	5 163,89 $
Boivin, Jean (004)	Réaliser le profil de compétences pour chacun des emplois, une planification de main-d'œuvre et un plan de développement (SA)	22 900,00 $
Brassard Buro inc.	Achat de 16 fauteuils pour la salle de conférence du ministre de la Famille	1 904,00 $
Cabinet de Relations Publiques National inc, Le (Québec)	Fournir des services de relations de presse au Cabinet Aînés	1 185,00 $
Cabinet de Relations Publiques National inc, Le (Québec)	Organiser des entrevues avec différents médias pour la conférence de presse de la ministre responsable des Aînés, Mme Marguerite Blais, qui s'est tenue lundi le 16 novembre 2009.	10 000,00 $
CBCI Télécom Canada inc.	Entretien des systèmes de visioconférence	3 943,00 $
Cedrom-Sni inc.	Renouvellement de l'abonnement au service Eureka.cc donnant accès à l'interrogation de diverses bases de données en ligne pour la période du 8 mai 2009 au 28 novembre 2010.	1 303,15 $
Cedrom-Sni inc.	Abonnement au service Eureka pour 5 utilisateurs au MFA	10 101,39 $
Centre de gestion de l'équipement roulant [CGER]	Location d'un véhicule pour le ministre de la Famille, du 1er avril 2009 au 31 mars 2010	22 771,29 $
Centre de gestion de l'équipement roulant [CGER]	Location d'un véhicule pour la ministre responsable des Aînés, du 1er avril 2009 au 31 mars 2010	24 300,00 $
Centre de gestion de l'équipement roulant [CGER]	Location de 2 véhicules de type "clés en main": Chevrolet Uplander et Chevrolet Cobalt. Les véhicules sont des locations à long terme utilisés de façon prioritaire par tous les employés de la Direction régionale de la Capitale-nationale et de l'Est du Québec pour leurs déplacements dans six régions plus les réunions à Montréal	17 603,72 $
Centre de gestion de l'équipement roulant [CGER]	Location permanente mensuelle d'une Chevrolet Cobalt. La voiture de la Direction régionale de l'Ouest et du Nord du Québec est utilisée par les inspecteurs du département de l'architecture afin d'éviter de louer une voiture quotidiennement	6 780,00 $
Centre de Loisirs Monseigneur Pigeon	Programme automne 2009 et hiver 2010 - Achat d'un espace publicitaire dans la publication du Centre de Loisirs Monseigneur Pigeon	1 600,00 $
Centre de téléphone mobile ltée	Achat de walkie-talkies, piles et écouteurs pour walkie-talkie et microphone	1 527,10 $
Centre Professionnel de Révision Linguistique (CPRL)	Révision linguistique de différents documents du Ministère du 30 novembre 2009 au 31 mars 2010	2 000,00 $
Cloutier, Jacques	Produire un rapport d'analyse et des faits saillants d'entretiens en groupes de discussion auprès de gestionnaires de services de garde, dans le cadre de l'évaluation de l'allocation pour un centre de la petite enfance ou une garderie recevant des enfants issus de milieux défavorisés	10 625,00 $
Communication Publi Griffe inc.	Conception graphique et montage infographique de documents imprimés soutenant la campagne ministérielle de promotion du projet Municipalité amie des aînés	20 000,00 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Communication Publi Griffe inc.	Publi Griffe - Maltraitance - Conception, maquette, recherche photos et montage pour le dépliant « Trop beau pour être vrai » en lien avec la campagne pour lutter contre la maltraitance envers les aînés.	3 560,00 $
Composition Orléans inc.	Impression de matériel d'exposition pour le MFA	2 435,00 $
Compugen inc.	Licence Visio Standard 2007 et licence Office Projet 2007	1 824,24 $
Compugen inc.	Licence - Microsoft Project 2007, Licence - Microsoft Visio 2007, Licence Adobe Acrobat 9.0	1 216,16 $
Compugen inc.	Portable HP Compaq NC6730b avec clavier ACNOR, station d'accueil à prise dédiée non USB et câble de sécurité pour ordinateur portable à combine Kingston sécurity lock PC	1 499,75 $
Compugen inc.	Portable HP Compaq NC6730b avec la mémoire additionnelle, graveur DVD interne et batterie supplémentaire	1 259,59 $
Compugen inc.	Imprimante Lexmark t644dtn laser monochrome avec carte réseau, recto verso	3 442,00 $
Compugen inc.	Tablette PC HP2710p (incluant claver ACNOR) + accessoires informatiques	2 100,22 $
Compugen inc.	Ordinateur de table + écran 19 pouces	1 869,10 $
Compugen inc.	Tablette PC HP 2730p, station d'accueil et câble de sécurité	2 309,52 $
Compugen inc.	Licence Autocad LT 2009 version complète	1 246,27 $
Compugen inc.	Tablette PC HP 2730P	2 100,22 $
Compugen inc.	Ordinateur portable HP Compaq NC6730B	1 203,86 $
Compugen inc.	Ordinateur + station d'accueil, clavier et clé USB	1 546,52 $
Compugen inc.	Autocad 2009 lt français	1 288,25 $
Compugen inc.	7 Ordinateurs HP DC7900 - 7 écrans HP L1951G - 7 câbles réseau Startech M45PATCH10BL (câble 10')	6 590,85 $
Conseil québécois des service de garde éducatifs à l'enfance	Collaboration du MFA au Colloque annuel du Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance (CQSGÉE) du 18 au 20 novembre 2009	6 000,00 $
Copies de la Capitale inc., Les	Impression numérique, laser couleur ou laser noir et reliure de diverses publications du Ministère diffusées en 500 exemplaires et moins	10 000,00 $
Copies de la Capitale inc., Les	Conception graphique - - Infographie, coupe et pliage pour Municipalité amie des aînés (MADA)	1 170,00 $
Corporate Express Canada, Inc.	Déchiqueteuse modèle 320CC	1 585,51 $
Corporation Financière Brome inc.	Déménagement de Montréal (départ le 27 juin 2009) à Québec (arrivée le 29 juin 2009) de Mme Sabrina Marino, attachée politique au Cabinet de la ministre responsable des Aînés	2 758,80 $
Corporation Financière Brome inc.	Déménagement et aménagement des biens meubles gouvernementaux pour la région de Montréal	2 308,00 $
Corporation Financière Brome inc.	Réaménagement de 32 postes de travail pour la DCSO et la DPAMO, le 3 avril 2009, au 4e et au 6e étages, au 600 Fullum, Montréal	1 632,00 $
CSPQ - Acquisitions (DGACQ)	Licences informatiques SAS	1 272,00 $
CSPQ - Acquisitions (DGACQ)	Deux licences SAS PC + module 12	1 692,00 $
CSPQ - Acquisitions (DGACQ)	Demande d'une licence SAS PC (renouvellement des licences pour les logiciels de base de données SAS)	3 510,00 $
CSPQ - Centre de documents semi-actifs	Entente 2009-2010 pour service d'entreposage de boîtes d'archives	20 000,00 $
CSPQ - Dir. Gén. Technologies de l'information et des Communications	Renouvellement de 3 licences SAS PC et 1 licence Suite Access pour Suite SAS PC	2 605,00 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
CSPQ - Publications du Québec, Les	Achat de lignes agates dans la Gazette officielle, le 26 août 2009 pour du texte français et anglais du projet de loi RSG (Loi sur la représentation de certains personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant)	10 285,00 $
CSPQ - Service des opérations comptables standardisées	Conférence de presse chez Cercovie à Sherbrooke le 16 novembre 09 - Municipalité amie des aînés (MADA)	1 150,00 $
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Prise en charge par le Service de gestion des événements du CSPQ d'une conférence de presse le 17 avril 2009 à Rouyn-Noranda Raison : Vieillissement actif : annonce d'un versement de 195 000 $ sur 3 ans à la FADOQ (Fédération de l'âge d'or du Québec)	1 246,36 $
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Prise en charge par le Service de gestion des événements du CSPQ d'une conférence de presse de la ministre responsable des Aînés, Mme Marguerite Blais le 25 mai 2009	3 003,80 $
Daigneault, Pierrette (002)	Entretien ménager au bureau de circonscription de la ministre responsable des aînés	3 000,00 $
Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc. (Corporation Financière Brome inc.)	Déménagement des employés pour modifier les aménagements au 600 rue Fullum	1 560,00 $
Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc. (Corporation Financière Brome inc.)	Déménagement et aménagement des biens meubles gouvernementaux pour la région de Montréal	1 824,00 $
Dolmen capital humain	Évaluation d'une gestionnaire pour un poste de niveau cadre 2	1 500,00 $
Duoson Multimédia inc.	Prise en charge par Duoson Média inc. des services audio-visuels dans le cadre de la conférence de presse de la ministre responsable des Aînés, Mme Marguerite Blais, pour annoncer les mesures mises en place pour contrer les abus auprès des aînés	1 092,00 $
Dupuis, France (psychologue)	Services-conseils en matière de prévention de relations professionnelles conflictuelles	1 800,00 $
EBSCO Canada ltée	Abonnement Publications 2010-2011	9 178,61 $
Écho Sondage inc.	Rédiger un rapport d'analyse détaillée des résultats de chacune des questions posées dans les rapports d'activités des garderies, des centres de la petite enfance et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial.	9 000,00 $
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Cotisation annuelle pour la période du 1er avril 2009 au 31 mars 2010 pour les services offerts en matière de développement et d'accompagnement aux titulaires d'emplois supérieurs	2 800,00 $
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Frais d'inscription d'une professionnelle au Programme d'apprentissage des professionnels en encadrement de personnes ou d'activités à Montréal, de mars à décembre 2010	3 400,00 $
Édifice 500 Grande-Allée Est, S.E.C.	Fournir et installer le matériel pour l'ajout d'un circuit de 20 ampères, pour photocopieur et installation d'une colonnette	1 245,50 $
Édifice 500 Grande-Allée Est, S.E.C.	Fournir et installer 2 pellicules de plastique et 2 stores verticaux	1 099,22 $
Édifice 500 Grande-Allée Est, S.E.C.	Réfection de la salle de repos	15 088,31 $
Édifice 500 Grande-Allée Est, S.E.C.	Réaménagement de bureau	3 837,20 $
Édifice 500 Grande-Allée Est, S.E.C.	Peinturer les murs du corridor et réparer les joints au 425, St-Amable, 4e étage	2 407,53 $
Édifice 500 Grande-Allée Est, S.E.C.	Installer un ouvre porte automatique près de l'entrée du Cabinet de la Famille au 425, St-Amable, 4e étage, pour faciliter l'accessibilité aux personnes handicapées	4 211,74 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Édifice 500 Grande-Allée Est, S.E.C.	Changement de la mécanique de contrôle et de ventilation pour le bureau de la Secrétaire générale	5 571,36 $
Évaluation Personnel Sélection International inc.	Processus de concours et d'évaluation de candidats pour un poste de cadre 3 à la direction régionale du Centre et du Sud du Québec (Longueuil)	6 958,00 $
Évolution graphique	Conception graphique et montage infographique de documents imprimés et de formulaires électroniques pour le Programme du cœur à l'action pour les aînés du Québec pour le 15 mai 2009, rapport annuel de gestion 2008-2009 et autres publications ad hoc	15 000,00 $
Festival d'Été International de Québec	Location d'espace publicitaire à la Place de la Famille dans le cadre du Festival d'été de Québec 2009	10 000,00 $
Festival International du Film pour Enfants de Montréal	Établir les modalités de collaboration du MFA à la 13e édition du Festival International du Film pour Enfants de Montréal (FIFEM) du 27 février au 7 mars 2010	5 000,00 $
Films Zingaro inc.	Films Zingaro inc. - Projet de série « Nos enfants, nos amours » : Réalisation d'un scénario type d'une émission et d'une liste de thèmes, pour 13 émissions de 30 minutes	1 250,00 $
Fines, Daniel	Dans le cadre de la refonte de la garde en milieu familial, réaliser un ensemble de guides et de documents d'orientation selon un calendrier convenu avec le contractant en fonction des besoins de déploiement du projet de la garde en milieu familial.	24 000,00 $
Folia Design inc.	Entretien et remplacement des plantes d'intérieur au 425 St-Amable pour 2009-2010	3 324,69 $
Fonds de Fourniture de Biens et Services du MESS	Photolithographies et plaques pour les 25 ans de service et les départs à la retraite des employés du MFA	2 925,00 $
Fontaine, Catherine (002)	Rédaction de documents en lien avec la mission du ministère de la Famille et des Aînés et l'offre de service de la Direction des communications jusqu'au 31 mars 2010	2 000,00 $
Fradet, Louise	Réaliser la révision du contenu du guide « La santé des enfants en services de garde éducatifs », des orientations et textes	9 500,00 $
Gagnon, Yvette	Révision linguistique du rapport annuel de gestion 2008-2009	3 150,00 $
Gestion de projet Benoît Lalonde inc.	Soutien-conseil et accompagnement de la responsable pour l'implantation du bureau de projets, le développement et la mise en place de la gestion des projets à l'Agence des services à la famille.	22 500,00 $
Grondin, Poudrier, Bernier, S.E.N.C.R.L.	Achat de mobilier pour la salle de conférence du ministre de la Famille	19 900,00 $
Groupe ambition, Le (Vision carrière inc.)	Administration et interprétation d'un sondage organisationnel " Employeur Remarquable"	20 000,00 $
Groupe C.D.P. inc.	Frais de déménagement de Lucie Daigle, de Montréal à Beauport, le 18 mai 2009	4 037,52 $
Groupe C.D.P. inc.	Achat de mobilier pour le bureau de la directrice, Direction régionale de l'Ouest et du Nord du Québec	2 529,69 $
Groupe informatique Techsolcom inc.	Maintien du service d'hébergement et d'exploitation de la solution de gestion des processus Éclipse – BPMN (Business process modeling notation) à partir du 1er décembre 2009.	24 000,00 $
Groupe-conseil Aon inc.	Production de fichiers électroniques Excel sur la participation du personnel du réseau des services de garde admissible au régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec	4 500,00 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Hallé, Lisa	Services conseils pour les projets d'aménagement du Ministère	2 000,00 $
Hôtel Clarendon	Banquet pour soirée hommage. Programme de reconnaissance des employés comptant 25 ans de service au sein de la fonction publique québécoise et aux personnes quittant pour la retraite	2 986,55 $
Hôtel Plaza de la Chaudière inc.	Frais de déplacement pour les employés du MFA et les présidents des tables régionales de concertation (25 personnes) pour assister à une rencontre le 26 mai 2009 à Montréal.	1 148,50 $
HRCO inc.	Services conseils en actuariat, concernant le régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec	9 500,00 $
Hypertec systèmes inc.	Accès à un serveur dédié à l'hébergement dans un centre de données pour 2009-2010 et 2010-2011	9 960,00 $
Imprimerie Drouin inc.	Publicité du ministre de la Famille dans les feuillets paroissiaux suivants : Mission Marie Auxiliatrice Montréal, Mission San Dominico Montréal, Sainte-Marthe Montréal, Saint-Joseph Rivière-des-Prairies	1 280,00 $
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	Impression des brochures Conciliation Travail Famille (CTF) -Entreprises et Associations ainsi que leurs formulaires respectifs (450,00 $) Impression des brochures "Soutien aux politiques familiales municipales" (682,00 $)	1 132,00 $
Institut d'administration publique de Québec	Abonnement institutionnel pour 5 places afin s'assister aux déjeuners conférences de la programmation 2009-2010 de l'institut	1 000,00 $
Institut de la Gestion Financière de Québec IGF-Québec	Forfait pour 4 personnes afin d'assister aux 4 midis conférences et 2 demi-journées thématiques prévu à la programmation 2009-2010 de l'IGF	1 170,00 $
Institut de la Statistique du Québec	Expertise méthodologique et de planification d'enquêtes longitudinales dans le cadre du projet d'étude «Generations ans Gender Survey» du Québec	20 250,00 $
J. B. Deschamps inc.	Impression de 3000 chemises de transmission interne des documents format 9,5" X 15", couleur Pantone 314	4 217,00 $
JE Auclair Experts-Conseils inc.	Actualisation du plein potentiel d'un directeur en abordant notamment les compétences de la dimension fonctionnelle de la gestion publique se réfèrant à l'environnement et à la gestion des opérations. Le contrat s'est terminé plus tôt que prévu compte tenu que les résultats ont été rapidement atteint.	7 375,00 $
JE Auclair Experts-Conseils inc.	Actualisation du plein potentiel de l'équipe: rencontre de bilan, d'orientation et de consolidation de l'équipe. Le contrat s'est terminé plus tôt que prévu compte tenu que les résultats ont été rapidement atteint.	18 875,00 $
Joseph Clermont inc.	10 000 papier en-tête ministre de la Famille et 10 000 enveloppes ministre de la Famille	3 793,00 $
K2 Impressions inc.	Impression de 47 733 dépliants et magnétiques qui seront collés au dos des dépliants "Autorité des marchés financiers" - Campagne contre la maltraitance.	18 232,00 $
Kevlar -Place Cartier	Espaces de stationnement PLACE CARTIER, Direction régionale de la Capitale Nationale et de l'Est de Québec pour les voitures de services louées à long terme	2 757,02 $
Korem inc.	Modification du géolocalisateur des services de garde du Québec en ajoutant un icône sur le site Internet du MFA permettant l'accès aux résultats d'inspection des services de garde.	5 500,00 $
L'Allier, Marie-Andrée	Révision linguistique de différents documents	3 244,90 $
L'Allier, Marie-Andrée	Services professionnels de révision linguistique de différents documents	3 000,00 $
Lamoureux, Jean-Pierre	Analyse de projets soumis dans le cadre du programme fédéral «Nouveaux horizons pour les aînés» 2009-2010	11 250,00 $
Lave-Auto Yvon Boucher	Lavage intérieur/extérieur des deux véhicules de fonction ministériels (ministre responsable des Aînés et ministre de la Famille).	1 688,00 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Lavigne-Martel, Mayalène	Agir à titre de chef de projet du «Développement de nouvelles places en service de garde», coordonner les travaux à réaliser, assurer la réalisation des biens livrables, développer des outils de gestion de projet. Agir à titre de conseillère en gestion de projet pour l'implantation de la gestion de projet au sein de l'Agence des services à la famille (ASF).	8 750,00 $
Lemieux, Tania	Création d'une banque d'images sur les services de garde québécois à l'usage exclusif du Ministère	1 195,00 $
Lemieux, Tania	Création de banques d'images à partir de photos prises dans un lieu prédéterminé et portant sur tout sujet jugé pertinent par le Ministère	2 395,00 $
Lussier, François	Analyse de projets soumis dans le cadre du programme fédéral «Nouveaux horizons pour les aînés (PNHA)» 2009-2010	15 000,00 $
LXB communication-marketing inc.	Services professionnels dans le cadre de la Journée pour contrer les abus envers les aînés du 15 juin 2009	12 776,92 $
Lyreco [Canada] inc.	Papier recyclé 8 1/2 x 11 et 8 1/2 x 14	1 335,00 $
Masterfile Corporation	Licences de photographies pour le document programme Conciliation travail-famille - volets ENTREPRISES et ASSOCIATIONS et pour la brochure «Bien s'alimenter pour vieillir en santé»	4 119,00 $
Masterfile Corporation	Achat de photos pour le Programme du coeur à l'action 2009-2010	1 357,00 $
Matteau Parent, Graphisme et Communication inc.	Conception graphique et montage infographique du cartable "Plan de sécurité incendie en service de garde" et tout autre document en découlant	9 531,39 $
Médias transcontinental S.E.N.C.	Publicité dans les journaux sur la Journée internationale des personnes âgées	1 338,78 $
Meubles Léon, Les	Achat de deux réfrigérateurs sans congélateur de marque Frigidaire, situé à Montréal au 600 rue Fullum - 6ième étage, un pour la DCSO et l'autre pour la direction régionale de Montréal.	1 498,00 $
Meunier, Gilles	Analyse de projets soumis dans le cadre du programme «Soutien aux initiatives visant le respect des aînés» (SIRA) - 2009-2010	12 500,00 $
MFB Relations publiques	Élaboration d'un plan de communication sur 5 ans en lien avec le Plan d'action gouvernemental sur la maltraitance envers les aînés	4 500,00 $
Ministère. des ress. humaines et du dév. des compétences du Canada	Forum fédéral, provincial et territorial FPT des ministres responsables des aînés	20 683,73 $
Mobilier de Bureau MBH inc.	Achat d'une table de conférence et d'une tablette en stratifié	1 531,10 $
Morin, Ghislaine	Expertise conseil concernant les travaux préparatoires à l'Enquête relative à la situation des hommes et des femmes au fil des générations éxécutée par l'ISQ	23 750,00 $
Musée National des Beaux-Arts du Québec	Location de 2 oeuvres d'art - Bureau de Montréal	1 550,00 $
Musée National des Beaux-Arts du Québec	Location d'une oeuvre (petit format), pour une durée de 2 ans	1 900,00 $
Nammour, Rafic	Rédaction de trois allocutions et de trois communiqués de presse pour des annonces d'aide financière concernant le Regroupement des organismes pour aînés et aînées du Sud-Ouest de Montréal, le Grand rassemblement des aînés de Vaudreuil et Soulanges (GRAVES), le Centre africain de développement et d'entraide (CADE)	1 034,00 $
Ouimette, Jacques	Consultation en communications et relations publiques pour le MFA	20 000,00 $
Photographe Sonia Jam inc.	Séance de photographie de la ministre responsable des Aînés, achat de photographies incluant les retouches et les corrections. Licence de parution pour une période d'un an, du 15 février 2009 au 15 février 2010	2 350,00 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Plantes Univert inc., Les	Fourniture et entretien des plantes d'intérieur au 750, Boul.Charest Est	1 020,00 $
Publicité Klaxon	Conception et mise en page de documents promotionnels ou informatifs publiés par le Ministère	3 501,00 $
Publicités A Campeau ltée, Les	Achat de cartes de Noël (1 000)	1 445,00 $
R.-Design inc.	Montage graphique et illustration des éditions du printemps/été/ automne 2009 du bulletin « Bye-bye les microbes! »	2 353,00 $
R3D conseil inc.	Accompagnement dans l'élaboration d'un nouveau cadre de gestion qui permettra d'assurer un meilleur arrimage en continu avec la mission, les mandats à réaliser et la gestion financière au SA	21 870,00 $
Regroupement économique et sociale du sud-ouest (RESO)	Publicité dans le cahier annuel du Regroupement économique et social du Sud-Ouest pour le Cabinet de la ministre responsable des Aînés	1 500,00 $
Ranger, Julie (002)	Rédiger des libellés d'infraction à mettre en ligne et participer à l'élaboration du plan d'harmonisation des pratiques des inspecteurs	5 000,00 $
REP solution interactive inc.	Création et hébergement d'un formulaire électronique pour collecte d'information en cas de pandémie de grippe H1N1 pour les services de garde.	15 000,00 $
REP solution interactive inc.	Programmation de tous les formulaires nécessaires au recensement des enfants fréquentant les services de garde québécois pour la DGP	24 000,00 $
Réseau Circum inc.	Saisir 2 220 questionnaires de rapports d'activités 2008-2009 avec le logiciel SPSS, valider la saisie et produire les tableaux de fréquences à partir des données provenant de ces rapports d'activités	11 000,00 $
Réseau D.O.F. inc.	Préparer le matériel de formation, animer deux ateliers et produire des outils de sensibilisation en matière de relations avec les partenaires	20 200,00 $
Saint-Hilaire, Mélanie	Rédaction de textes et entrevue journalistique avec Guy Mongrain pour un publireportage et la rédaction d'un dépliant sur la fraude financière	1 250,00 $
Sani-Fontaines inc.	Désinfection de 8 refroidisseurs d'eau dans les bureaux du Ministère à Québec et à Montréal ainsi que l'entretien trimestriel et le changement annuel du filtre	1 296,00 $
Senéchal, Pierre	Révision linguistique de différents documents	3 120,00 $
Service d'infographie Denis Gendron enr.	Montage infographique de documents imprimés et de formulaires électroniques, jusqu'au 31 mars 2010. Montage de 3 brochures intitulées Les indicateurs de niveaux de dépenses 2007-2008: CPE, BC et Garderies et autres publications à déterminer	2 646,00 $
Services Vinci Park [Canada] inc.	Stationnement réservé pour la ministre responsable des Aînés	3 300,89 $
Services Vinci Park [Canada] inc.	Stationnement réservé pour le ministre de la Famille	2 672,89 $
Services Vinci Park [Canada] inc.	Stationnement de la sous-ministre et des sous-ministres adjoints portion supplémentaire du 24 heures seulement (changement de titulaire, août 2009)	1 763,60 $
Studio 9 Music Inc.	Services professionnels reliés à la traduction du français vers l'anglais soit des documents d'information ou de nature administrative, de la mission du MFA pour un estimé d'environ 150 000 mots. Ainsi qu'un services de contrôle de la qualité et de correction d'épreuves un estimé d'environ 20 heures	13 184,36 $
Sylvain, Jacques (002)	Analyse de projets soumis dans le cadre du programme fédéral "Nouveaux horizons pour les aînés" 2009-2010, volet "Aide à l'immobilisation"	12 500,00 $
Teknion Roy & Breton inc.	Ameublement de bureau pour le 600 Fullum, Montréal	12 050,32 $
Thompson, Martyne	Analyse de projets soumis dans le cadre du programme "Du coeur à l'action pour les aînés du Québec" 2009-2010	10 000,00 $
Traductions Terrance Hughes inc.	Traduction du français vers l'anglais de deux questionnaires concernant le Rapport d'activités 2008-2009 (BC et CPE)	2 251,75 $

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Numéro de la fiche: RG 4-5

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS DU : 1er avril 2009 au 28 février 2010

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Tropical 1	Maintien de l'inventaire, entretien et remplacement de l'ensemble des plantes aux bureaux de Montréal, Laval et Longueuil, pour 2009-2010	5 085,21 $
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Services de l'Université du Québec à Montréal auprès de la direction générale des Affaires Juridiques et législatives du ministère de la Justice afin d'apporter son expertise	2 625,00 $
Université Laval	Inscription - J. Robert - Université Laval - Rôles et responsabilités des administrateurs - 5, 6 et 7 novembre 2009	2 950,00 $
Veer incorporated	Photos pour programmes PCAAQ (Programme du cœur à l'action du Québec) et SIRA (Soutien aux initiatives visant le respect des aînés) 2009-2010	1 915,00 $
Veer incorporated	Achats de licences de photographies pour Rapport annuel de gestion 2009-2010	1 956,97 $
Versalys Formation (Entreprises Bigknowledge inc.)	Formation de deux employés afin d'actualiser leurs connaissances en fonction des nouveaux styles de gestion axés sur le travail en équipe et sur la qualité des services offert à la clientèle.	1 500,00 $
Voyages CAA-Québec	Voyage aller-retour Québec-Paris pour Mme Marie-Josée Guérette, sous-ministre, du 3 au 11 décembre 2009 pour la participation à deux rencontres de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) : 1 . 6e réunion du Réseau de l'OCDE sur l'accueil et l'éducation des jeunes enfants 2. 1re rencontre du Comité de pilotage pour le projet du Programme de l'OCDE sur "L'avenir de la famille 2030"	1 002,26 $
Voyages CAA-Québec	Voyage Québec - Edmonton pour rencontre FPT(fédéral/Provincial/territorial) des ministres responsables des aînés	1 387,31 $
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Participation, à la mission de la ministre responsable des Aînés, Mme Marguerite Blais, à Bruxelles et Londres de Sabrina Marino (attachée politique) et de Michel Hamelin (SMA Secrétariat aux Aînés). La mission porte sur les politiques à l'égard des aînés et plus particulièrement sur les mesures mises de l'avant contre la maltraitance des aînés et la problématique des proches aidants.	1 948,60 $
Wood Wyant inc. (inactif)	Achat de trousses de prévention de la pandémie H1N1 pour les différentes unités administratives	7 592,90 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier ;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 4.

SOURCE : Direction générale de l'administration - Direction des ressources financières et matérielles

VALIDATION: Secrétariat général - 13 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG6

Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis sa création en 2005, le ministère de la Famille et des Aînés a amorcé des travaux visant l'amélioration des services à sa clientèle. Le **Plan ministériel d'informatisation (PMI)** respecte le plan stratégique 2005-2008 du Ministère et cible une des orientations visant l'amélioration de la prestation électronique de services du Ministère par l'utilisation judicieuse des technologies de l'information et des communications. Les orientations d'affaires du PMI sont en alignement stratégique avec les grands chantiers prioritaires au gouvernement du Québec en matière de « Gouvernement en ligne ».

Le Ministère s'est engagé dans les orientations gouvernementales en matière de services partagés et a confié le développement du PMI au Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

Le PMI regroupe trois composantes prioritaires, soit le site Web ministériel (SWM) qui constitue un guichet unique d'accès aux services en ligne, la gestion du financement (GDF) qui assure la prestation de service en ligne pour le paiement des allocations aux services de garde et l'environnement informationnel ministériel (EIM) qui permet de mieux outiller le Ministère pour le traitement des informations relatives aux services de garde, aux familles et aux aînés.

Amorcé en juin 2007 avec l'analyse préliminaire, le PMI fut évalué à 21,1M$. La somme engagée à ce jour est de 20,95 M$, dont 16,75 M$ pour les travaux informatiques réalisés par le CSPQ et 4,2 M$ pour les travaux réalisés par les firmes externes pour le Ministère.

Les firmes, autres que le CSPQ, soutenant le Ministère et contribuant à la mise en œuvre du PMI sont présentées dans le tableau ci-dessous. Cela représente 15 consultants oeuvrant au sein du Ministère.

Firme	Sommes totales engagées-MFA k$	Mode d'octroi
Allstream	271,85	Appel d'offres public
R3D	3 253,00	Appel d'offres public
Techsolcom	579,9	Appel d'offres public
GP3	10,0	Gré à gré
SCG	96,00	Appel d'offres sur invitation
Total- MFA	**4 210,8**	

SOURCE : Direction générale de l'administration - Direction des ressources informationnelles et technologiques Mars 2010

COLLABORATION : Centre de services partagés du Québec

VALIDATION: Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG7

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec;
  - ii. à l'extérieur du Québec.

	CABINET AÎNÉS	CABINET FAMILLE	MINISTÈRE
PHOTOCOPIES :			
Location de photocopieurs et frais de photocopies	5 950,51 $	5 215,90 $	67 180,07 $
Reprographie et impression	1 500,00 $	517,00 $	152 215,11 $
Total	7 450,51 $	5 732,90 $	219 395,18 $
ORDINATEURS PORTABLES :	0,00 $	2 407,42 $	21 648,20 $
TÉLÉAVERTISSEURS :	0,00 $	0,00 $	1 462,31 $
MOBILIER DE BUREAU :	475,33 $	209,65 $	13 627,77 $
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE :	162,00 $	138,50 $	2 710,55 $
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS :			
Transport	10 041,06 $	6 241,22 $	159 813,20 $
Frais d'hébergement	5 340,78 $	1 358,05 $	13 313,88 $
Frais de repas	11 025,21 $	7 604,31 $	91 929,74 $
Total	26 407,05 $	15 203,58 $	265 056,82 $
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS :	1 778,01 $	300,00 $	105 923,68 $

SOURCE : Direction générale de l'administration - Ressources budgétaires, financières et de l'approvisionnement Mars 2010

VALIDATION : Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG8

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	CABINET AÎNÉS	CABINET FAMILLE	MINISTÈRE
TÉLÉPHONIE :			
Nombre de cellulaires[1]	15	18	195
Coûts d'acquisition[2]	2 018,81 $	2 405,55 $	6 979,41 $
Coûts des contrats et d'utilisation[3]	15 544,22 $	14 961,01 $	85 392,14 $
Nom des fournisseurs	Communications Méga-Sat Inc et CBCI Telecom	Communications Méga-Sat Inc et CBCI Telecom	Communications Méga-Sat Inc et CBCI Telecom

1. Inclut le nombre de cellulaires, de Blackberry, de cartes modem ainsi que les téléphones fixes des voitures des ministres.
2. Correspond à l'achat des appareils sans fil et de leurs accessoires (étuis, chargeurs supplémentaires, batteries). Le coût pour le cabinet du ministre de la Famille comprend l'achat de téléphones fixes pour la voiture ministérielle.
3. Représente les coûts selon la facturation disponible, soit d'avril 2009 à janvier 2010.

SOURCE : Direction générale de l'administration - Direction des ressources informationnelles et technologiques Mars 2010

VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009, et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires);

b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances);

e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

h) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

i) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

j) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

k) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

m) le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;

n) le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les prévisions pour 2010-2011 ne sont pas disponibles pour les données de « a » à « j ».

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) (données au 26 février 2010)

Personnel masculin et féminin

Catégorie d'emploi	Personnel d'encadrement					
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35	0	0	0	0	0	0
35 ans et +	13	3,7	18	5,2	31	8,9
TOTAL	13	3,7	18	5,2	31	8,9

Catégorie d'emploi	Professionnels					
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35	4	1,1	20	5,7	24	6,9
35 ans et +	60	17,2	109	31,3	169	48,6
TOTAL	64	18,4	129	37,1	193	55,5

Catégorie d'emploi	Fonctionnaires					
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35	2	0,6	8	2,3	10	2,9
35 ans et +	18	5,2	96	27,6	114	32,8
TOTAL	20	5,7	104	29,9	124	35,6

Catégorie d'emploi	TOTAL					
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
Total - de 35	6	1,7	28	8,0	34	9,8
Total + de 35	91	26,1	223	64,1	314	90,2
TOTAL	97	27,9	251	72,1	348	100,0

Personnes handicapées, anglophones, autochtones et communautés culturelles

Catégorie d'emploi	Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	1	1
TOTAL	0	0	0	1	1

Catégorie d'emploi	Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	1	0	0	3	4
35 ans et plus	2	2	0	14	18
TOTAL	3	2	0	17	22

Catégorie d'emploi	Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
- de 35 ans	0	0	0	1	1
35 ans et plus	0	0	0	6	6
TOTAL	0	0	0	7	7

	TOTAL									
Groupes cible	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles		Total	
Groupes d'âge		%		%		%		%		%
- de 35 ans	1	0,3	0	0,0	0	0,0	4	1,1	5	1,4
35 ans et plus	2	0,6	2	0,6	0	0,0	21	6,0	25	7,2
TOTAL	3	0,9	2	0,6	0	0,0	25	7,2	30	8,6

Notes :

- le pourcentage de représentation est calculé à partir de l'effectif régulier total;
- les données concernent l'effectif régulier en place au 26 février 2010 et sont issues de la paie numéro 25 de l'année financière 2009-2010.

Personnel féminin

Les femmes représentent 72,1 % de l'effectif régulier total. Elles constituent 58 % des postes d'encadrement, 66,8 % des professionnels et 83,9 % des fonctionnaires.

Par ailleurs, la cible gouvernementale de représentativité féminine au sein de l'effectif cadre est de 20 %.

Personnes anglophones, autochtones et communautés culturelles

Le Ministère doit tendre à atteindre un taux de représentativité des membres de communautés culturelles de 9 % (cible gouvernementale). Un total de 7,2 % de l'effectif régulier fait partie d'une communauté culturelle.

Il n'y a aucune cible gouvernementale de représentation pour les anglophones et les autochtones.

Personnes handicapées

Un total de 0,9 % de l'effectif régulier a déclaré, lors de l'embauche, être atteint d'un handicap. De plus, la cible gouvernementale de représentativité est fixée à 2 %.

b) le nombre total de jours de congés de maladies pris par le personnel (données au 12 mars 2010)

Catégories d'emploi	2009-2010
	Nombre de jours de maladie (au 12 mars 2010)
Cadres	28,5
Professionnels	1 420,0
Personnel technique et soutien	1 081,0
Total du Ministère	**2 529,5**

c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus (données au 12 mars 2010)

Non pertinent.

d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances)

Catégories d'emploi	2009– 2010 (temps supplémentaire au 12 mars 2010)				
	Nombre d'heures effectuées au total	Nombre d'heures payées	Coût des heures supplémentaires payées $	Nombre total d'heures compensées	Coût estimé des heures compensées $
Professionnels	8 540,66	3 487,62	159 566,54	5 053,04	198 746,90
Techniciens, Personnel de bureau et soutien	2 098,64	899,07	30 652,54	1 199,57	42 066,18
Total	**10 639,30**	**4 386,69**	**190 219,08**	**6 252,61**	**240 813,08**

- Les données indiquent qu'en 2009-2010, 41 % des heures supplémentaires effectuées ont été payées et 59 % ont été compensées.

- Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) a transmis, à tous les ministères, les informations nécessaires à la production des fiches dans le cadre de l'étude des crédits. Toutes les listes couvrent la période 2009-2010 et les données du SCT ont été recueillies à partir des informations enregistrées au Système Automatisé de Gestion des Informations sur le Personnel (SAGIP) le 12 mars 2010, soit la période de paie numéro 26

e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (données au 12 mars 2010)

AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.
322,0	259,0	684,5	1 946,0	2 500,5	651,5	332,0
NOV.	**DÉC.**	**JANV.**	**FÉV.**	**MARS**		**TOTAL**
205,5	750,5	292,5	230,5	228,0		8 402,5

f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus (données au 12 mars 2010)

Non pertinent.

g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Non pertinent

h) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

2009-2010 (26 février 2010)
Effectifs réguliers en place (excluant l'impartition)

DIRECTION	UNITÉS CENTRALES						
	HD	CADRES	PROF.	TECH.	SOUTIEN	OUVRIERS	TOTAL
Bureau de la sous-ministre	0	3	8	1	4		16
Dir gén des services à	1	3	20	13	8		45
Direction générale des politiques	1	3	30	6	7		47
Agence des services à la famille	1	8	52	20	7		88
Secrétariat aux aînés	1	2	11	3	3		20
Conseil des aînés	0	1	4	1	0		6
Conseil de la famille et de	1	1	6	3	1		12
TOTAL UNITÉS CENTRALES	**5**	**21**	**131**	**47**	**30**		**234**
DIRECTION RÉGIONALE	**PALIER RÉGIONAL (AGENCE DES SERVICES À LA FAMILLE)**						
Adjointe de Montréal	0	1	13	5	2		21
De la Capitale-Nationale et de l'Est du Québec - Centre-Est	0	1	15	9	3		28
De l'Ouest et du Nord du Québec	0	1	17	5	1		24
De Montréal	0	1	2	6	1		10
Du Centre et du Sud du Québec	0	1	15	9	6		31
TOTAL RÉGIONAL	**0**	**5**	**62**	**34**	**13**		**114**
TOTAL MINISTÈRE	**5**	**26**	**193**	**81**	**43**		**348**

2008-2009 (13 mars 2009)
Effectifs réguliers en place (excluant l'impartition)

DIRECTION	UNITÉS CENTRALES						
	HD	CADRES	PROF.	TECH.	SOUTIEN	OUVRIERS	TOTAL
Direction du Ministère	1	2	14	4	7		28
Direction gén. de l'administration	0	3	12	4	4		23
Direction générale des politiques	1	1	31	5	7		45
Agence des services à la famille	1	6	56	24	8		95
Secrétariat aux aînés	1	3	12	3	2		21
Conseil des aînés	1	0	4	1	1		7
Conseil de la famille et de	1	1	5	1	1		9
TOTAL UNITÉS CENTRALES	**6**	**16**	**134**	**42**	**30**		**228**
AGENCE DES SERVICES À LA FAMILLE –PALIER RÉGIONAL							
Direction des services à la famille - Est		1	16	9	3		29
Direction des services à la famille - Centre-Est		0	11	3	3		17
Direction des services à la famille - Centre-Ouest		1	9	8	1		19
Direction des services à la famille - Nord-Ouest		1	15	8	3		27
Direction des services à la famille -		1	14	10	7		32
TOTAL RÉGIONAL		**4**	**65**	**38**	**17**		**124**
TOTAL MINISTÈRE	**6**	**20**	**199**	**80**	**47**		**352**

2007-2008 (14 mars 2008)
Effectifs réguliers en place (excluant l'impartition)

DIRECTION	UNITÉS CENTRALES						
	HD	CADRES	PROF.	TECH.	SOUTIEN	OUVRIERS	TOTAL
Direction du Ministère	1	4	22	12	10		49
Direction générale des politiques	2	3	40	4	10		59
Agence des services à la famille	1	4	42	20	7		74
Secrétariat aux aînés	1	2	8	2	1		14
Conseil des aînés	1		3		1		5
Conseil de la famille et de		1	6	2	1		10
TOTAL UNITÉS CENTRALES	**6**	**14**	**121**	**40**	**30**		**211**
AGENCE DES SERVICES À LA FAMILLE –PALIER RÉGIONAL							
Direction des services à la famille - Est		1	15	9	4		29
Direction des services à la famille - Centre-Est		1	10	4	3		18
Direction des services à la famille - Centre-Ouest		1	8	8	3		20
Direction des services à la famille - Nord-Ouest		1	15	8	3		27
Direction des services à la famille		1	14	10	7		32
Traitement des plaintes			5	5	4		14
TOTAL RÉGIONAL		**5**	**67**	**44**	**24**		**140**
TOTAL MINISTÈRE	**6**	**19**	**188**	**84**	**54**		**351**

i) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (données au 12 mars 2010)

Emplois de complexité supérieure (expert)

	PÉRIODE	CATÉGORIES D'EMPLOI	FEMMES	HOMMES	TOTAL
09-10	Régulier	Professionnels	35	10	45
09-10	Occasionnel	Professionnels	0	0	0
08-09	Régulier	Professionnels	28	13	41
08-09	Occasionnel	Professionnels	0	0	0
07-08	Régulier	Professionnels	25	16	41
07-08	Occasionnel	Professionnels	0	0	0

j) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie (données au 12 mars 2010)

09-10	CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	TOTAL
régulier		19	21	40*
occasionnel			1	1

*** Inclut les personnes ayant un horaire majoré et 1 hors échelle.**

08-09		17	18	35*

*** Inclut les personnes ayant un horaire majoré.**

07-08		17	16	32*

*** Inclut les personnes ayant un horaire majoré et 2 hors échelle.**

k) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

La ventilation des postes autorisés, par catégories, n'est pas disponible.

Ventilation des postes autorisés par entité

DIRECTION GÉNÉRALE	NOMBRE DE POSTES AUTORISÉS Exercice 2007-2008	NOMBRE DE POSTES AUTORISÉS Exercice 2008-2009	NOMBRE DE POSTES AUTORISÉS Exercice 2009-2010	NOMBRE DE POSTES AUTORISÉS Exercice 2010-2011
Direction du Ministère[1]	**110****	**107****	**69****	**69****
Direction générale des politiques	**61**	**56**	**55**	**56**
Agence des services à la famille	**264**	**261**	**248**	**257**
Secrétariat aux aînés	**21**	**21**	**21**	**26**
Conseil des aînés	**8**	**8**	**8**	**8**
Conseil de la famille et de l'enfance	**13**	**13**	**13**	**13**
TOTAL DE L'EFFECTIF AUTORISÉ*	**477**	**466**	**414**	**429**

[1] Inclut le Bureau du sous-ministre ainsi que la Direction générale des services à l'organisation

* Les ETC autorisés du MFA excluent les ETC autorisés du Curateur public

** 2007-2008 : Le nombre de postes autorisés inclut 63 ETC en impartition
2008-2009 : Le nombre de postes autorisés inclut 63 ETC en impartition
2009-2010 : Le nombre de postes autorisés inclut 13 ETC en impartition
2010-2011 : Le nombre de postes autorisés inclut 12 ETC en impartition

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Nous ne pouvons répondre à cette demande puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions.

m) Le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années

	2009-2010	*2010-2011*	*2011-2012*	*2012-2013*	*2013-2014*	*2014-2015*	*TOTAL*
Cadre	2	1,3	0,9	1,5	1,1	1,5	6,3
Professionnel	12*	9,9	10,8	10,2	11,2	12,0	54,1
Fonctionnaire	8	4,7	7,5	9,4	7,4	7,2	36,2
TOTAL	22	15,9	19,2	21,1	19,7	20,7	96,6

*** Exclut 1 départ pour un employé occasionnel.**

n) le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle

Non pertinent.

SOURCE : Direction générale de l'administration – Ressources humaines
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG10

Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2008, la nature des travaux et le où les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Localisation	Superficie du local loué (m^2)	Coût de location annuel	Coûts d'aménagement
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau (Bureau de Gatineau)	102,79	24 517,56 $	420,00 $
1800, boul. Le Corbusier, Laval (Direction régionale de l'Ouest et du Nord du Québec)	708,49	111 689,52 $	18 962,43 $
150, boul. René-Lévesque Est, Québec (Direction des ressources informationnelles et technologiques, espace consultants)	293,93	59 138,52 $	6 980,48 $
1665, bould. Wilfrid-Hamel, Québec (Entrepôt)	91,19	6 145,56 $	0,00 $
201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil (Direction régionale du Centre et du Sud du Québec)	793,49	99 362,52 $	0,00 $
600, rue Fullum, Montréal (bureau du Ministère)	5 602,32	688 020,30 $	31 592,54 $
3269, rue Saint-Jacques, Montréal (Bureau de circonscription de la ministre responsable des Aînés)	102,19	18 077,59 $	0,00 $
425, rue Saint-Amable, Québec (incluant 500, Grande Allée Est)	3 796,71	787 754,88 $	96 775,02 $
730, boul. Charest Est, Québec (Direction régionale de la Capitale nationale et de l'Est du Québec)	754,97	141 137,76 $	0,00 $
900, rue D'Youville (901, avenue Honoré-Mercier), (Direction des affaires juridiques)	207,82	Entente d'occupation annulée	1 202,50 $
11977, rue Alexis-Carrel, Montréal (Bureau de circonscription du ministre de la Famille)	155,59	33 850,08 $	0,00 $
3885, boul. Harvey, Jonquière (Bureau de Saguenay)	37,50	5 332,80 $	0,00 $

SOURCE : Direction générale de l'administration - Ressources matérielles
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG11

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2009 à ce jour.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les coûts d'aménagement du cabinet de la ministre responsable des Aînés s'élèvent à 3 361,69 $.

Les coûts d'aménagement du cabinet du ministre de la Famille s'élèvent à 3 074,43 $.

Il n'y a aucun coût d'aménagement dans les bureaux de circonscription des ministres en 2009-2010.

SOURCE : Direction générale de l'administration - Ressources
VALIDATION : Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG12 Famille

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2009;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

A : Attaché politique — S : Employé de soutien
E : Étudiant — D : Directeur

A) CABINET MINISTÉRIEL DE MONSIEUR TONY TOMASSI

NOM	FONCTION	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	PORT D'ATTACHE
Perreault, Sarah	D	2008-12-19		Québec
Mercille, Isabelle	A	2008-12-23		Montréal
Marion, Christine	A	2008-12-19	2010-01-04	Québec
Thivierge, Florence	A	2008-12-19		Québec
Champagne, Marie-Pier	A	2009-01-05		Québec
Angeloro, Marissa	A	2009-02-03		Montréal
Demers, France	S	2008-12-19		Québec
Biédron, Mélanie	S	2008-12-19	2009-07-10	Québec
Lafrance, Carole	S	2008-12-19	2009-06-04	Québec
Buffone, Silvana	S	2008-12-19		Montréal
Caron, Richard	S	2009-01-08		Montréal
Laliberté, Jean-William	A	2009-03-05		Québec
Côté, Nathalie	A	2009-03-23		Montréal
Lemieux, Marie-Ève	S	2009-03-11	2009-06-18	Montréal
Bourque, Geneviève	S	2009-05-19		Québec
Larouche, Mélanie	S	2009-05-25		Québec
Belzile, Louis	E	2009-05-19	2009-08-21	Québec
Pannuzzo, Antonio	S	2009-06-29		Montréal

B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 1er AVRIL 2009

Masse salariale 2009-2010 : 671 895 $

C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET AU 31 MARS 2010

13

C) DESCRIPTION DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet : Dirige les membres du cabinet; il s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que le Ministre peut lui assigner.

Attaché politique : Est chargé de remplir les fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions d'adjoint ou de directeur de cabinet, d'attaché de presse, de recherchiste ou d'agent de liaison que le Ministre peut lui assigner. Dans le cadre de ses tâches, l'attaché politique assume la responsabilité des relations du cabinet avec la circonscription, les instances du parti (locales, régionales ou nationales) et avec les autres cabinets ministériels.

Employé de soutien : Est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet que le Ministre ou le directeur de cabinet lui assigne.

D) DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE

Lors de leur entrée en fonction, tous les employés des cabinets doivent signer ces directives.

SOURCE : Direction générale de l'administration – Ressources budgétaires, financières et de l'approvisionnement

VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG12 Aînés

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2009;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

A : Attaché politique S : Employé de soutien
E : Étudiant D : Directeur

A) CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME MARGUERITE BLAIS

NOM	FONCTION	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	PORT D'ATTACHE
Ménard, André	D	2008-12-20		Québec
Gautrin, Isabelle	A	2008-12-20		Montréal
Marino, Sabrina	A	2008-12-20		Québec
Harvey, Denis	A	2008-12-20		Québec
Bleau, Denise	A	2008-12-20		Montréal
Bernier, Yves	A	2009-01-12		Québec
Labonté, Mélanie	A	2009-01-26		Montréal
Dugas, Renaud	A	2009-01-05		Montréal
Daigneault, Gilles	S	2008-12-20	2009-09-11	Montréal
Bergeron, Claire	S	2009-01-05	2009-11-13	Québec
Taillefer, Nicole	S	2008-12-20		Montréal
Lessard, Lise	S	2009-01-19	2009-09-29	Québec
Caron, Amélie	S	2009-09-18		Québec

Fleury, Mireille	S	2009-11-23		Québec

B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 1er AVRIL 2009.

Masse salariale 2009-2010 : 694 835 $

C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET AU 31 MARS 2010

11

D) DESCRIPTION DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet : Dirige les membres du cabinet; il s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que la Ministre peut lui assigner.

Attaché politique : Est chargé de remplir les fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions d'adjoint ou de directeur de cabinet, d'attaché de presse, de recherchiste ou d'agent de liaison que la Ministre peut lui assigner. Dans le cadre de ses tâches, l'attaché politique assume la responsabilité des relations du cabinet avec la circonscription, les instances du parti (locales, régionales ou nationales) et avec les autres cabinets ministériels.

Employé de soutien : Est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet que la Ministre ou le directeur de cabinet lui assigne.

E) DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE

Lors de leur entrée en fonction, tous les employés des cabinets doivent signer ces directives.

SOURCE : Direction générale de l'administration – Ressources budgétaires, financières et de l'approvisionnement

VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG13

Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :

i. ministre;
ii. ministère ou organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir tableau en annexe.

SOURCE : Direction générale de l'administration - Ressources budgétaires, financières et de l'approvisionnement

VALIDATION: Secrétariat général - 6 avril 2010

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2009 AU 31 MARS 2010

MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS

ORGANISMES	MONTANT
À Boire et à manger	300,00 $
A.F.E.A.S Cathédrale de Joliette	200,00 $
Adaptavie inc.	500,00 $
AFÉAS région de Québec-Chaudière-Appalaches	500,00 $
Agora de la danse	200,00 $
Alliance québécoise du loisir public	500,00 $
Alliances 3e âge Grand Plateau	200,00 $
AQDR section Montréal-Nord	1 000,00 $
Ass. des Aînés & Aînées Université du Québec Rimouski	250,00 $
Ass. des Grands-Parents du Québec	250,00 $
Ass. des personnes avec problèmes auditifs des Laurentides	300,00 $
Ass. des retraités d'Abestos	750,00 $
Ass. générale des étudiants aînés de l'Université de Sherbrooke-L'AGEAUS	500,00 $
Ass. multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées	750,00 $
Ass. québécoise de défense des droits des retraités et préretraités matapédienne (AQDR)	250,00 $
Association bénévole Côte-de-Beaupré	250,00 $
Association canado-péruvienne	300,00 $
Association cardio-respiratoire de la Gaspésie-les-Îles	500,00 $
Association culturelle Haïtienne "La Perle Retrouvee"	700,00 $
Association de balle lente B.B.Boomers	500,00 $
Association d'entraide le Chaînon inc.	500,00 $
Association des aînés italiens d'Anjou	500,00 $
Association des Bénévoles du CHSLD Vigi l'Orchidée Blanche	500,00 $
Association des Blais d'Amérique	500,00 $
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec	4 000,00 $
Association des familles de soutien des aînés de Saint-Hubert	500,00 $
Association des femmes de carrière du Quebec métropolitain inc.	1 000,00 $
Association des Grands Brûlés F.L.A.M., L'	250,00 $
Association des locataires de la Résidence Vimont	250,00 $
Association des retraités d'Ahuntsic	200,00 $
Association des retraités du Cégep de Lévis-Lauzon	350,00 $
Association du troisième âge "Filia"	500,00 $
Association lavalloise des usagers du transport adapté	1 000,00 $
Association multifamiliale Meunier Tolhurst	1 250,00 $
Association québécoise de la dysphasie	250,00 $
Balais verts de Charlesbourg, Les	350,00 $
Baluchon Alzheimer	1 750,00 $
Cancer de l'ovaire Canada-Section Québec	100,00 $
Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal inc.	500,00 $
Cégep Marie-Victorin	200,00 $
Centraide Outaouais	1 000,00 $
Centre 50+ Blainville	500,00 $
Centre Africain de Développement et d'Entraide inc.	500,00 $
Centre Communautaire des Sourds de l'Est du Québec	500,00 $
Centre communautaire Rendez-Vous 50+	700,00 $
Centre d'accueil Marcelle Ferron inc.	250,00 $
Centre d'action bénévole de la Métis	300,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Centre d'action bénévole de Soulanges	750,00 $
Centre d'action bénévole des Seigneries inc.	500,00 $
Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	500,00 $
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	300,00 $
Centre d'artisanat d'Otter Lake inc	500,00 $
Centre de bénévolat de Ville Mont-Royal	500,00 $
Centre de la famille Haïtienne de Rivière-des-Prairies	300,00 $
Centre de prévention du suicide C.P.S. (Québec)	250,00 $
Centre des Loisirs des Sourds de Montréal inc.	500,00 $
Centre hospitalier de l'Université de Montréal Programme ACCORD	1 000,00 $
Centre humanitaire d'organisation de ressources et de références d'Anjou	750,00 $
Centre juif Cummings pour Aînés	500,00 $
Cercle de fermières de Saint-Sauveur-des-Monts	300,00 $
Cercle de fermières Immaculée-Conception	400,00 $
Cercle de fermières Saint-Eustache, Le	150,00 $
Cercle de fermières Saint-Luc, Le	500,00 $
Cercle des fermières de Rivière-du-Loup	250,00 $
Cercle du troisième Âge de Montréal-Nord	200,00 $
Chambre de commerce de Sainte-Agathe-des-Monts	500,00 $
Chevaliers de Colomb - Conseil 4766 Pointe St-Charles	1 000,00 $
Chevaliers de Colomb du conseil de Ste-Anne, no 5425, Les	250,00 $
Chorale des aînés du Jardin des Sources	200,00 $
Chorale les Nomades Loisirs Sainte-Geneviève de Sainte-Foy	500,00 $
Cinéall Production inc.	250,00 $
Club Abbé de l'Épée inc.	250,00 $
Club Âge d'Or Butterfly de Rivière-des-Prairies	200,00 $
Club Altrusa de Québec, Le	150,00 $
Club BOCCE Louis Riel	500,00 $
Club de l'âge d'or de Beaulac	200,00 $
Club de l'âge d'or de Saint-Alexis-des-Monts	350,00 $
Club de l'âge d'or de Saint-Hippolyte	300,00 $
Club de l'âge d'or de Saint-Michel	250,00 $
Club de l'âge d'or Italien d'Anjou	500,00 $
Club de l'âge d'or Saint-Gaétan inc.	250,00 $
Club de l'âge d'or Saint-Pie X	750,00 $
Club de l'âge d'or St-Michel-des-Saints	1 000,00 $
Club de l'Amitié 3e Âge de Sainte-Adèle	250,00 $
Club des 50 ans et plus de Les Hauteurs	200,00 $
Club des 50 ans et plus de Rivière-du-Loup inc.	250,00 $
Club des Aînés Actifs d'Orsainville	250,00 $
Club des Aînés de Cantley "Les Étoiles d'Argent"	500,00 $
Club des Aînés de la Vallée de l'Or	500,00 $
Club des Fantaisies de Noël	250,00 $
Club des matinaux de Charlesbourg inc.	500,00 $
Club FADOQ Sainte-Angèle-de-Monnoir	250,00 $
Club FADOQ Sainte-Julie	200,00 $
Club La Belle Époque CHSLD Villa Soleil de St-Jérôme	250,00 $
Club Les Blés d'Or de Luskville	200,00 $
Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé	1 000,00 $
Comité canadien des réfugiés de la mer/services aux aînés de Montréal	200,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec	500,00 $
Comité de locataires de la Petite Tour	250,00 $
Comité des aînés retraités de la Résidence Frontenac	250,00 $
Comité des fêtes du centenaire de Parent	250,00 $
Comité des résidents de la Villa Plaisance	750,00 $
Copains, copines du domaine Beauséjour	250,00 $
Corporation "Les Amis des aînés de l'Isle-Verte"	250,00 $
Corporation des Artisants de l'île d'Orléans	300,00 $
Corporation des Jeux des Aînés de la Mauricie	750,00 $
Corporation Philippe Aubert de Gaspé	750,00 $
Corporation Villeraine St-Philias Villeroy	500,00 $
Croix-Rouge Canadienne Division du Québec	750,00 $
Dira-Laval inc.	500,00 $
Dispensaire diététique de Montréal	100,00 $
Dr Clown	2 000,00 $
Dulcinée Langfelder et Cie	500,00 $
Échange de services de LaSalle	500,00 $
École Cœur-Immaculé-de-Marie	500,00 $
École de technologie supérieure Services aux étudiants / LIÉTS	500,00 $
École Honoré-Mercier	500,00 $
École secondaire James-Lyng	500,00 $
Esquisse théâtre ambulant, L'	200,00 $
Évasion Centre de jour alternatif	500,00 $
FADOQ - Régions de Québec et Chaudière-Appalaches	1 100,00 $
FADOQ - Région Lanaudière	200,00 $
FADOQ de Petit-Saguenay (Club Age d'Or)	200,00 $
FADOQ de Sagard	300,00 $
FADOQ de Ste-Sophie-de-Lévrard	200,00 $
FADOQ Vanier	1 000,00 $
Fédération des Clubs de l'Âge d'Or de l'Est du Québec secteur des Îles	1 000,00 $
Fédération interdisciplinaire Horticulture ornementale du Québec [F.I.H.O.Q.]	750,00 $
Festival international de la chanson de Granby	5 000,00 $
Fêtes gourmandes internationales inc., Les	500,00 $
Fondation Anna-Laberge	500,00 $
Fondation CHSLD les Havres	1 000,00 $
Fondation Cordillera	500,00 $
Fondation CSSS Jeanne-Mance	400,00 $
Fondation de la Maison du Père	600,00 $
Fondation de l'art pour la guérison, La	750,00 $
Fondation de l'École des Ursulines de Québec	500,00 $
Fondation de l'Hôpital général juif - Cyclo-défi	500,00 $
Fondation de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas	1 000,00 $
Fondation de zoothérapie Hôpital Général de Québec	500,00 $
Fondation des Aînés du Bassin de Chambly	300,00 $
Fondation des centres d'hébergement Soulanges	1 000,00 $
Fondation des sourds du Québec (F.S.Q.) inc	650,00 $
Fondation Do-Mi-Sol des Aînés de Montréal	250,00 $
Fondation du centre d'hébergement Denis-Benjamin Viger	500,00 $
Fondation du centre d'hébergement St-Jean-Eudes	250,00 $
Fondation du centre hospitalier de Lac-Mégantic	350,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Fondation Hôpital Charles LeMoyne	300,00 $
Fondation Jacques Bouchard	500,00 $
Fondation l'Actuel	200,00 $
Fondation Le Rayon d'Espoir de la MRC de Bellechasse	750,00 $
Fondation les petits Trésors (Hôpital de Rivière-des-Prairies)	500,00 $
Fondation Liette-Turner	500,00 $
Fondation Paul Pineault pour soulager l'Alzheimer	700,00 $
Fondation québécoise du Cancer	500,00 $
Fondation québécoise pour les enfants malades du cœur	200,00 $
Fondation Signes d'Espoir	500,00 $
Fondation Sourdine	500,00 $
Fondation Surdité Communication Institut Raymond-Dewar (Fondation Surdité Mtl)	200,00 $
Fonds humanitaire de la Fraternité des policiers et policières de Montréal	700,00 $
Foyer St-Donat	250,00 $
Groupe d'entraide communautaire Sainte-Foy	500,00 $
Groupe d'Entraide la Rosée	2 500,00 $
Groupe Expo CVM	1 000,00 $
Groupe folklorique Abruzzesse Âge d'Or de Rivière-des-Prairies	250,00 $
Habitations les Deux Volets	250,00 $
Habitations populaires du Québec	2 000,00 $
Hébergement pour personnes âgées Nouveaux Horizons inc.	500,00 $
Hébergevac Desjardins, centre d'hébergement et de répit pour les aînés en perte d'autonomie	750,00 $
Himalaya Séniors du Québec	300,00 $
HLM Villa des gens Heureux	100,00 $
Hockey Rive-Sud 70 + "Les Sages"	350,00 $
Hoopster Academy	1 000,00 $
Institut du cancer de Montréal	1 000,00 $
Institut Raymond-Dewar	6 000,00 $
Jeunesse au soleil inc.	500,00 $
Jeunesse en action Communauté Pennuel	750,00 $
Jonquière-Médic	300,00 $
Joyeux Aînés de Val-Morin	250,00 $
La Cantine des aînés et des aînées de Buckingham	750,00 $
La Maison de Aînés de Lévis	500,00 $
La Maison des Grands-Parents de Villeray	300,00 $
La Maison du Bouleau Blanc inc.	250,00 $
La Mosaïque	250,00 $
La résidence Les Tours Angrignon	250,00 $
La Vallée de Saint-Sauveur Chambre de commerce et de tourisme	300,00 $
L'Association des arthritiques de Québec	500,00 $
Le Chœur de la Colline	100,00 $
Le club de l'âge d'or Madelinot de Verdun inc	250,00 $
Le club des 50 ans et plus de Saint-Jean-de-Dieu	1 000,00 $
Le Défi sportif des athlètes handicapés	1 000,00 $
Le Noël du Bonheur	500,00 $
Le Trait d'Union de Saint-Rémi inc.	1 000,00 $
Le Violon de Grand-Mère	250,00 $
Les aidants naturels de Charlesbourg	300,00 $
Les amis de Lise Bacon	250,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Les Ateliers d'été du Vieux-Cap-Rouge	500,00 $
Les Bout'Entrain de l'Amitié	300,00 $
Les Diabétiques de Québec	600,00 $
Les Petits frères des Pauvres Maison Juliette Huot	250,00 $
Les petits frères des Pauvres de Sherbrooke Maison Jean-Besré	500,00 $
Les Régates de Valleyfield	400,00 $
Ligne de balle lente des Aînés du Québec Métro	500,00 $
Ligne de hockey COSOM des Sourds de Montréal	100,00 $
Loisirs Thérapeutiques de St-Hubert [1981] ,Les	1 000,00 $
Madame Prend Congé, Centre de Femmes de Pointe St-Charles	500,00 $
Magnétothèque, La	500,00 $
Maison Aloïs Alzheimer des Laurentides	500,00 $
Maison de Jeunes l'Ouverture	1 000,00 $
Maison des Aîné[e]s de La Prairie	500,00 $
Maison des Grands-Parents de Laval	1 000,00 $
Maison des Grands-Parents de Sherbrooke	500,00 $
Maison des Grands-Parents inc.	250,00 $
Manoir Outremont, Le	250,00 $
Marathon de Rimouski	500,00 $
Marie 3 têtes	500,00 $
Médecins du Monde	500,00 $
Mouvement Les Aînés Solidaires	1 000,00 $
Municipalité de Batiscan	1 000,00 $
Municipalité de Saint-Elzéar	150,00 $
Nouveau Théâtre Musical	200,00 $
Nouvel Essor	500,00 $
Office municipal d'habitation de la ville de Sept-Îles	400,00 $
Opération Surveillance Anjou	500,00 $
Parents-Secours du Québec inc.	500,00 $
Parrainage civique Lanaudière	350,00 $
Partageons l'espoir	1 000,00 $
Pétales Québec	300,00 $
Petits frères des pauvres, Les	1 200,00 $
Place aux Aînés St-Bruno	5 000,00 $
Place des Aînés Trois-Rivières	500,00 $
Place des Aînés de Laval	750,00 $
Québec Community Groups Network	500,00 $
Radio Ville-Marie	750,00 $
Regroupement des cuisines collectives du Québec	300,00 $
Regroupement des organismes socio-communautaires Beauport	500,00 $
Regroupement des proches aidants de Bellechasse	500,00 $
Regroupement du loisir communautaire de Beauport	1 000,00 $
Regroupement pour l'activité physique et la santé des aînés et retraités	500,00 $
Réseau d'Information des aînées et aînés du Québec [RIAQ]	3 750,00 $
Résidence au Soleil Levant	300,00 $
Résidence du St-Rosaire	300,00 $
Résidence le Trèfle d'or	750,00 $
Résidence Morin Heights inc.	300,00 $
Sages du Québec 70 plus	250,00 $
Saisonnier, Le	250,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Salon du Livre de Trois-Rivières inc.	500,00 $
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	150,00 $
Service à la famille chinoise du Grand Montréal	350,00 $
Service bénévole Entraide Anjou	1 000,00 $
Service de nutrition et d'action communautaire [SNAC]	750,00 $
Service nouveau d'aide communautaire [S.N.A.C.]	250,00 $
Services West-Nette	750,00 $
Société Alzheimer de Montréal	500,00 $
Société Alzheimer Laval	1 000,00 $
Société Alzheimer Rive-Sud	2 000,00 $
Société culturelle québécoise des Sourds	300,00 $
Société de Saint-Vincent-de-Paul	150,00 $
Société d'histoire de Saint-Narcisse	250,00 $
Société pour les Arts en milieux de santé	1 000,00 $
Société québécoise culturelle des Sourds	750,00 $
Solidarité Saint-Henri	500,00 $
St. Gabriel's Parish	5 000,00 $
Suicide-Action Montréal inc	250,00 $
Sur le Chemin des Artisans	500,00 $
Table de concertation " Abus aupès des aînés" de la Mauricie	750,00 $
Table de concertation des aînés de la MRC des Sources	200,00 $
Table de concertation en violence de Charlevoix	750,00 $
Table des Aînées et des Aînés de Lanaudière	1 000,00 $
Table régionale de concertation des aînés du Nord-du-Québec	500,00 $
Table régionale de concertation des aînés GÎM	1 000,00 $
Un Don Musical	500,00 $
Université du Québec à Rimouski (UQAR-ISMER)	250,00 $
Vélo des Sourds du Québec	250,00 $
Villa de l'Amitié (Thérèse Morin)	250,00 $
Ville de Rivière-Rouge	500,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2009 AU 31 MARS 2010

MINISTRE DE LA FAMILLE

ORGANISMES	MONTANT
10e Festi-Tour provincial de Magog	500,00 $
Action intégration en déficience intellectuelle	350,00 $
Adaptavie inc.	250,00 $
Amis de la santé mentale (Banlieue Ouest)	400,00 $
AQEPA Montréal régional	500,00 $
AQEPA Québec Métro	400,00 $
Ass. de spina bifida et d'hydrocéphalie de la région de Montréal inc.	500,00 $
Ass. des couples infertiles du Québec	500,00 $
Ass. des pourvoyeurs de pêche aux petits poissons des chenaux inc.	1 000,00 $
Ass. des services de garde en milieu scolaire du Québec inc., L'	1 000,00 $
Association de la personne handicapée de la MRC d'Antoine-Labelle	500,00 $
Association des familles de personnes assassinées ou disparues	500,00 $
Association des familles de soutien des aînés de Saint-Hubert	1 000,00 $
Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens inc.	250,00 $
Association des locataires de la Place Saint-Martin	500,00 $
Association des pompiers de Laval	1 000,00 $
Association des résidents du Parc Lausanne	1 000,00 $
Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis	500,00 $
Association internationale des études québécoises	500,00 $
Association nationale du cancer des ovaires	250,00 $
Association pour l'intégration sociale [Région de Québec], L'	1 000,00 $
Association québécoise des parents d'enfants handicapés visuels	600,00 $
Association québécoise sports pour paralytiques cérébraux	500,00 $
Association récréative St-Philippe de Trois-Rivières inc.	1 000,00 $
Association sportive des jeunes handicapés de L'Estrie	400,00 $
Ateliers Éducatifs Les Petits Mousses	500,00 $
Banques alimentaires Québec	5 000,00 $
Black Star Big Brothers Big Sisters of Montreal	2 000,00 $
Bouclier d'Athéna Services familiaux	500,00 $
Camp Bosco	500,00 $
Carnaval de Québec inc.	5 000,00 $
Carnaval de Sherbrooke	500,00 $
Carrefour familial du Richelieu	500,00 $
Carrefour familial Hochelaga	500,00 $
Carrousel du Ptit Monde d'Anjou, Le	1 000,00 $
Centre africain de développement et d'entraide inc.	250,00 $
Centre communautaire de loisir Côte des neiges	1 000,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Centre d'action bénévole de Dolbeau-Mistassini	500,00 $
Centre d'aide aux familles immigrantes	1 000,00 $
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	500,00 $
Centre de la petite enfance Les amis du village	500,00 $
Centre de la petite enfance Les P'Tits Soleils de Ste-Dorothée	1 000,00 $
Centre de la petite enfance L'Essentiel	500,00 $
Centre de loisirs communautaires Lajeunesse inc.	1 500,00 $
Centre de pédiatrie sociale de Gatineau	1 000,00 $
Centre de ressources familiales du Québec	500,00 $
Centre de services partagés du Québec, Services des systèmes aux affaires municipales	100,00 $
Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes [CEJFI]	1 000,00 $
Centre d'entraide du Marigot	2 000,00 $
Centre d'hébergement alternatif de Sherbrooke	1 000,00 $
Centre écologique de Port-au Saumon	500,00 $
Centre haïtien d'action familiale	500,00 $
Centre humanitaire d'organisation de ressources et de références d'Anjou	1 000,00 $
Centre multiethnique de Québec inc.	500,00 $
Centre NAHA	500,00 $
Centre périnatal Entre deux vagues	1 000,00 $
Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke	500,00 $
Cercle des Fermières de Saint-Luc	500,00 $
Chambre de commerce de Sainte-Agathe-des-Monts	1 000,00 $
Championnat mondial 10 danses	1 000,00 $
Chevaliers de Colomb du Conseil d'Amos No 2218, Les	2 000,00 $
Chevaliers de Colomb du conseil Revérend Père Waitier No 9453, Les	250,00 $
Club des petits déjeuners du Québec	1 000,00 $
Club Inner Wheel de Saint-Georges	1 000,00 $
Club les Belles Pistes du Rocher Blanc inc.	1 000,00 $
Club Optimiste de Matane inc.	500,00 $
Club Richelieu Cap-de-la-Madeleine, Service des loisirs	1 000,00 $
Collège d'enseignement général et professionnel de St-Hyacinthe	500,00 $
Comité d'action politique franco-québécois	1 700,00 $
Comité de loisirs du parc Jean-Guyon	500,00 $
Comité de restauration de la Rivière Etchemin	500,00 $
Commission scolaire English-Montréal (CS English-Montréal)	2 000,00 $
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CS Sir-Wilfrid-Laurier)	1 000,00 $
Communauté hellénique de Montréal	500,00 $
Congrès national des Italo-Canadiens	2 000,00 $
Conseil de développement de la recherche sur les familles du Québec	1 000,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Continuité Famille auprès des détenues	400,00 $
Coopérative du cercle des Supermamans	400,00 $
Coopère Rosemont	1 000,00 $
Corporation d'aide à domicile aux enfants trachéotomisés	250,00 $
Corporation des fêtes du 375e anniversaire de Beauport	1 000,00 $
Corporation des loisirs et sports Ste-Claire inc.	750,00 $
Corporation du Théâtre du Palais municipal	500,00 $
Corporation Jeunesse l'Évasion l'Ormière	1 000,00 $
CPE Allô mon ami et Allô mon ami II	1 000,00 $
Dauphinelle inc.	2 000,00 $
Défi Vélo ONCO	500,00 $
Développement économique de Saint-Rosaire inc.	500,00 $
École Dalkeith	500,00 $
École de l'Île d'Orléans [Saint-Laurent] (CS des Premières-Seigneuries)	700,00 $
École d'éducation internationale de Laval (CS de Laval)	500,00 $
École Notre-Dame-du-Sourire (CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup)	1 000,00 $
École pré-maternelle de Rosemère	500,00 $
Élans de Charlesbourg	300,00 $
Enfant retour Québec	400,00 $
Enfantsforme Saint-Henri	1 000,00 $
Entraide Bois-de-Boulogne	500,00 $
Entraide pour hommes de Montréal	500,00 $
Entraides communautaires des Îles inc.	1 000,00 $
Entre parents de Montréal-Nord inc.	400,00 $
Espace région de Québec	1 000,00 $
Expoz inc.	250,00 $
Famille en marche	500,00 $
Ferragosto	500,00 $
FestiBlues International de Montréal	500,00 $
Festival beauceron de l'Érable	300,00 $
Festival classique de l'Abitibi-Témiscamingue	500,00 $
Festival de l'Érable 2008-2009	500,00 $
Festival de l'Oie blanche de Montmagny	1 000,00 $
Festival Famille en Fête	500,00 $
Festival Plumes et Quenouilles	250,00 $
Festival western St-Tite	2 500,00 $
Fondation Anna-Laberge	1 000,00 $
Fondation B.B. Secours	600,00 $
Fondation Benjamin Gagnon	250,00 $
Fondation de la Tolérance, La	1 000,00 $
Fondation de la Visite	1 000,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Fondation de l'ATEQ	500,00 $
Fondation de l'École St-Michel	500,00 $
Fondation de l'Est	250,00 $
Fondation des amis de Bellefeuille	500,00 $
Fondation des amis de Chavigny	500,00 $
Fondation des aveugles du Québec	300,00 $
Fondation des enfants de Vaudreuil-Soulanges	1 000,00 $
Fondation des parlementaires québécois	300,00 $
Fondation du Centre Hospitalier Lac-Mégantic	500,00 $
Fondation du Centre Hospitalier Universitaire de Québec (CHUQ)	500,00 $
Fondation du Centre jeunesse de Montréal	250,00 $
Fondation du Dr Julien	500,00 $
Fondation Fabienne Colas	500,00 $
Fondation Garnierkids.com	2 000,00 $
Fondation Guy Chevrette	250,00 $
Fondation internationale des Cultures à partager Secteur Montérégie	500,00 $
Fondation les petits Trésors (Hôpital de Rivière-des-Prairies)	1 000,00 $
Fondation Lory	1 000,00 $
Fondation Madeli-Aide	500,00 $
Fondation OLO	750,00 $
Fondation Olo	1 000,00 $
Fondation Point de Repère	500,00 $
Fondation québécoise du Cancer	250,00 $
Fondation Soutien à l'enfance	500,00 $
Fondation Sunny D. Extreme	500,00 $
Fusion Jeunesse	1 000,00 $
Groupe Expo CVM	250,00 $
Initiative 1,2,3, Go! Rivière-des-Prairies	1 000,00 $
Institut québécois de la déficience intellectuelle	1 000,00 $
Jeunes Explorateurs d'un Jour	500,00 $
Joujouthèque basse-ville	750,00 $
La Cigogne	500,00 $
La Croisée de Longueuil	1 000,00 $
La Fondation Générations	1 000,00 $
La Fondation Marc-Laflamme / Le Prélude	300,00 $
La garderie d'âge scolaire Les 101 donatiens	500,00 $
La maison des jeunes d'East Broughton	2 000,00 $
La Maison d'Haïti	500,00 $
La Maison Rayon de Soleil	1 000,00 $
La Mouvance, Centre de Femmes	500,00 $
Lac en fête, Le	500,00 $
Le club du Bonheur Delorme	400,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Le comité de la Relève de Scotstown	500,00 $
Le Piolet	500,00 $
Le Saisonnier	250,00 $
Le Sentier Urbain	500,00 $
Les Arts de la scène de Montmagny	500,00 $
Les Belles Autos d'hier inc.	250,00 $
Les Cartonfolies	500,00 $
Les cuisines collectives des Bois-Francs	500,00 $
Les Jardins du Coin Chicoutimi-Nord inc.	1 000,00 $
Les Scouts du district Rive-Sud/Beauce	500,00 $
Lire et faire lire	750,00 $
Lis avec moi	500,00 $
Maison buissonnière, La	500,00 $
Maison de la famille de la MRC de l'Islet inc.	1 000,00 $
Maison de la famille de St-Michel	1 000,00 $
Maison de la famille la Parentr'Aide	500,00 $
Maison des enfants le Dauphin	1 000,00 $
Maison des familles Chemin du Roi	500,00 $
Maison des Grands-Parents de Trois-Rivières	1 500,00 $
Maison des Grands-Parents inc., La	500,00 $
Maison des jeunes Châtelois	500,00 $
Maison des jeunes de Boischatel, La	1 000,00 $
Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc., La	1 000,00 $
Maison des jeunes Isotope de St-Malachie	500,00 $
Maison des jeunes l'Atome	500,00 $
Maison l'Océane	500,00 $
Marie 3 têtes	250,00 $
Maternaide du Québec	500,00 $
Matins mères et mondes, Les	750,00 $
Mère et Monde	500,00 $
Mission Marie-Auxiliatrice de Rivières-des-Prairies	1 000,00 $
Mobilisaction Jeunesse	1 000,00 $
Moisson Montréal	1 000,00 $
Mouvement Action Chômage Longueuil	200,00 $
Municipalité de Batiscan	1 000,00 $
Municipalité de l'Ange-Gardien	500,00 $
Municipalité de Lorrainville	1 000,00 $
Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	250,00 $
Municipalité de Saint-Paulin	500,00 $
Municipalité de Saint-Vallier	500,00 $
Municipalité de Yamachiche	350,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Musée du Château Dufresne	300,00 $
Noël des Enfants	500,00 $
Oeuvre des terrains de jeux de St-Luc [Dorchester], L'	500,00 $
Olivier Robert en fête	1 000,00 $
Opération Enfants Soleil	500,00 $
Option : Alternative à la Violence Conjugale	1 000,00 $
Ordre des Fils d'Italie	500,00 $
Ordre des sages-femmes du Québec	1 000,00 $
Organisation pour la sauvegarde des droits des enfants	500,00 $
Parade des jouets inc., La	1 000,00 $
Parc des Chutes d'Armagh	750,00 $
Parent Étoile	1 000,00 $
Parentaime Maison de la famille des Etchemins	1 000,00 $
Parents-Secours du Québec inc.	800,00 $
Parlement jeunesse du Québec	250,00 $
Parrainage civique Champlain	750,00 $
Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île	2 000,00 $
Pavillion Sciences de la Gestion (UQAM)	500,00 $
Points jeunesse du Granit	500,00 $
Popote Roulante René Goupil	500,00 $
Productions Samedi-midi inter, Les	1 000,00 $
R.A.F.A.L. [Regroupement actions familles à Lac Saint-Charles]	500,00 $
Regroupement économique et social du Sud-Ouest	1 500,00 $
Regroupement de parents de personnes ayant une déficience intellectuelle de Montréal	500,00 $
Regroupement des camarades du Vallon	500,00 $
Regroupement des organismes communautaires de la famille de la région de la Capitale nationale	2 000,00 $
Regroupement des personnes handicapées physiques de la région de Thetford	1 000,00 $
Regroupement du loisir communautaire de Beauport	500,00 $
Regroupement Entre-Mamans	500,00 $
Regroupement pour la valorisation de la paternité	2 000,00 $
Regroupement québécois des ressources de supervision de droit d'accès	1 000,00 $
Relais du Quartier de St-Vincent-de-Paul, Le	1 000,00 $
Rencontre internationale des professionnels en travail de rue	500,00 $
Répit Pabok	1 000,00 $
Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec	250,00 $
Ressources-Naissances	1 000,00 $
Salon du Livre de Trois-Rivières [Région 04] inc.	1 000,00 $
Salon Jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 000,00 $
Service bénévole d'entraide de Vimont-Auteuil	1 000,00 $

ORGANISMES	MONTANT
Service communautaire de garde	500,00 $
Service de nutrition et d'action communautaire [SNAC]	1 000,00 $
Service de police ville de Québec	500,00 $
Service nouveau d'aide communautaire [S.N.A.C.]	1 000,00 $
Site d'interprétation et de plein air Les Sept Chutes	500,00 $
Société Alzheimer Laval	500,00 $
Société Alzheimer Rive-Sud	1 000,00 $
Société de Saint-Vincent de Paul du Québec	500,00 $
Splash sur Lévis	2 000,00 $
SQF 2009 - Institut de la Famille	250,00 $
SQUAT Basse-ville	500,00 $
Supportons-Lait	1 000,00 $
Tournoi international de hockey - Midget Kiwanis de Gatineau	1 000,00 $
Traversée internationale du lac Memphrémagog	400,00 $
Troupe de théâtre Les Zybrides, La	1 000,00 $
Union des auteurs et artistes africains au Canada	250,00 $
Université de Montréal	500,00 $
Université Laval	2 000,00 $
Urgence-Vie	1 000,00 $
Ville de Magog	500,00 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG14

La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun élément du budget de dépenses du MFA n'est financé directement par les sommes versées par le gouvernement fédéral.

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et intergouvernementales
COLLABORATION: DGAGRC/BSMA – 1er avril 2010
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG15

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

SOURCE : Direction générale de l'administration – Ressources humaines
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG16

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale de l'administration – Ressources humaines
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG17

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère;

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a aucun employé hors structure rémunéré par le Ministère.

SOURCE : Direction générale de l'administration
VALIDATION : Secrétariat général - 20 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG18

Liste du personnel rémunéré par le Ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Une employée de la catégorie du personnel professionnel est en prêt de service :

Nom : Madame Margaret Gauvin
Assignation initiale : Administration régionale Kativik, depuis le 3 juillet 2001;
Les coûts sont remboursés à 100 % par l'Administration régionale Kativik au prorata du nombre de mois couverts par l'entente dans l'année
Fin de l'assignation : 2 juillet 2010

SOURCE : Direction générale de l'administration – Ressources budgétaires, financières et de l'approvisionnement
VALIDATION : Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG19

Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère de la Famille et des Aînés ne dispose pas des données suffisantes pour répondre à cette question. Pour établir le nombre de personnes par catégories d'emploi, il faudrait connaître les prestataires de l'ensemble des régimes de retraites citées ci-haut. Or, ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi ne permettent pas au Ministère d'obtenir ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

SOURCE : Direction générale de l'administration
VALIDATION: Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG20

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

FOURNISSEUR	TITRE DE L'ABONNEMNT	COÛT
Bases de données		
CEDROM-SNI	Eureka	11 404,54 $
CEDROM-SNI	Archives Cyberpresse	150,00 $
Club de Presse Blitz	Club de Presse Blitz	450,00 $
CNW TELBEC	CNW TELBEC	3 148,16 $
Démo Communication	Revue de presse écrite et électronique	58 393,91 $
Insight Information Co	Insight Information Co	249,00 $
L'Événementiel	Agendas de l'Événementiel	195,00 $
La Presse Canadienne	Nouvelles sur commande	8 667,00 $
Publications du Québec	Gazette officielle Parties 1 et 2	10 641,00 $
Publications du Québec	Santé, Société et Solidarité	45,90 $
SDM Services documentaires multimédias	Repère	470,00 $
SOQUIJ	Azimut	694,10 $
Journaux		
Concessions Dupont	Journaux	272,97 $
Distribution Caso inc	Journaux	1 371,44 $
La Presse	La Presse	1 124,76 $
Le Devoir	Le Devoir	1 089,32 $
Le Soleil	Le Soleil	890,13 $
Messageries Dynamiques	Le Journal de Québec	354,89 $
Messageries Dynamiques	Le Journal de Montréal	198,38 $
Publications Daniel Émond	Journal des 50 ans +	14,00 $
Périodiques		
Association des archivistes du Québec	Archives et La Chronique	85,00 $
Association des éducatrices et des éducateurs en milieu du Québec	Envolée	120,00 $
Association québécoise pour le multiâge	Grandir en multiâge	15,00 $
Association d'éducation préscolaire du Québec	Revue Préscolaire	30,00 $
Association des haltes-garderies communautaires du Québec	Allô les haltes	10,00 $
Association québécoise de gérontologie	Vie et vieillissement	300,00 $
Bien grandir	Jeunes familles	22,28 $
Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec	Argus	40,00 $
Courrier parlementaire	Courrier parlementaire	6 250,00 $
Ebsco	Child & Youth Care Forum	1 176,95 $
Ebsco	Child Development	668,62 $
Ebsco	Child Welfare	214,09 $
Ebsco	Clinical Child and Family Psychology Review	387,56 $
Ebsco	Community Work & Family	915,65 $
Ebsco	Early Childhood Education Journal	821,01 $
Ebsco	Early Childhood Research Quarterly	490,76 $
Ebsco	Enfances & Psy	121,51 $
Ebsco	Exchange - WA	41,72 $

Ebsco	Family Matters	149,20 $
Ebsco	Informations sociales - CNAF	57,29 $
Ebsco	International journal of Early Years Education	798,18 $
Ebsco	Internationale de l'Éducation familiale	182,18 $
Ebsco	Journal of Family Issues	1 405,32 $
Ebsco	Journal of Marriage and Family	1 039,72 $
Ebsco	Le Furet	72,91 $
Ebsco	Lettre - Grape	104,16 $
Ebsco	Parents	50,00 $
Ebsco	Psychologies	84,00 $
Ebsco	YC Young Children	126,26 $
Éditions Nota Bene	Éthique publique	50,00 $
Éditions Saint-Martin	Lien social et politique	66,45 $
Éditions Yvon Blais	Bull Gestion Plus	110,95 $
Éditions Yvon Blais	Mise à jour	73,90 $
Éditions Yvon Blais	Congédiement Droit québécois	198,80 $
Éditions Yvon Blais	Droit de la personne – relations de travail	98,90 $
Éditions Yvon Blais	Guide pratique – Accès à l'information	57,90 $
Éditions Yvon Blais	Mesures disciplinaires	252,80 $
Famille d'aujourd'hui	Famille d'aujourd'hui	15,02 $
Fédération de l'Âge d'Or du Québec, La (FADOQ)	Abonnement annuel revue Virage	10,59 $
Institut Canadien des Comptables Agréés	Manuel de l'ICCA – comptabilité	230,00 $
Institut Vanier de la Famille	Transition	85,00 $
Journal la Nouvelle Édition Inc.	Répertoire	299,00 $
L'Actualité	L'Actualité	137,85 $
Le Journal du Bel Âge	Le Journal du Bel Âge	21,95 $
Le Magazine Enfants Québec	Enfants Québec	15,94 $
Le Tour d'y voir	Le Tour d'y voir	340,00 $
Magazine La Culbute	La culbute	45,80 $
Presses de l'Université du Québec	Nouvelles pratiques sociales	90,36 $
Protégez-vous	Protégez-vous	35,00 $
Revue de psychoéducation	Revue de psychoéducation	45,00 $
Revue québécoise de psychologie	Revue québécoise de psychologie	70,88 $
Société de recherche en orientation humaine	Psychologie préventive	12,00 $
The Economist	The Economist	154,85 $
The Gazette	The Gazette	520,50 $
Éditions Wilson & Lafleur	Code municipal	56,50 $
Wilson Lafleur	Code civil & criminal	169,50 $
Wilson Lafleur	Code civil	56,50 $
Wilson Lafleur	Cie au Québec	434,50 $
Wilson Lafleur	Corporation sans but lucratif	1 681,50 $
Wilson Lafleur	Lois du travail	169,50 $
Wilson Lafleur	Renouvellement	452,00 $
Association		
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	Membership	350,00 $
Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)	Membership	195,00 $
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSG)	Membership	50,00 $
Association québécoise pour le multiâge	Centre de documentation sur le multiâge	64,88 $

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION : Secrétariat aux aînés, Direction générale des politiques, Agence des services à la famille, Direction des affaires juridiques et Centre de documentation

VALIDATION : Secrétariat général - 16 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG21

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Site Web ministériel (SWM)

À la suite de la création du ministère de la Famille et des Aînés le 18 février 2005, son site Internet a été mis en ligne en avril 2005. Il regroupait les contenus Famille et Aînés en provenance du site du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.

Cette infrastructure comprend un second site, conçu et entretenu à l'interne, soit celui du Conseil de la famille et de l'enfance. (Les renseignements concernant ce site seront transmis par le Conseil de la famille et de l'enfance).

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Ressources internes du Ministère (incluant le personnel du Centre de services partagés du Québec [CSPQ]) avec le soutien ponctuel de fournisseurs externes.

Les coûts de construction du site

Ils sont absorbés par les enveloppes budgétaires prévues pour les ressources internes du Ministère (incluant le personnel du CSPQ).

Les coûts de l'entretien et de la mise à jour

L'hébergement et l'entretien sont assumés à l'interne avec le soutien ponctuel de fournisseurs externes.

- REPSolution : Gestion des bulletins électroniques – 4 500 $
- Korem : Localisateur de services de garde (hébergement et entretien) – 24 485 $
- Korem : Publication des rapports d'inspection – 5 500 $

Responsable du contenu du site

La Direction des communications, en collaboration avec les unités administratives.

Fréquence moyenne de mise à jour

Les nouvelles et les communiqués de presse sont mis à jour selon les besoins des différentes unités administratives (ajouts, modifications ou suppressions).

Combien de fois le site a-t-il été refait?

Depuis sa mise en ligne en avril 2005, le site a été refait deux fois : une première fois en février 2008 et une seconde fois en juillet 2009 dans le cadre du projet SWM* faisant partie du Plan ministériel d'informatisation du Ministère.

Quel a été le coût?

La refonte de 2008 a coûté 64 970 $. Afin que celle-ci permette le transfert de l'environnement logiciel Dreamweaver vers celui de Microsoft Office SharePoint Server, prévu en 2009 avec la mise en place du SWM, la Direction des communications a fait appel à un consultant externe pour effectuer l'intégration Web. Les fournisseurs externes pour cette refonte étaient : Techsolcom, REP Solution et Korem.

Pour la refonte de 2009, un contrat de 93 000 $ a été attribué à Techsolcom à titre d'intégrateur Web. Ces travaux sont inclus au projet SWM du Plan ministériel d'informatisation, soit dans le 1,6 M$ autorisé pour ce projet.

Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le site Internet du Ministère a nécessité une refonte en profondeur afin d'intégrer tous les contenus, notamment la section Aînés, dans une même structure, d'actualiser l'information proposée et de mieux présenter les éléments en fonction des différents utilisateurs (différentes clientèles du Ministère). Plus spécifiquement, la Direction des communications s'est assurée, avec ce site modernisé, de présenter une image cohérente et distinctive du Ministère et de renouveler son image graphique en utilisant le visuel ministériel développé, en uniformisant le visuel du site, en simplifiant l'accès aux produits et services du Ministère et en valorisant l'ensemble des contenus ministériels.

* Le SWM est un des projets du Plan ministériel d'informatisation et qui vise principalement à mettre en place la structure d'accueil de tous les services électroniques du Ministère. Le SWM permet de mieux soutenir l'offre et la prestation de services aux clientèles et partenaires du Ministère, dans un contexte de croissance de la demande.

Le SWM regroupe, dans un même environnement technologique comprenant un gestionnaire de contenu (Microsoft Office SharePoint Server), deux volets Web :

1. Perspective Grand public (Internet)
2. Perspective Partenaires (extranet)

Distribution des coûts de développement

Volet	Montant [illegible] M$	Firme associée	Montant déboursé antérieur 2008-2009 M$	Montant déboursé 2008-2009 M$	Montant déboursé 2009-2010 M$	Montant non prévu 2010-2011	Mode d'octroi du contrat
Site Web ministériel (SWM)	2,4	CSPQ	0,0	0,4	1,7	-- Aucun solde Contrat terminé	Offre de service permanente
Coûts indirects			0,0	N/D	0,3	--	--
Total— MFA	**2,4**		**0,0**	**0,4**	**2,0**	--	--

Ces montants sont fournis par le CSPQ.

Volet CALCUL@IDE

Calcul@ide a été développé pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de calculer les montants qu'ils peuvent recevoir dans le cadre des programmes Soutien aux enfants et Prime au travail. Calcul@ide est en ligne depuis septembre 2004.

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Calcul@ide a été entièrement conçu à l'interne par le Ministère (incluant le personnel du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale [MESS] alors que le Ministère s'appelait ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille), autant sur le plan de son contenu que de sa programmation.

Les coûts de construction du site

Ils sont absorbés par les enveloppes budgétaires prévues pour les ressources internes du Ministère (incluant le personnel du MESS).

Les coûts de l'entretien et de la mise à jour

Aucun coût externe, seulement en ressources internes (incluant le personnel de l'informatique du CSPQ).

Responsable du contenu du site

La Direction des communications du Ministère avec la Régie des rentes du Québec et Revenu Québec.

Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour

Les textes de Calcul@ide évoluent seulement si les programmes, les conditions d'admissibilité ou les modalités de versement changent. Toutefois, il y a une mise à jour annuellement afin de tenir compte de l'indexation des montants, soit le 1er janvier.

Combien de fois le site a-t-il été refait?

Une deuxième version a été mise en ligne en janvier 2005.

Quel a été le coût?

Aucun coût externe, seulement en ressources internes (incluant le personnel du MESS).

Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

L'ajout d'un critère concernant le revenu de travail.

SOURCE :	Direction générale de l'administration - Direction des ressources informationnelles et technologiques
COLLABORATION :	Direction des communications
VALIDATION:	Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG22

Nominations, depuis le 1er mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- La liste;
- Les mandats;
- Les contrats;
- Le résultat du travail effectué;
- Les échéances prévues;
- Les sommes impliquées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nom du contractant: Gowling, Lafleur, Henderson, LLP (S.E.N.C.R.L.)

Mandat : agir au nom du Ministre et sous ses directives à titre de négociateur lors des rencontres devant mener à la signature des ententes collectives avec chacune des associations représentatives de personnes responsables de services de garde en milieu familial reconnues conformément à la Loi sur la représentation de certaines personnes responsable de services de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant.

Nature du contrat : Mandat de négociateur de gré à gré

Durée du contrat : du 1er décembre 2009 au 31 mars 2012

Sommes impliquées : un maximum de 500 000 $

SOURCE : Agence des services à la famille
VALIDATION: Secrétariat général - 16 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG23

Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère, pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Volet Famille

Tournée d'information auprès des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial effectuée dans le cadre de la Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives (Loi 51), par M. Jacques Robert, sous-ministre adjoint, Agence des services à la famille.

01 - Bas–Saint-Laurent 11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	951,00 $
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	80,00 $
03 - Capitale-Nationale 12 - Chaudière-Appalaches	659,25 $
04 - Mauricie 05 - Estrie 17 - Centre-du-Québec	977,38 $
06 - Montréal	795,56 $
07 - Outaouais	586,16 $
08 - Abitibi-Témiscamingue 10 - Nord-du-Québec	679,83 $
09 - Côte-Nord[1]	711,58 $
13 - Laval 14 - Lanaudière 15 - Laurentides	807,00 $
16 - Montérégie	716,37 $

[1] Rencontre annulée. Les participants de la région de la Côte-Nord se sont joints, en conférence téléphonique, à la séance d'information du 1er juin qui se déroulait à Rouyn. Billet d'avion non remboursable.

Volet Aînés

Des annonces ont été faites dans plusieurs régions du Québec afin de faire connaître les projets retenus dans le cadre des programmes « Du cœur à l'action pour les aînés du Québec » et « Soutien aux initiatives visant le respect des aînés ».

Entente conclue avec Services Québec pour assurer un support à l'organisation de conférences de presse dans les régions suivantes : Montréal (27 avril) Victoriaville (27 avril) Montréal (3 mai) LeMoyne (8 mai) Québec (9 mai) Trois-Rivières (11 mai) Sherbrooke (15 mai) Montréal (22 mai) Montréal (25 mai) Vaudreuil-Dorion (8 juin)	4 677,27 $
Québec (19 mai) – Conférence de presse organisée par la Direction des relations publiques et des communications et le Centre de services partagés du Québec	500,00 $

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : Agence des services à la famille
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG24

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les orientations d'affaires du Plan ministériel d'informatisation (PMI) sont en alignement stratégique avec les grands chantiers prioritaires au gouvernement du Québec, plus particulièrement ceux du « Gouvernement en ligne ». Ce plan respecte le Plan stratégique 2008-2012 du Ministère et cible une des orientations visant l'amélioration de la prestation électronique de services du Ministère par l'utilisation judicieuse des technologies de l'information et des communications.

Le Ministère s'est engagé dans les orientations gouvernementales en matière de services partagés et a confié la réalisation des travaux en technologie de l'information au Centre de services partagés du Québec (CSPQ). L'offre de service couvre tous les aspects (études, avis ou achat de matériel) en technologie de l'information.

Les montants déboursés en 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les montants prévus pour 2010-2011 en relation avec le « Gouvernement en ligne » sont ceux engendrés par la mise en œuvre et le déploiement du Plan ministériel d'informatisation réalisé par le CSPQ.

Projet	Montant déboursé 2009-2010 M$	Montant engagé 2010-2011 M$
Mise en œuvre et déploiement du Plan ministériel d'informatisation (PMI) [1]	1 617,8	4,5

[1] Ces montants sont fournis par le CSPQ

Source : Direction générale de l'administration – Direction des ressources informationnelles et technologiques
Collaboration : Centre de services partagés du Québec
Validation : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG25

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010 :

- Nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- Nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- Nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Pierrette Brie, MESS - 5 mars 2010
VALIDATION: Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG26

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- Le coût;
- Le nombre de ressources affectées;
- Le nombre de rencontres;
- Le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse à la question 12.

SOURCE : Secrétariat général
VALIDATION: Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG27

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1er avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales – 15 mars 2010
VALIDATION : DGPSC/BSMA – 15 mars 2010
VALIDATION : Secrétariat général - 6 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RG28

Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du Trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction générale de l'administration
VALIDATION: Secrétariat général - 6 avril 2010

Ministère de la Famille
et des Aînés

Étude des crédits 2010-2011

Renseignements particuliers
Famille

Avril 2010

Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Volet Famille

#	Demande de renseignements particuliers
1	Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003.
2	Nom des garderies ou projets déjà subventionnés qui ont changé d'administrateurs ou de propriétaires et qui ont fait une nouvelle demande de permis depuis 2003.
3	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
4	Tous documents, notes, mémos, lettres ou états de situation relativement à l'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance et l'intégration de ses activités administratives au ministère de la Famille et des Aînés ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.
5	Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003.
6	Répartition régionale des places en garderie à développer, par région, par type de service.
7	Développement des systèmes informatiques, tableau de distribution des coûts par volet.
8	Nombre de places récupérées par type de services de garde et par région pour 2009-2010 incluant la ventilation détaillée de leur réaffectation.
9	Pour les centres de la petite enfance : a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010; b. coût du développement de places en 2010-2011; c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale); d. équité salariale; e. hausse de la subvention aux CPE pour l'augmentation des coûts de système.
10	Pour l'année 2009-2010 - Pour les bureaux coordonnateurs : a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010; b. coût du développement de places en 2010-2011; c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale); d. équité salariale; e. hausse de la subvention aux BC pour l'augmentation des coûts de système.
11	Pour l'année 2009-2010 - Pour les garderies : a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010; b. coût du développement de places en 2009-2010; c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale); d. équité salariale; e. hausse de la subvention aux garderies privées pour l'augmentation des coûts de système.
12	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2005-2006 et 2009-2010.

13 Nombre d'infractions et type d'infractions par type de services de garde pour les années 2005-2006 à 2009-2010.

14 Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 triés par région.

15 Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2009-2010 triés par région.

16 Nombre de places créées par année par type de services de garde (CPE, garderie privée subventionnée, milieu familial) depuis 2003-2004.

17 Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs) :
a. personnel éducateur formé;
b. personnel éducateur non formé;
c. commis-comptable;
d. secrétaire-comptable;
e. secrétaire;
f. cuisinier et responsable de l'alimentation;
g. préposé à l'entretien ménager;
h. conseiller pédagogique;
i. gestionnaire de niveau 1;
j. gestionnaire de niveau 2;
k. gestionnaire de niveau 3;
l. aide-éducatrice;
m. agent de soutien pédagogique;
n. agent de conformité.

18 Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 pour chacun des postes suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :
a. personnel éducateur formé;
b. personnel éducateur non formé;
c. commis-comptable;
d. secrétaire-comptable;
e. secrétaire;
f. cuisinier et responsable de l'alimentation;
g. préposé à l'entretien ménager;
h. conseiller pédagogique;
i. gestionnaire de niveau 1;
j. gestionnaire de niveau 2;
k. gestionnaire de niveau 3;
l. aide-éducatrice;
m. agent de soutien pédagogique;
n. agent de conformité.

19 Le nombre d'ETC pour chacune des années financières suivantes : 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 pour chacun des postes suivants (garderie) :
a. personnel éducateur formé;
b. personnel éducateur non formé;
c. commis-comptable;
d. secrétaire-comptable;
e. secrétaire;
f. cuisinier et responsable de l'alimentation;
g. préposé à l'entretien ménager;
h. conseiller pédagogique;
i. gestionnaire de niveau 1;
j. gestionnaire de niveau 2;
k. gestionnaire de niveau 3;
l. aide-éducatrice;
m. agent de soutien pédagogique;
n. agent de conformité.

20 Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 pour chacun des postes suivants (garderie) :

a. personnel éducateur formé;
b. personnel éducateur non formé;
c. commis-comptable;
d. secrétaire-comptable;
e. secrétaire;
f. cuisinier et responsable de l'alimentation;
g. préposé à l'entretien ménager;
h. conseiller pédagogique;
i. gestionnaire de niveau 1;
j. gestionnaire de niveau 2;
k. gestionnaire de niveau 3;
l. aide-éducatrice;
m. agent de soutien pédagogique;
n. agent de conformité.

21 Bilan et coûts de l'application de la loi 124. Tous documents, notes, états de situation, rapports concernant l'application de la loi.

22 Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un déficit d'opération en 2008-2009, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2006-2007 et 2007-2008. Nous désirons aussi obtenir le déficit moyen par entité.

23 Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un surplus d'opération en 2008-2009, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2006-2007 et 2007-2008. Nous désirons aussi obtenir le surplus moyen par entité.

24 Les actifs nets affectés et non affectés (CPE et BC) et les BNR (garderie) moyens en 2008-2009, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2006-2007 et 2007-2008.

25 Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde, par type de service, en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilé par région.

26 Nombre de poupons dans les services de garde, par type de service, en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilé par région.

27 Nombre de places à temps partiel dans les services de garde, par type de service, en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilé par région.

28 Nombre de places en milieu de travail et d'études en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilé par région.

29 Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de service de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études.

30 Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2010 et prévisions pour 2010-2011.

31 Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, et ventilé selon le type de service de garde (camp de jour, garderie) incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2008-2009, 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011.

32 Coût de la mesure relativement à la mensualisation du crédit d'impôt pour frais de garde.

33 État de situation au sujet du développement d'une politique familiale au sein des municipalités pour 2009-2010.

34 Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-Municipalités (TQM) relatifs à la politique familiale pour 2009-2010.

35 Pour 2009-2010, liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et préciser les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

36 Pour 2009-2010, copie de tous documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire du Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en œuvre d'une politique de conciliation travail-famille.

37 Évolution du nombre de places en garderies privées non subventionnées par année depuis 2002-2003.

38 État de situation sur le financement global des immobilisations.

39 État d'avancement de l'implantation du programme de mentorat avec l'Association des retraités de l'enseignement du Québec pour la formation en français dans les entreprises.

40 Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports concernant le jugement Grenier et les suites à y donner.

41 Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres, quant à la suite à donner aux rapports des CRÉ sur leur situation régionale dans le cadre du plan d'accessibilité aux services de garde éducatifs.

42 Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de services de garde, au 31 mars 2010 comparativement au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

43 État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies.

44 Depuis 2003-2004, par année, ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies à but lucratif ainsi que le nombre de permis émis pour ce même type de service de garde.

45 Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.

46 Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2008-2009 et 2009-2010 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.

47 Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

48 Tous documents, notes, états de situation, rapports, notes au Conseil des ministres au sujet de la surfacturation au sein des services de garde.

49 Copie des tableaux ou grilles qui ont été produits à la suite de l'appel d'offre lancé au printemps 2008. Selon nos informations, ces tableaux seraient disponibles par région administrative et contiendraient notamment les colonnes suivantes : le numéro d'établissement, le nom du projet, la circonscription, le type de service, la municipalité, le nombre de places demandées, les différentes notations attribuées pour la faisabilité et la qualité du projet. (Pour terminer, selon nos informations, ces tableaux ne recèlent pas de colonne spécifique indiquant le nom des promoteurs ni autres informations personnelles).

50 Copie de l'enquête sur les obligations, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde qui s'est déroulée du 17 septembre au 20 novembre 2009.

51 État de situation concernant la surfacturation dans les services de garde éducatifs incluant le nombre de plaintes à ce sujet par type de services de garde, par année depuis janvier 2007. Incluant aussi le nom des garderies visées, les sanctions prises par le ministère, nature des sanctions imposées et copies des lettres transmises par le ministère aux garderies visées.

52 Nombre de conseillers à la famille par région administrative, et ce, par année depuis 2003. Description de la tâche d'un conseiller.

53 Au 31 mars 2010, nom des projets subventionnés par le Fonds de développement des jeunes enfants. Inclure également le montant des sommes allouées.

54 Pour l'année 2009-2010, nombre de places développées par mois, par région et par type de services de garde.

55 Pour l'année 2010-20110, prévisions du nombre de places à développer par mois, par région et par type de services de garde.

56 Plan de développement des places en services de garde par année, par région, par type de services de garde pour atteindre l'objectif de 220 000 places à 7$.

57 Nombre de RSG syndiqués.

58 Nombre de RSG ayant déposé des plaintes :
- a. à la Commission des normes du travail :
  - i. Valeur totale des réclamations;
- b. à la Commission de l'équité salariale :
  - i. Valeur totale des réclamations;
- c. à la CSST;
  - i. Valeur totale des réclamations;
- d. à l'assurance-emploi :
  - i. Valeur totale des réclamations.

59 Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2009-2010 :
- a. personne vivant seule;
- b. couple;
- c. famille monoparentale;
- d. famille biparentale;
- e. définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme;
- f. définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.

60 Nombre de prestataires du Régime d'assurance parentale servis, d'événements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2009-2010 en fonction des données disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP 1

Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003

Exposé et statistiques

Les données pour 2009-2010 seront disponibles à partir de janvier 2011.

Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde				
Année financière	**Installation de CPE**	**Milieu familial**		**Garderies subventionnées**
		Coordonné par les CPE	**Coordonné par les BC**	
2008-2009	96,68 %	-	86,69 %	98,98 %

Le taux d'occupation représente la proportion des places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2008-2009 :

Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents

÷

Nombre de places subventionnées annualisé x 261 jours

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP2

Nom des garderies ou projets déjà subventionnées qui ont changé d'administrateurs ou de propriétaires et qui ont fait une nouvelle demande de permis depuis 2003

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Famille et des Aînés ne détient pas l'information demandée.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
19 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 19 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP3

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir la liste en annexe.

SOURCE : Direction générale de l'administration, 22 avril 2010
VALIDATION: Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFFICIELLE

Informations complémentaires à la fiche # RP3

Dépenses de formation

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère.

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Accent 2000 inc.	Formation écriture stratégique Contrat 2008-2009	900,00
AFI Formation inc.	Consultation du 23 juin 09	255,00
AFI Formation inc.	Formation ACCESS 2003 M-1, Base Agathe Racine	405,00
Agence de la Santé et des Services sociaux de la Côte-Nord (ASSS)	Colloque "S'ouvrir aux réalités masculines" à Sept-Îles le 24 octobre 2009	60,00
Agence de la Santé et des Services sociaux de Laval (ASSS)	Colloque régional sur le vieillissement 2009	45,00
Agence de la Santé et des Services sociaux de Laval (ASSS)	Colloque régional sur le vieillissement du 3 juin 2009	45,00
Agence de la Santé et Services Soc. De Mauricie, Centre-du-Québec (ASSS)	Forum de la violence - agression sexuelle	50,00
AQG 03/12	Inscription à la conférence "L'Âgisme non merci!" de l'Association québécoise de gérontologie	35,00
Ass. des resp. de gestion des plaintes du gouv. du Québec [ARGP]	Colloque ARGP le 11 novembre 2009	120,00
Association des cadres du gouvernement du Québec	Réunion annuelle des cadres du 21 mai 2009	200,00
Association des cadres du gouvernement du Québec	Réunion annuelle des cadres du 21 mai 2009	200,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Congrès ASDEQ pour Fides Paulin Nteziryayo le 15 et 16 mai 2008	850,50
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Congrès ASDEQ	473,97
Association des Haltes-Garderies Communautaires Québec AHGCQ	Colloque de l'Association des haltes-garderies communautaires du Québec	100,00
Association pour la Santé Publique du Québec [A.S.P.Q.]	13es Journées annuelles de santé publique	253,97
Association pour la Santé Publique du Québec [A.S.P.Q.]	Inscription au colloque 13es JASP	306,00
Association pour la Santé Publique du Québec [A.S.P.Q.]	Inscription aux 13es Journées annuelles de santé qui aura lieu le 12 mars 2010	225,00
Association pour la Santé Publique du Québec [A.S.P.Q.]	Participation aux 13es journées de santé publique	180,00
Association pour la Santé Publique du Québec [A.S.P.Q.]	Participation aux 13es journées de santé publique	180,00
Association sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I]	17e Congrès de l'Association sur l'accès et la protection de l'information	575,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Banque Nationale du Canada	Conférence "Préparation à l'école et réussite scolaire" 12 et 13 novembre 2009 (2) personnes	540,00
Banque Nationale du Canada	Colloque les abus envers les aînés: agir ensemble pour que ça cesse - 29-30 avril 2009	250,00
Banque Nationale du Canada	Congrès " La communication au cœur de la fonction RH " 29-30 septembre 2009	767,56
Banque Nationale du Canada	Déjeuner-conférence "La gestion de la valeur des services"	45,00
Banque Nationale du Canada	Formation des gestionnaires pour le Plan Forest	300,00
Barreau du Québec	Barreau du Québec - Congrès 2009	429,68
Beauvais, Caroline	Remb. frais de scolarité pour le cours "Personnes physiques et droit"	278,04
Bélanger, Sophie (004)	Remboursement cours automne 2009 (gestion de la qualité)	365,00
Bernard, Sylvie (003)	Formation Ordre des architectes du Québec	233,65
Bilodeau, Marie-Claude	Cours à l'Université Laval - Grammaire et rédaction	268,71
Bourque, Améline	Étude à temps partiel automne 2009	287,46
Carrefour Action Municipale et Familles	Inscription au 21e colloque du Carrefour Action Municipale & Famille à Amos du 29 au 30 mai 2009	350,00
Carrefour Action Municipale et Familles	Inscription au 21e colloque du Carrefour Action Municipale & Famille à Amos du 29 au 30 mai 2009	350,00
Carrefour Action Municipale et Familles	Inscription au 21e colloque du Carrefour Action Municipale & Famille à Amos du 29 au 30 mai 2009	350,00
Carrefour Action Municipale et Familles	Inscription au 21e colloque du Carrefour Action Municipale & Famille à Amos du 29 au 30 mai 2009	350,00
Carrefour Action Municipale et Familles	Inscription au 21e colloque du Carrefour Action Municipale & Famille à Amos du 29 au 30 mai 2009	350,00
Carrefour Action Municipale et Familles	Inscription au 21e colloque du Carrefour Action Municipale & Famille à Amos du 29 au 30 mai 2009	410,00
Carrefour Action Municipale et Familles	Inscription au 21e colloque du Carrefour Action Municipale & Famille à Amos du 29 au 30 mai 2009	350,00
Centre Berthiaume-du Tremblay	Les rendez-vous annuels "Le Monde change...Les Bénévoles aussi!"	45,00
Centre d'Aide aux Victimes d'Actes Criminels de Montréal	Inscription Colloque CAVAC	175,00
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Formation Changement stratégique pour cadre	410,00
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Formation du 26 janvier 2010 - Compétences stratégiques et relationnelles	205,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Petits déjeuners de Leadership - Le 13 novembre 2009	55,00
Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec	Colloque "Le préposé auprès des personnes âgées" 16 novembre 2009	90,00
Centre Hospitalier Universitaire Sainte-Justine	4e colloque québécois sur la maltraitance octobre 2009, CSF	255,00
Centre Hospitalier Universitaire Sainte-Justine	Colloque sur la maltraitance - octobre	230,00
Centre Hospitalier Universitaire Sainte-Justine	Colloque sur la maltraitance - octobre	230,00
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)	Colloque 'Le Québec en récession: les enjeux des finances publiques"	50,00
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)	Colloque 'Le Québec en récession: les enjeux des finances publiques"	100,00
Centre Microbur enr. (Tousignant, Édith)	Formation "Révision et correction de documents administratifs"	417,00
Centre Microbur enr. (Tousignant, Édith)	Formation intitulée "l'incontournable français au bureau"	417,00
Centre Microbur enr. (Tousignant, Édith)	Session publique : L'incontournable Français au bureau les 7 et 8 décembre 2009	417,00
Collège Multihexa	Cours de formation Access 2003 M1:Base 15 et 16 oct. 2009	216,00
Collège Multihexa	Cours de formation Access 2003 M1:Base - 29 et 30 sept. 2009	216,00
Collège Multihexa	Formation Microsoft Access 2003 - Module 2 - Requêtes et relations 24 août 2009	108,00
Comité Régional pour la Valorisation de l'Éducation [CREVALE]	Inscription journée annuelle de réflexion du 22 avril 09	45,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Cours préparation à la retraite pour 2 personnes	990,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Facture: 29799 - Inscription à une session de réparation à la retraite qui a eu lieu du 21 au 23 octobre 2009	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Formation de préparation à la retraite	450,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Frais d'inscription pour session de préparation à la retraite	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Préparation à la retraite - CARRA - Pour 2 personnes	660,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite	220,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Session de préparation à la retraite	450,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Session de préparation à la retraite	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Session de préparation à la retraite	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Session de préparation à la retraite	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Session de préparation à la retraite	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Session de préparation à la retraite	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Session de préparation à la retraite	330,00
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Atelier de formation concernant le développement social du 15 au 17 oct. 2009	150,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Deux (2) inscriptions au 10e Symposium de recherche sur la famille du 29 au 30 octobre 2009	500,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Inscription au 10e symposium de recherche sur la famille "Familles et réussite éducat éducative" 29 & 30 octobre 2009	250,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Inscription au 10e symposium de recherche sur la famille "Familles et réussite éducative" 29 & 30 octobre 2009	250,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Inscription au 10e symposium de recherche sur la famille	250,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Inscription au 10e Symposium	250,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Inscription à un symposium de recherche sur la famille "Famille et réussite éducative" le 29 et 30 octobre 2009	250,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Inscription au 10e symposium de recherche sur la famille "Familles et réussite éducative" le 29 & 30 octobre 2009	250,00
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	Inscription au 10e symposium de recherche sur la famille "famille et réussite éducative" pour	250,00
Corporation de Développement Communautaire de Laval	Inscription au Forum social le 25 avril 2009	28,50
Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal	Formation: Gestionnaires inspirants: 10 stratégies pour exceller dans vos communications managériales; Durée du cours: 2 jour(s)	1 100,75
Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal	Formation: Pensez mieux avec « Les six chapeaux » d'Edward de Bono	633,25
Côté, Caroline	Cours BLT6055 et BLT6000	587,62
Côté, Caroline	Cours BLT6122 et BLT6124	658,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Côté, Caroline	Remboursement de session 2008-2009	614,25
Council for Early Child Development, The	Inscription pour la conférence du CECD, Sackville 13-15 mai 2009	480,00
CSPQ - Acquisitions (DGACQ)	Participation à la journée des acquisitions	150,00
CSPQ - Acquisitions (DGACQ)	Participation à la journée des acquisitions	150,00
CSPQ - Acquisitions (DGACQ)	Participation à la journée des acquisitions	150,00
CSPQ - Acquisitions (DGACQ)	Participation à la journée des acquisitions	150,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Formation Leadership en action pour gestionnaires	2 025,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Centre de leadership & de développement des compétences - Petit déjeuner de leadership du 3 avril 09	55,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Cours de formation à la gestion publique Début 9 juin 2009	3 875,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Inscription Petits déjeuners leadership du 13 novembre 2009	55,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Petits déjeuners leadership	55,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Petit déjeuner de leadership du 6 février 2009	55,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Programme de formation à la gestion publique	1 938,00
CSPQ (Centre de Services Partagés du Québec)	Programme de formation à la gestion publique	3 785,00
Demers, Mylène	Remboursement de frais de scolarité - 2 cours réussis (UQAM), maîtrise en gestion de projet	561,13
Druide Informatique inc.	Séance de formation sur le logiciel Antidote	500,00
FORMATION DE RENAUD DUGAS ?????		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Atelier de formation - Une entrevue structurée	350,00
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Atelier de formation : Un panier de gestion	250,00
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Atelier de formation 20 novembre 2009 - Examen de type planification ACGQ	250,00
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Atelier de formation 6 novembre 2009 - Une appréciation par simulation ACGQ	400,00
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Inscription formation "Examen de type Planification stratégique" ACGQ - 9 octobre 2009	250,00
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Formation en communication	765,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Frais d'inscription au Programme d'apprentissage des professionnels en encadrement de personnes ou d'activités de mars à décembre 2010	3 400,00
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Devenir gestionnaire : défis et enjeux; Durée du cours: 1 jour(s)	425,00
Édumicro inc.	Base de données / Access - Expérimentation 1; Durée du cours: 2 jour(s)	226,00
Édumicro inc.	RAP / Bureautique / Base de données / Access - Requêtes, trucs et astuces; Durée du cours: 1 jour(s)	113,00
Édumicro inc.	Traitement de texte / Word 2007, Expérimentation-1; Durée du cours: 2 jour(s)	226,00
Événements Opus 3 inc., Les	Colloque - Le Grand Rendez-vous (Santé et sécurité au travail)	80,00
Fédération des Centres d'Action Bénévole du Québec	Inscription 17 et 18 juin pour le colloque annuel de la FCABQ	175,00
Fédération des Coop. de services à domicile et de santé du Québec	Inscription 2009-05-12	46,00
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales [FQM]	Inscription aux assises de la Fédération québécoise des municipalités	785,00
Formation 4 temps	Formation : Colloque Les abus envers les aînés : agir ensemble pour que ça cesse!	250,00
Formation 4 temps	Formation Organisation d'événements	215,00
Formation 4 temps	Formation Organisation d'événements	215,00
Forum des jeunes de la Fonction publique québécoise	Lumière sur la responsabilité - 7e colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique	175,00
FSPQ congrès 2009	Congrès	370,00
Gestion M.J. LePage inc.	Formation Étiquette des affaires et protocole pour réceptionnistes et préposés à l'accueil.	395,00
Goulet, Lucie (002)	cours ENP7303	287,46
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Inscription au colloque du 28 octobre	250,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Inscription au colloque du 28 octobre	250,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Session de sensibilisation - Aspects stratégiques de la GP	75,00
Grandir agir	Colloque Grandir, s'unir et agir	225,00
Grandir agir	Participation au Colloque Odyssée	125,00
GRIP-Université de Montréal	Inscription au colloque "Préparation à l'école et réussite scolaire"	225,75
Groupe CFC (Centre Financier Classique inc.)	Formation "La confiance : mode d'emploi"	280,00
Groupe CFC (Centre Financier Classique inc.)	Session de formation "La gestion de l'énergie au travail" 7 mai 09	446,25

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Groupe des responsables en Analyse et en Évaluation de Programme	Adhésion et activités au GRAÉP pour l'année 2009	200,00
Groupe Pro Santé inc., Le	Formation en sécurité informatique	255,00
INRS urbanisation, culture et société	Colloque: Jeunes et travail perspectives internationales	75,00
INRS urbanisation, culture et société	Colloques : Jeunes et travail : perspectives internationales	75,00
Institut canadien des Comptables agréés	Formation continue (9) pour les CA	999,00
Institut d'administration publique de Québec	Congrès annuel de la fonction publique québécoise - 18 novembre	800,00
Institut d'administration publique de Québec	Inscription conférence IAPQ 12 nov. 2009	55,00
Institut d'administration publique de Québec	Inscription - Conférence IAPQ 12 nov. 2009	55,00
Institut d'administration publique de Québec	Inscription Conférence IAPQ - 12 nov. 2009	55,00
Institut d'administration publique de Québec	Inscription - Conférence du 12 nov. 2009	45,00
Institut de la Gestion Financière de Québec IGF-Québec	Forfait pour 4 midi conférences et 2 demi-journées thématiques	1 170,00
Institut de Recherche en Politiques Publiques	Le Droit de la famille comme outil de progrès social: Regards sur les réformes passées et les enjeux d'aujourd'hui - 14 octobre 2009	50,00
Institut sur la Gouvernance d'Organisations Privées et Publiques	Colloque - Gouvernance - le 10 sept. 2009	195,00
Institut sur la Gouvernance d'Organisations Privées et Publiques	Colloque - Gouvernance - le 10 sept. 2009	195,00
Institut sur la Gouvernance d'Organisations Privées et Publiques	Conférence Ateliers Gouvernance des Caisses de retraite	250,00
Jolicoeur, Lyne	Remboursement Formation Ordre des architectes du Québec	233,65
Lamy, Céline	Remboursement des frais de scolarité pour le cours "Blitz en communication anglaise"	290,00
Manuri Formation inc.	Manuri Formation : "Hors série 2010" le 21 avril 2010	495,00
Martin, Véronique F.	Remboursement de complété : Principes et enjeux de l'administration publique de la session d'automne 2009	287,46
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Colloque "Absentéisme au travail" les 26 et 27 janvier 2010	945,00
FORMATION - LOTO QUÉBEC ????? 3 LIGNES MANQUANTES		
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale	Formation donnée par Pierre-Luc Gagnon du CISPMESS - Suivi de la correspondance et des mandats (SCM) auprès du personnel de l'ASF	7 932,35
Ministère des Finances	Forum des gestionnaires en ressources financières	20,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Ministre des Finances du Québec (Forum des Responsables des Communications)	Inscription à la Journée des communications gouvernementales 2009	200,00
Ministre des Finances du Québec (Forum des Responsables des Communications)	Inscription à la Journée des communications gouvernementales 2009	200,00
Ministre des Finances du Québec (Forum des Responsables des Communications)	Inscription à la Journée des communications gouvernementales 2009	200,00
Ministre des Finances du Québec (Forum des Responsables des Communications)	Inscription à la Journée des communications gouvernementales 2009	150,00
Ministre des Finances du Québec (MSP)	Colloque Sécurité civile (Loi favorisant le développement de la formation et main d'oeuvre)	235,00
Ministre des Finances du Québec (Secrétariat du FGTI)	Frais d'inscription - Colloque du FGTI-FRC 2009-09-29	165,00
ONPEA National Conference 2009	Inscription à une conférence de l'ONPEA	275,00
ONPEA National Conference 2009	Inscription à une conférence de l'ONPEA	275,00
Ordre des architectes du Québec	Activité de formation "Le Code civil et l'hypothèque légale de la construction" dirigées de L'OAQ	103,50
Ordre des architectes du Québec	Activité de formation "L'Édition 2009 du contrat de l'AAPPQ" activité dirigée de L'OAQ, le 24 mars 2010	103,50
Ordre des architectes du Québec	Formation : Estimation des coûts de construction, Québec, 2009-10-28	207,00
Ordre des architectes du Québec	Formation : Obligation, lois et procédures relatives aux travaux, Classe virtuelle, 2009-10-08	103,50
Ordre des architectes du Québec	Formation, sur la réglementation du bâtiment 09-09-02	425,00
Ordre des architectes du Québec	Formation 21 septembre 09 : Introduction à la prévention et règlement des conflits	207,00
Ordre des architectes du Québec	Formation journée du 22 septembre 09 titre de l'activité: L'Écoute comme outil essentiel dans la relation avec le client	103,50
Ordre des architectes du Québec	Formation Les dommages structuraux, le 12 mars 2009	135,02
Ordre des architectes du Québec	Inscription au Code de construction - CNB2005-Mise à jour, le 10 novembre 2009	207,00
Ordre des Comptables Agréés du Québec	Formation : Leadership et influence au féminin	449,00
Ordre des Comptables en Management Accrédités du Québec	Inscription "Persuasion et influence, gestion de conflits, négociation et affirmation de soi	75,00
Ordre des comptables généraux accrédités du Québec	Inscription -Colloque 2009 - Enquête de fraudes : la criminalité à découvert	500,00
Ordre des comptables généraux accrédités du Québec	Passeport colloque 2009 - Enquête de fraudes : La criminalité à découvert	500,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Ordre des Conseillers en Ressources Humaines et en Relations Industrielles Agréé	Colloque des CRHA - Congrès 2009,	165,00
Ordre des Conseillers en Ressources Humaines et en Relations Industrielles Agréé	CRHA Évaluation de l'impact de la formation	525,00
Ordre des Conseillers en Ressources Humaines et en Relations Industrielles Agréé	CRHA gestion du changement	485,00
Ordre des Conseillers en Ressources Humaines et en Relations Industrielles Agréé	Formation : Le maintien de l'équité salariale et les nouvelles dispositions de la Loi : une priorité!	695,00
Ordre des Conseillers en Ressources Humaines et en Relations Industrielles Agréé	Formation Savoir-faire Marketing au service du recrutement	525,00
PMI-Montréal inc.	Inscription à la conférence Les matinées PMI le 9 septembre 2009	35,00
Québec en forme-Territoire de l'Ouest	Ajustement de 50,00 $ pour chaque CDC au Colloque Québec en Forme du 1 & 2 décembre 2009	150,00
Québec en forme-Territoire de l'Ouest	Inscription journée du 1e décembre 09 à la Journée TerritorialeQuébec en Forme - Territoire de l'Ouest	25,00
Québec en forme-Territoire de l'Ouest	Inscription aux Journées du territoire de l'Ouest, le 1e décembre 09 à Ferme-Neuve	25,00
Québec en forme-Territoire de l'Ouest	Inscription aux Journées du territoire du l'Ouest, le 1e décembre 09 à Ferme-Neuve	25,00
Regr. Popotes Roulantes & Autres Serv. Alimentaires Bénév. (PRASAB)	Inscription - Congrès Regroupement PRASAB - 2009-05-22	50,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Comment gérer tout en prévenant le harcèlement psychologique et en sachant intervenir lors de plaintes	215,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation : Comment gérer tout en prévenant le harcèlement psycho. et en sachant intervenir lors de plaintes	215,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation donnée par Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RSPT): Comment gérer tout en prévenant le harcèlement psycho. et en sachant intervenir lors de plaintes	215,00
Regroupement des Centres de la Petite Enfance de la Montérégie	Inscription colloque mai 2009	325,00
Regroupement des Centres de la Petite Enfance de la Montérégie	Colloque 2009 sur le Regroupement des Centres de la Petite Enfance de la Montérégie	325,00
Regroupement des CPE Sans But Lucratif des Cantons de l'Est inc.	Colloque RCPECE JUIN 2009 -	135,00
Regroupement des org. commu. famille de la région de la Cap. nat.	Participation au Colloque du Regroupement OCF 03 le 09-11-19	20,00
Regroupement pour la valorisation de la paternité [R.V.P.]	SU-PÈRE Conférence 2010 du Regroupement pour la Valorisation de la Paternité, du 16-fév-2010	50,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Réseau des élues municipales de la Montérégie est [RÉMM E]	Colloque 10e anniversaire du RÉMME : Ici, l'égalité, c'est plus qu'un rêve!	60,00
Réseau des élues municipales de la Montérégie est [RÉMM E]	Colloque 10e anniversaire du RÉMME : Ici, l'égalité, c'est plus qu'un rêve!	60,00
Réseau Québécois de Développement Social	Inscription pour le 10 juin 2009	60,00
Réseau Québécois pour Contrer les Abus Envers les Aînés	Inscription au Forum d'échange du RQCAA le 5 juin 2009	55,00
Réseau Québécois pour Contrer les Abus Envers les Aînés	Inscription au Forum d'échange du RQCAA le 5 juin 2010	55,00
Smith, Nathalie	Remboursement frais de scolarité	408,66
Société du Musée d'Archéologie et d'Histoire de Montréal Pointe-à-Callière	Formation des gestionnaire dans le cadre du projet Groupe Forest (RH Conseillers)	612,50
Société du Musée d'Archéologie et d'Histoire de Montréal Pointe-à-Callière	Formation des gestionnaire dans le cadre du projet Groupe Forest (RH)	612,50
Sofitech inc. (inactif)	Excel - Débutant régulier; Durée du cours: 2 jour(s)	220,00
Solutions Web PaCo inc.	Achat du test TRIMA dans le cadre de la formation "Leadership en action pour gestionnaire de gestionnaire"	105,00
Solutions Web PaCo inc.	Tests Trima en rapport avec le cours "Leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires"	105,00
Statistique Canada	Formation : "les ateliers de A à Z" (2 jours) Statistique Canada - Inscription	998,00
Statistique Canada	Remboursement d'une formation à un atelier	-499,00
Statistique Canada	XXVe Symposium international de Statistique Canada sur les questions de méthodologie	545,00
Table concert. violence conjug. agress. caract. sexuel Laval inc.	Colloque - Inscription, 4 novembre 2009	70,00
Table concert. violence conjug. agress. caract. sexuel Laval inc.	Inscription - Colloque Table de concertation le 4 novembre 2009	70,00
Table des Ainées et des Aînés de Lanaudière	Forum régional des 50 ans et + : Unissons nous pour une meilleure qualité de vie	35,00
Table des Ainées et des Aînés de Lanaudière	Inscription au Forum régional des 50 ans ou plus, du 7 au 8 décembre 2009	65,00
Technologia Formation (Groupe Informatique Technologia inc.)	RAP / Gestion / Gestion opérationnelle / Gestion efficace du temps et des priorités; Durée du cours: 2 jour(s)	750,00
Technologia Formation (Groupe Informatique Technologia inc.)	RAP / Gestion / Gestion opérationnelle / Gestion efficace du temps et des priorités; Durée du cours: 2 jour(s)	750,00
Technologia Formation (Groupe Informatique Technologia inc.)	RAP / Gestion / Habiletés en soutien administratif / Prise de notes et rédaction de comptes rendus; Durée du cours: 2 jour(s)	650,00

Nom fournisseur	Description	Mt ligne
Thibaudeau, Véronic	Remboursement des droits de scolarité - Santé et sécurité au travail	256,26
Union des municipalités du Québec, L'	Inscription à un colloque mai 2009	935,00
Union intern. pour l'étude scientif. de la population [UIESP], L'	Inscription au congrès	797,35
Université de Montréal	Conférence "Préparation à l'école et réussite scolaire" 12 et 13 novembre 2009	270,00
Université Laval	Colloque JEFAR	75,00
Université Laval	Formation congrès	600,00
Université Laval	Inscription - J. Robert - Université Laval - Rôles et responsabilités des administrateurs - 5, 6 et 7 novembre 2009	2 950,00
Université Laval	Pour un leadership ancré dans un futur en émergence	475,00
Versalys	Lotus Notes 6.06.5 - Débutant; Durée du cours: 1 jour(s)	440,00
Versalys	Lotus Notes 6.06.5 - Débutant; Durée du cours: 1 jour(s)	220,00
Versalys Formation (Entreprises Bigknowledge inc.)	Inscription à MS - Excel 2003 débutant accéléré francais code # 112063, pour 3 personnes	330,00
Versalys Formation (Entreprises Bigknowledge inc.)	Formation Secrétariat et soutien administratif pour 2 employées	1 500,00
Voyer, Mélanie	Remboursement de droits de scolarité autorisés	281,46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP4

Tous les documents, notes, mémos, lettres ou état de situation relativement à l'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance et l'intégration de ses activités administratives au Ministère ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées

L'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance a été annoncée le 30 mars 2010, à l'occasion du dépôt du Budget de dépenses 2010-2011 par la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration publique, madame Monique Gagnon-Tremblay.

Voir le communiqué de presse à cet effet :

http://communiques.gouv.qc.ca/gouvqc/communiques/ME/Mars2010/30/c6554.html

Comme indiqué dans ce même communiqué, un projet de loi sera présenté dans les prochains mois afin de rendre effective cette décision d'ici la fin de 2010-2011.

Le ministère de la Famille et des Aînés n'a pas d'information sur les économies budgétaires projetées par l'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance.

Le Ministère n'a aucun documents, notes, mémos, lettres ou état de situation à déposer relativement à l'abolition du CFE et à l'intégration de ses activités administratives.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre adjointe
VALIDATION: Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP 5

Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003.

Exposé et statistiques

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde pour 2008-2009				
Année financière	Installation de CPE	Milieu familial		Garderies subventionnées
		Coordonné par les CPE	Coordonné par les BC	
2008-2009	80,07 %	-	85,65 %	86,08 %

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP6

Répartition régionale des places en garderie à développer, par région, par type de service.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Région	Nombre de places en garderie
Bas-Saint-Laurent	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0
Capitale-Nationale	0
Mauricie	0
Estrie	32
Montréal	569
Outaouais	184
Abitibi-Témiscamingue	0
Côte-Nord	0
Nord-du-Québec	0
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	0
Chaudière-Appalaches	86
Laval	184
Lanaudière	152
Laurentides	247
Montérégie	514
Centre-du-Québec	0
TOTAL	**1 968**

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP7

Développement des systèmes informatiques, tableau de distribution des coûts par type de volet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le développement des systèmes informatiques du ministère de la Famille et des Aînés est imparti au CSPQ.

SOURCE : DGA, Direction des ressources informationnelles et technologiques – Avril 2010

VALIDATION: Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP8

Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région pour 2009-2010 incluant la ventilation détaillée de leur réaffectation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune place n'a été récupérée par le Ministère dans le cadre de la normalisation des places à contribution réduite en 2009-2010.

En conséquence, aucune place n'a été réaffectée dans ce cadre en 2009-2010.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 12 avril 2010
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP9

Pour les centres de la petite enfance :

a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010;
b. coût du développement de places en 2010-2011;
c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
d. équité salariale;
e. hausse de la subvention aux CPE pour l'augmentation des coûts de système.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010 :

Les crédits 2010-2011 incluent 26,3 M$ pour l'annualisation et la reconduction des places créées en 2009-2010.

b. Coût du développement de places en 2010-2011 :

Les crédits 2010-2011 incluent 12,5 M$ pour le développement de places en 2010-2011.

c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Les crédits 2010-2011 n'incluent pas d'augmentation pour la progression dans les échelles salariales (avancements d'échelon).

d. Équité salariale :

Les crédits 2010-2011 incluent une augmentation de 15,0 M$ pour les ajustements liés à la démarche d'équité salariale dans les CPE.

e. Hausse de la subvention aux CPE pour l'augmentation des coûts de système :

L'augmentation des coûts de système correspond au coût des ajustements liés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP10

Pour l'année 2009-2010 – Pour les bureaux coordonnateurs :

a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010;
b. coût du développement de places en 2010-2011;
c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
d. équité salariale;
e. hausse de la subvention aux BC pour l'augmentation des coûts de système.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010 :

La création de places en milieu familial ayant été peu importante en 2009-2010, il n'en découle aucun coût significatif lié à l'annualisation du développement en 2010-2011.

b. Coût du développement de places en 2010-2011 : 0,15 M$

c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Dès leur création le 1er juin 2006, le budget de fonctionnement des BC a été établi en utilisant l'échelon maximum des échelles salariales de chacune des catégories d'emploi. Conséquemment, les BC disposent d'une marge de manœuvre puisque tous leurs employés ne sont pas au maximum des échelles.

d. Équité salariale :

Les crédits 2010-2011 incluent 1 M$ pour les ajustements liés à la démarche d'équité salariale à l'égard du personnel des BC.

e. Hausse de la subvention aux BC pour l'augmentation des coûts de système :

L'augmentation des coûts de système correspond au coût des ajustements liés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP11

Pour l'année 2009-2010 – Pour les garderies :

a. coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010;
b. coût du développement de places en 2010-2011;
c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
d. équité salariale;
e. hausse de la subvention aux garderies privées pour l'augmentation des coûts de système.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a. Coût de l'annualisation et de la reconduction des places créées en 2009-2010 :

Les crédits 2010-2011 incluent 32,1 M$ pour l'annualisation et la reconduction des places créées en 2009-2010.

b. Coût du développement de places en 2010-2011 :

Les crédits 2010-2011 incluent 1,3 M$ pour le développement de places en 2010-2011.

c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Les crédits 2010-2011 n'incluent pas d'augmentation pour la progression dans les échelles salariales (avancements d'échelon).

d. Équité salariale :

Les crédits 2010-2011 incluent 6,9 M$ pour les ajustements liés à la démarche d'équité salariale dans les garderies.

e. Hausse de la subvention aux garderies privées pour l'augmentation des coûts de système :

L'augmentation des coûts de système correspond au coût des ajustements liés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP12

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2005-2006 à 2009-2010.

Services de garde éducatifs Plaintes reçues				
	2009-2010			
Catégories	**CPE**	**BC/ mf**	**Gard.**	**Total**
Accessibilité et continuité des services				
Expulsion	22	23	47	**92**
Liste d'attente	14	4	6	**24**
Refus d'accès	5	7	7	**19**
Total catégorie	**41**	**34**	**60**	**135**
Fonctionnement administratif				
Aspects Financiers	31	23	34	**88**
Comité de parents	0	0	42	**42**
Conseil d'administration	31	23	0	**54**
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	2	5	1	**8**
Fonctions du BC	0	120	0	**120**
Permis	3	0	16	**19**
Programme d'activités	14	9	53	**76**
Programme Places contribution réduite	22	11	134	**167**
Régie interne	46	5	67	**118**
Total catégorie	**149**	**196**	**347**	**692**
Personne en relation avec un service de garde				
Autre personnel reliée à un service de garde en installation	1	0	4	**5**
Autre personnel reliée à un service de garde en milieu familial	0	12	0	**12**
Éducateur	53	0	154	**207**
Gestionnaire	61	28	127	**216**
Responsable service de garde en milieu familial	0	73	0	**73**
Total catégorie	**115**	**113**	**285**	**513**
Santé et sécurité des enfants				
Accident ou maladie	16	1	25	**42**
Alimentation	20	7	178	**205**
Appareils de jeux et cour extérieure	8	2	32	**42**
Équipement	4	0	29	**33**
Hygiène	19	7	101	**127**
Locaux	25	4	65	**94**
Médicaments	1	0	5	**6**
Produits d'entretien et produits toxiques	1	1	5	**7**
Ratios	13	6	131	**150**
Total catégorie	**107**	**28**	**571**	**706**
Total des catégories	**412**	**371**	**1263**	**2046**

Sans permis Plaintes reçues			
	2009-2010		
	Milieu familial	Install.	Total
Sans permis en milieu familial	246	---	**246**
Sans permis en installation	---	133	**133**
Sans permis en milieu familial lié à un établissement avec permis	---	0	**0**
Sans permis en installation liée à un établissement avec permis	0	0	**0**
Santé et sécurité	112	38	**150**
Utilisation du mot « garderie »	19	34	**53**
Comportements inappropriés ou dangereux	8	3	**11**
Total	**385**	**208**	**593**

SOURCE : Bureau des plaintes, 22 avril 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 22 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP13

Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2005-2006 à 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Types de manquements	Nombre de manquements	
	Centre de la petite enfance	Garderie
	2009-2010	2009-2010
Vérification de l'absence d'empêchement du personnel du service de garde	50	88
Cours de premiers soins	52	89
Ratio éducateur/enfants non conforme	2	26
Qualification du personnel	18	79
Aires de jeu intérieures non conformes	35	28
Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	91	118
Locaux équipés	102	182
Maintien des locaux propres	225	275
Sécurité des appareils de jeux extérieurs selon cinq éléments de la règle ACNOR	170	85
Mécanismes d'accès pour contrôler l'accès aux locaux où sont gardés les enfants	16	47
Liste des numéros de téléphone	26	89
Affichage du menu hebdomadaire	75	102
Médicaments (autorisation pour administration de médicaments, personne désignée, identification des médicaments et leur entreposage, maintien d'un registre)	421	525
Étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	244	290
Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remise au parent)	111	129
Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	37	109
Dossier parental conservé à l'établissement non conforme	70	59
Comité de parents absent ou non conforme	S/0	67

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 16 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP14

Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 triées par région.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le nombre de CPE déficitaires selon la région pour l'année 2008-2009. Les données pour 2009-2010 seront disponibles à partir de janvier 2011 et celles de 2010-2011 à partir de janvier 2012.

CPE ayant terminé l'année financière 2008-2009 avec un déficit d'opération		
Région administrative		**2008-2009**
01	Bas-Saint-Laurent	7
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	8
03	Capitale Nationale	25
04	Mauricie	12
05	Estrie	9
06	Montréal	86
07	Outaouais	13
08	Abitibi-Témiscamingue	8
09	Côte-Nord	7
10	Nord-du-Québec	1
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4
12	Chaudière-Appalaches	12
13	Laval	9
14	Lanaudière	14
15	Laurentides	13
16	Montérégie	31
17	Centre-du-Québec	8
Ensemble du Québec		**267**

Source : Données de janvier 2010, 947 rapports financiers annuels des CPE traités.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP15

Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 triées par région.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le nombre de BC déficitaires selon la région pour l'année 2008-2009. Les données pour 2009-2010 seront disponibles à partir de janvier 2011 et celles de 2010-2011 à partir de janvier 2012.

BC ayant terminé l'année financière 2008-2009 avec un déficit d'opération		
Région administrative		**2008-2009**
01	Bas-Saint-Laurent	1
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	0
03	Capitale Nationale	2
04	Mauricie	1
05	Estrie	1
06	Montréal	4
07	Outaouais	0
08	Abitibi-Témiscamingue	2
09	Côte-Nord	3
10	Nord-du-Québec	1
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0
12	Chaudière-Appalaches	1
13	Laval	1
14	Lanaudière	0
15	Laurentides	2
16	Montérégie	2
17	Centre-du-Québec	2
Ensemble du Québec		**23**

Source : Données de janvier 2010, 162 rapports financiers annuels des BC traités.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP16

Nombre de places créées par année par type de services de garde (CPE, garderie privée subventionnée, milieu familial) depuis 2003-2004

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année	CPE Installation	Garderie subventionnée	Milieu familial	TOTAL
2009-2010	1 683	2 488	25	4 196

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 15 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP17

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) en centre de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2008-2009, les prévisions pour 2009-2010 et 2010-2011, pour chacun des emplois suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :

a. Personnel éducateur qualifié;
b. Personnel éducateur non qualifié;
c. Adjointe administrative;
d. Commis comptable ou secrétaire comptable;
e. Secrétaire-réceptionniste;
f. Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
g. Préposée;
h. Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
i. Gestionnaire;
j. Aide-éducatrice;
k. Agente de conformité.

Exposé et statistiques

En 2008-2009, il y avait, dans les centres de la petite enfance et les bureaux coordonnateurs, 22 373 équivalents à temps plein[1].

L'estimation des ETC en 2009-2010 et 2010-2011 est calculée en fonction du développement autorisé des places à contribution réduite.

ETC par catégorie d'emploi	2008-2009	2009-2010 (estimation)	2010-2011 (estimation)
Éducatrice qualifiée	13 112	13 338	13 338
Éducatrice non qualifiée	3 898	3 965	3 965
Adjointe administrative	321	326	326
Commis comptable ou secrétaire comptable	355	359	359
Secrétaire-réceptionniste	168	170	170
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 254	1 276	1 276
Préposée	468	476	476
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	612	617	617
Gestionnaire	1 670	1 695	1 695
Aide-éducatrice	285	290	290
Agente de conformité	230	230	230
TOTAL	**22 373**	**22 742**	**22 742**

Source : Rapports financiers 2008-2009

Note : 1 ETC =1 664 heures / année pour les éducatrices et 1 825 heures / année pour les autres personnels

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre, 15 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP18

Le salaire moyen versé en centre de la petite enfance et en bureau coordonnateur pour chacun des emplois suivants, pour l'année financière 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 et 2010-2011 :

a) Personnel éducateur qualifié;
b) Personnel éducateur non qualifié;
c) Adjointe administrative;
d) Commis comptable ou secrétaire-comptable;
e) Secrétaire-réceptionniste;
f) Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
g) Préposée;
h) Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
i) Gestionnaire;
j) Aide-éducatrice;
k) Agente de conformité.

Salaire moyen annuel par catégories	**2008-2009**	**2009-2010**	**2010-2011**
		(estimation)	**(estimation)**
	$	**$**	**$**
Personnel éducateur qualifié	30 819	32 517	33 577
Personnel éducateur non qualifié	25 468	27 159	28 384
Adjointe administrative	37 398	38 763	39 352
Commis comptable ou secrétaire-comptable	30 397	31 409	31 773
Secrétaire-réceptionniste	26 846	28 073	28 688
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	29 866	31 174	31 704
Préposée	23 479	23 967	23 986
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	37 617	39 464	40 518
Gestionnaire	60 697	63 429	66 283
Aide-éducatrice	25 080	26 419	27 217
Agente de conformité	33 813	35 504	36 502

Source : Rapports financiers 2008-2009

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre, 15 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP19

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) en garderie pour chacune des années financières suivantes : 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 et 2010-2011 pour chacun des postes suivants dans les garderies :

a. Personnel éducateur qualifié;
b. Personnel éducateur non qualifié;
c. Adjointe administrative;
d. Commis comptable ou secrétaire comptable;
e. Secrétaire-réceptionniste;
f. Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
g. Préposée;
h. Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
i. Gestionnaire;
j. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques

Il y avait dans les garderies subventionnées, en 2008-2009, 6 059 emplois d'éducatrices en équivalents temps plein[1].

L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement autorisé de places à contribution réduite.

	2008-2009	**2009-2010 (estimation)**	**2010-2011 (estimation)**
	ETC	**ETC**	**ETC**
Éducatrice qualifiée	3 748	4 091	4 091
Éducatrice non qualifiée	2 311	2 522	2 522
TOTAL	**6 059**	**6 613**	**6 613**

Source : Rapports financiers 2008-2009

Les données pour les autres catégories d'emplois ne sont pas disponibles. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans les rapports financiers des garderies subventionnées.

Note : 1 ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre, 15 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP20

Le salaire moyen versé en garderie pour chacun de ces emplois suivants et pour l'année financière 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 et 2010-2011 :

a. Personnel éducateur qualifié;
b. Personnel éducateur non qualifié;
c. Adjointe administrative;
d. Commis comptable ou secrétaire comptable;
e. Secrétaire-réceptionniste;
f. Responsable de l'alimentation ou cuisinière;
g. Préposée;
h. Agente-conseil en soutien pédagogique et technique;
i. Gestionnaire;
j. Aide-éducatrice.

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Salaire annuel moyen		**(estimation)**	**(estimation)**
	$	$	$
Éducatrice qualifiée	27 881	29 861	31 345
Éducatrice non qualifiée	22 206	23 792	24 965
MOYENNE	**25 717**	**27 546**	**28 912**

Le salaire moyen versé est calculé en divisant la rémunération inscrite au rapport financier par le nombre d'effectifs « équivalents temps complet » (ETC)[1].

Les données pour les autres catégories d'emplois ne sont pas disponibles. Seul le personnel éducateur est inscrit aux rapports financiers des garderies subventionnées.

Note : 1 ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre, 15 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP21

Bilan et coûts de l'application de la loi 124. Tous documents, notes, états de situation, rapports concernant l'application de la loi.

Exposé et statistiques

L'entrée en vigueur de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance a notamment donné lieu à la création des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC).

La rationalisation qui a résulté du regroupement des places en milieu familial parmi 165 BC plutôt que parmi 894 CPE a généré une économie récurrente de l'ordre de 50 M$.

La restructuration de la coordination de la garde en milieu familial a permis aux responsables d'un service de garde en milieu familial (RSG) une plus grande place dans la gestion de ces organisations en leur accordant au moins une place au sein du conseil d'administration et en soutenant la création, au sein de chaque bureau coordonnateur, d'un comité consultatif de RSG qui est consulté sur les aspects qui touchent la gestion des services de garde en milieu familial.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 15 avril 2010
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP 22

Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un déficit d'opération en 2008-2009, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2006-2007 et 2007-2008. Nous désirons aussi obtenir le déficit moyen par entité.

Exposé et statistiques

Nombre de CPE en déficit d'opération et déficit moyen en 2008-2009

Région administrative		2008-2009	
		Nombre	Déficit moyen
01	Bas-Saint-Laurent	7	33 267 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	8	23 907 $
03	Capitale Nationale	25	23 678 $
04	Mauricie	12	23 503 $
05	Estrie	9	15 333 $
06	Montréal	86	26 451 $
07	Outaouais	13	30 403 $
08	Abitibi - Témiscamingue	8	34 762 $
09	Côte-Nord	7	31 520 $
10	Nord-du-Québec	1	20 255 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	4	15 973 $
12	Chaudière-Appalaches	12	19 374 $
13	Laval	9	24 817 $
14	Lanaudière	14	29 877 $
15	Laurentides	13	21 962 $
16	Montérégie	31	27 596 $
17	Centre-du-Québec	8	8 275 $
Ensemble du Québec		**267**	**25 357 $**

Source : Données de janvier 2010, 947 rapports financiers annuels des CPE traités.

Nombre de BC en déficit d'opération et déficit moyen en 2008-2009

Région administrative		2008-2009	
		Nombre	Déficit moyen
01	Bas-Saint-Laurent	1	4 529 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	-	- $
03	Capitale Nationale	2	9 485 $
04	Mauricie	1	2 910 $
05	Estrie	1	690 $
06	Montréal	4	26 088 $
07	Outaouais	-	- $
08	Abitibi - Témiscamingue	2	148 662 $
09	Côte-Nord	3	24 278 $
10	Nord-du-Québec	1	245 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	-	- $
12	Chaudière-Appalaches	1	10 622 $
13	Laval	1	11 789 $
14	Lanaudière	-	- $
15	Laurentides	2	10 795 $
16	Montérégie	2	12 678 $
17	Centre-du-Québec	2	7 734 $
Ensemble du Québec		**23**	**25 508 $**

Source : Données de janvier 2010, 162 rapports financiers annuels des BC traités.

Nombre de garderies en déficit d'opération et déficit moyen en 2008-2009

Région administrative		2008-2009	
		Nombre	Déficit moyen
01	Bas-Saint-Laurent	-	- $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	-	- $
03	Capitale Nationale	-	- $
04	Mauricie	-	- $
05	Estrie	-	- $
06	Montréal	23	39 304 $
07	Outaouais	3	28 119 $
08	Abitibi - Témiscamingue	-	- $
09	Côte-Nord	-	- $
10	Nord-du-Québec	-	- $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	-	- $
12	Chaudière-Appalaches	-	- $
13	Laval	3	32 732 $
14	Lanaudière	2	2 692 $
15	Laurentides	4	11 347 $
16	Montérégie	13	33 648 $
17	Centre-du-Québec	2	21 526 $
Ensemble du Québec		**50**	**32 356 $**

Source : Données de janvier 2010, 575 rapports financiers annuels des garderies traités.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 23 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP23

Le nombre de CPE, BC et garderies ayant enregistré un surplus d'opération en 2008-2009, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2006-2007 et 2007-2008. Nous désirons aussi obtenir le surplus moyen par entité.

Exposé et statistiques

Nombre de CPE en surplus d'opération et surplus moyen en 2008-2009

Région administrative		2008-2009	
		Nombre	Surplus moyen
01	Bas-Saint-Laurent	14	37 192 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	24	44 042 $
03	Capitale Nationale	71	35 923 $
04	Mauricie	19	29 737 $
05	Estrie	41	32 548 $
06	Montréal	177	44 958 $
07	Outaouais	38	52 136 $
08	Abitibi - Témiscamingue	14	66 602 $
09	Côte-Nord	12	51 170 $
10	Nord-du-Québec	7	96 968 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	6	33 761 $
12	Chaudière-Appalaches	35	39 013 $
13	Laval	30	37 925 $
14	Lanaudière	25	59 573 $
15	Laurentides	40	44 969 $
16	Montérégie	111	62 377 $
17	Centre-du-Québec	16	49 245 $
Ensemble du Québec		**680**	**46 908 $**

Source : Données de janvier 2010, 947 rapports financiers annuels des CPE traités.

Nombre de BC en surplus d'opération et surplus moyen en 2008-2009

Région administrative		2008-2009	
		Nombre	Surplus moyen
01	Bas-Saint-Laurent	7	42 845 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	7	30 632 $
03	Capitale Nationale	11	36 676 $
04	Mauricie	6	23 017 $
05	Estrie	8	15 066 $
06	Montréal	16	61 380 $
07	Outaouais	9	28 599 $
08	Abitibi - Témiscamingue	4	18 234 $
09	Côte-Nord	3	18 416 $
10	Nord-du-Québec	2	23 115 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	6	12 599 $
12	Chaudière-Appalaches	11	33 058 $
13	Laval	5	36 368 $
14	Lanaudière	9	52 267 $
15	Laurentides	8	46 534 $
16	Montérégie	24	47 649 $
17	Centre-du-Québec	3	50 286 $
Ensemble du Québec		**139**	**38 478 $**

Source : Données de janvier 2010, 162 rapports financiers annuels des BC traités.

Nombre de garderies en surplus d'opération et surplus moyen en 2008-2009

Région administrative		2008-2009	
		Nombre	Surplus moyen
01	Bas-Saint-Laurent	1	554 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	8	61 222 $
03	Capitale Nationale	47	83 234 $
04	Mauricie	3	180 074 $
05	Estrie	5	92 965 $
06	Montréal	236	103 747 $
07	Outaouais	14	65 877 $
08	Abitibi - Témiscamingue	1	85 519 $
09	Côte-Nord	-	- $
10	Nord-du-Québec	1	3 287 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	1	42 754 $
12	Chaudière-Appalaches	15	63 717 $
13	Laval	46	83 289 $
14	Lanaudière	30	85 552 $
15	Laurentides	25	86 394 $
16	Montérégie	85	98 932 $
17	Centre-du-Québec	7	63 065 $
Ensemble du Québec		**525**	**93 923 $**

Source : Données de janvier 2010, 575 rapports financiers annuels des garderies traités.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP24

Les actifs nets affectés et non affectés (CPE et BC) et les BNR (garderie) moyens en 2008-2009, au niveau national et par région, ainsi que pour les années 2006-2007 et 2007-2008.

Les actifs nets affectés et non affectés moyens des CPE en 2008-2009 ventilé par région

Région administrative		2008-2009
01	Bas-Saint-Laurent	116 952 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	223 588 $
03	Capitale Nationale	192 991 $
04	Mauricie	129 278 $
05	Estrie	155 357 $
06	Montréal	212 845 $
07	Outaouais	236 377 $
08	Abitibi - Témiscamingue	126 953 $
09	Côte-Nord	147 007 $
10	Nord-du-Québec	295 361 $
11	Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	140 308 $
12	Chaudière-Appalaches	153 883 $
13	Laval	196 254 $
14	Lanaudière	283 940 $
15	Laurentides	205 670 $
16	Montérégie	273 952 $
17	Centre-du-Québec	253 653 $
Ensemble du Québec		**210 294 $**

Source : Données de janvier 2010, 947 rapports financiers annuels des CPE traités.

Les actifs nets affectés et non affectés moyens des BC en 2008-2009 ventilé par région

Région administrative		2008-2009
01	Bas-Saint-Laurent	95 694 $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	81 810 $
03	Capitale Nationale	112 686 $
04	Mauricie	61 022 $
05	Estrie	40 795 $
06	Montréal	162 809 $
07	Outaouais	92 298 $
08	Abitibi - Témiscamingue	39 750 $
09	Côte-Nord	24 882 $
10	Nord-du-Québec	42 677 $
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	66 725 $
12	Chaudière-Appalaches	73 999 $
13	Laval	127 898 $
14	Lanaudière	177 752 $
15	Laurentides	132 195 $
16	Montérégie	131 866 $
17	Centre-du-Québec	72 636 $
Ensemble du Québec		**104 749 $**

Source : Données de janvier 2010, 162 rapports financiers annuels des BC traités.

Les bénéfices nets non répartis moyens des garderies en 2008-2009 ventilé par région

Région administrative		2008-2009
01	Bas-Saint-Laurent	- $
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	2 571 $
03	Capitale Nationale	126 469 $
04	Mauricie	236 110 $
05	Estrie	72 145 $
06	Montréal	191 882 $
07	Outaouais	14 990 $
08	Abitibi - Témiscamingue	345 877 $
09	Côte-Nord	- $
10	Nord-du-Québec	- $
11	Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	24 420 $
12	Chaudière-Appalaches	139 472 $
13	Laval	296 159 $
14	Lanaudière	174 535 $
15	Laurentides	59 335 $
16	Montérégie	165 669 $
17	Centre-du-Québec	122 698 $
	Ensemble du Québec	**171 488 $**

Source : Données de janvier 2010, 575 rapports financiers annuels des garderies traités.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 23 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP25

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde, par type de service, en 2008-2009 et 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilées par région.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le nombre d'enfants handicapés intégrés par type de service de garde en 2008-2009. Il s'agit d'enfants de 0 à 59 mois et de 60 mois et plus. Les données pour 2009-2010 seront disponibles à partir de janvier 2011 et celles de 2010-2011 seront disponibles à partir de janvier 2012.

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2008-2009

	Région administrative	CPE	GARDERIE	MILIEU FAMILIAL	TOTAL
1	Bas-Saint-Laurent	58	0	38	96
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	72	5	45	122
3	Capitale-Nationale	350	47	87	484
4	Mauricie	57	3	33	93
5	Estrie	127	7	50	184
6	Montréal	707	259	188	1 154
7	Outaouais	72	24	28	124
8	Abitibi-Témiscamingue	25	0	10	35
9	Côte-Nord	18	0	8	26
10	Nord-du-Québec	17	1	0	18
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16	0	15	31
12	Chaudière-Appalaches	139	13	50	202
13	Laval	122	44	66	232
14	Lanaudière	178	61	49	288
15	Laurentides	176	30	89	295
16	Montérégie	597	127	204	928
17	Centre-du-Québec	63	11	18	92
	Ensemble du Québec	**2 794**	**632**	**978**	**4 404**

Source : Rapports financiers 2008-2009

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP26

Nombre de poupons dans les services de garde, par type de service, en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilées par région.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le nombre de poupons accueillis dans les services de garde en 2008-2009. Les données pour 2009-2010 seront disponibles à partir de janvier 2011 et celles de 2010-2011 à partir de janvier 2012.

Nombre de poupons accueillis dans les services de garde en 2008-2009					
	Région administrative	**CPE**	**MILIEU FAMLIAL**	**GARDERIE**	**TOTAL**
1	Bas-Saint-Laurent	211	567	-	778
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	339	762	93	1 194
3	Capitale-Nationale	793	1 494	256	2 543
4	Mauricie	331	626	33	990
5	Estrie	479	975	21	1 475
6	Montréal	2 276	3 135	1 232	6 643
7	Outaouais	609	962	127	1 698
8	Abitibi-Témiscamingue	269	458	10	737
9	Côte-Nord	142	230	-	372
10	Nord-du-Québec	180	30	7	217
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	91	259	4	354
12	Chaudière-Appalaches	577	1 174	111	1 862
13	Laval	365	1024	276	1 665
14	Lanaudière	437	1 066	192	1 695
15	Laurentides	575	1 275	179	2 029
16	Montérégie	1 867	3 198	563	5 628
17	Centre-du-Québec	284	618	72	974
	Ensemble du Québec	**9 825**	**17 853**	**3 176**	**30 854**

Source : Rapports financiers 2008-2009

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP27

Nombre de places à temps partiel dans les services de garde, par type de service, en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilées par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les places subventionnées des services de garde ne sont pas dédiées a priori à la garde à temps partiel ou à la garde à temps plein. Ce sont les besoins de la clientèle qui font que les places sont utilisées à temps plein ou à temps partiel. Le Ministère ne fait donc pas de prévisions quant à l'utilisation des places par des enfants qui fréquentent les services de garde à temps partiel ou à temps complet.

L'information disponible au Ministère est celle fournie par les CPE, les BC et les garderies subventionnées dans leur Rapport financier annuel (RFA), plus précisément dans *l'État de l'occupation et des présences réelles des enfants PCR de 59 mois ou moins accueillis à temps partiel.*

Selon l'information déclarée dans les RFA 2008-2009, 1 105 services de garde ont accueilli des enfants de 0 à 59 mois à temps partiel qui ont utilisé 2 555 201 jours d'occupation.

	Nombre de services de garde	**Total des jours d'occupation**
CPE	840	1 131 857
BC	138	1 315 573
GARDERIE	127	107 771
TOTAL	**1 105**	**2 555 201**

Source : Rapports financiers 2008-2009

Sachant qu'une place à temps complet représente 261 jours d'occupation, les enfants accueillis à temps partiel ont occupé l'équivalent de 9 790 places en 2008-2009.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP28

Nombre de places en milieu de travail et d'études en 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011 ventilées par région

Nombre de places et d'installations en milieu de travail ou d'études selon la région pour 2008-2009

Régions	Nombre d'installations	Nombre de places
Bas-Saint-Laurent	3	220
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	81
Capitale-Nationale	26	1 471
Mauricie	6	359
Estrie	5	292
Montréal	77	4 498
Outaouais	9	516
Abitibi-Témiscamingue	1	80
Côte-Nord	2	127
Nord-du-Québec	0	0
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	0	0
Chaudière-Appalaches	8	424
Laval	10	602
Lanaudière	5	279
Laurentides	3	202
Montérégie	26	1 569
Centre-du-Québec	2	108
Total	**185**	**10 828**

Source : Rapports d'activités 2008-2009.

Ces données proviennent des rapports d'activités des services de garde, qui ont jusqu'au 30 juin pour les produire. Les données pour l'exercice financier 2009-2010, une fois traitées, seront disponibles au printemps 2011. Le Ministère ne fait pas de prévisions relatives à cette caractéristique.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 19 avril 2010
Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP29

Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de service de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun document n'a été produit par le ministère de la Famille et des Aînés sur ces questions.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 15 avril 2010
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP30

Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2010 et prévisions pour 2010-2011.

Modèle d'estimation des besoins de places en services de garde

Les besoins à combler, en matière de places par région pour les enfants de 0 à 4 ans, sont établis à l'aide d'un modèle d'estimation des besoins en matière de services de garde qui comporte cinq variables :

- le nombre d'enfants de 0 à 4 ans;
- le taux global d'activité des parents;
- les préférences des parents en matière de services de garde;
- l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde;
- l'équivalence en places à temps complet.

La variable 1 - le nombre d'enfants de 0 à 4 ans
Les perspectives démographiques du Québec illustrent que le nombre d'enfants âgés de 0 à 4 ans augmentera constamment entre 2008 et 2011, passant de 375 773 à 376 510 enfants. Les données de population utilisées pour l'estimation des besoins sont tirées du *Recensement 2006, Statistique Canada* et des perspectives démographiques établies par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), mars 2010.

La variable 2 - le taux global d'activité des parents
Le taux global d'activité de la mère ou du parent seul augmente selon l'âge de l'enfant. Ainsi, le taux global d'activité du parent est de 64 % lorsque l'enfant a moins de un an alors qu'il atteint 74,6 % dans le cas du parent d'un enfant âgé entre 3 et 4 ans. Les données proviennent d'une compilation spéciale, effectuée par Statistique Canada, des données du *Recensement 2006* et de l'*Enquête sur la population active* (EPA), Statistique Canada, ISQ, avril 2009.

La variable 3 - les préférences des parents en matière de services de garde
L'Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde réalisée en 2004 par l'ISQ démontre que la préférence des parents pour la garde régulière en CPE ou garderie augmente avec l'âge de leur enfant, passant ainsi de 17,8 % lorsque ce dernier a moins de un an à 58,3 % s'il est âgé de 4 ans. La mise à jour de ces données sera réalisée à l'automne 2010 lorsque les résultats de l'Enquête 2009 menée par l'ISQ seront disponibles.

Les variables 4 et 5 - l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde et l'équivalence en places à temps complet
L'impact de la politique familiale sur le comportement des parents en matière de services de garde et la proportion observée pour des motifs autres que le travail et les études sera mesuré par les résultats de l'*Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde*, ISQ, document à paraître. De même, les données du Rapport d'activités des services de garde, 2008-2009 seront utilisées pour calculer le facteur d'équivalence à temps complet pour tenir compte des pratiques actuelles en matière de fréquentation à temps partiel.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
13 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP31

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, et ventilés selon le type de services de garde (camp de jour, garderie) incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2008-2009, 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, a publié en décembre 2009 le coût de l'ensemble des dépenses fiscales, édition 2009.

Celle-ci constitue la dernière version et elle est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2009.pdf

SOURCE : Ministère du Revenu
VALIDATION: Secrétariat général - 20 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP32

Coût de la mesure relativement à la mensualisation du crédit d'impôt pour frais de garde

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les coûts associés à cette mesure seront intégrés aux coûts relatifs aux coûts des modifications des systèmes informatiques du ministère du Revenu (MRQ) qui découlent de l'adoption du Discours sur le budget.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre adjointe aux politiques
VALIDATION: Secrétariat général - 20 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP33

État de situation au sujet du développement d'une politique familiale municipale au sein des municipalités pour 2009-2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans le cadre du programme de soutien aux politiques familiales municipales et à la démarche Municipalité amie des aînés, le Ministère, en 2009-2010, a soutenu le financement, pour la première fois, de 71 municipalités et de 2 MRC pour l'élaboration, la mise à jour ou la mise en œuvre d'une politique familiale municipale.

Au 31 mars 2010, 543 municipalités ont été rejointes par le programme, soit plus de 81 % de la population du Québec.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 16 avril 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 20 avril 2010
Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP34

Table Québec – municipalités relatif à la politique familiale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas eu de rencontre de la Table Québec-municipalités (TQM) relative à la politique familiale.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle

VALIDATION: Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP35

Pour 2009-2010, liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et préciser les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune entente spécifique n'a été conclue par le ministère de la Famille et des Aînés sur cette question.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 19 avril 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 19 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP36

Copie de tous les documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire du Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en œuvre d'une politique de conciliation travail-famille.

Les documents suivants sont disponibles sur demande ou sur le site Internet du Ministère :

- Document de consultation Vers une politique gouvernementale sur la conciliation famille-travail (2004).

  Disponible à l'adresse suivante :
  http://www.mfa.gouv.qc.ca/ministere/formulaires-et-publications/index.asp?categorie=1202103#liste

- Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendue publique en décembre 2006).

  Disponible à l'adresse suivante :
  http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/CF_egalite_politique.pdf

- Plan d'action gouvernemental 2007-2010 *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendu public en décembre 2006).

  Disponible à l'adresse suivante :
  http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/CF_egalite_planaction07-10.pdf

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques
VALIDATION: Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP37

Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.

Exposé et statistiques

Année	Nombre de garderies non subventionnées	Nombre de places en garderies non subventionnées
2009-2010	227	11 173

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 13 avril 2010
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP 38

État de situation sur le financement global des immobilisations.

Résumé du Programme

Le programme de financement des infrastructures des CPE (PFI) fournit aux CPE les ressources nécessaires pour réaliser des projets d'immobilisation nécessitant un apport financier important tout en facilitant l'accès à du financement à des conditions avantageuses. Mis sur pied en 2002-2003 sous le nom de programme de financement global des immobilisations (PFGI), ce programme a changé de nom à partir de l'exercice financier 2008-2009.

Le remboursement de l'emprunt, capital et intérêts, est couvert par la Subvention pour le financement des infrastructures. Le CPE obtient son financement sous la forme d'un prêt intérimaire à décaissements progressifs qui est converti en prêt à terme lorsque le projet est complété. Le CPE désirant participer au programme doit signer une entente avec le Ministère déterminant les obligations réciproques de chacune des parties.

Historique

Le PFI a été mis sur pied durant l'année financière 2002-2003. Dans un premier temps, le financement intérimaire a été fourni par la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ). À la suite d'un appel d'offres, le Ministère a conclu, le 21 décembre 2004, une entente avec la Banque Nationale du Canada pour un financement total de 240 M$. Le Ministère a renégocié cette entente pour augmenter le volume de financement à 315 M$ pour permettre notamment de financer les changements d'emplacement de CPE ou les travaux majeurs urgents et nécessaires. Le 1er décembre 2005, le Ministère a débuté les remboursements pour les projets financés dans le cadre du PFI.

Le 20 juin 2009, à la suite d'un appel d'offres, le Ministère a conclu une entente avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour un financement de 185 M$ pour la construction et l'agrandissement d'installations en CPE dans le cadre de l'attribution de 18 000 places autorisées en août 2008.

Nombre de projets financés et niveau des prêts

Au 31 mars 2010, 323 projets totalisant un investissement de 252,9 M$ étaient complétés.

À cette même date, 195 projets étaient en cours de réalisation pour une valeur totale autorisée de 139,4 M$, dont 51 M$ avaient été décaissés par l'institution financière autorisée.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations des services de garde, 16 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP39

État d'avancement de l'implantation du programme de mentorat avec l'Association des retraités de l'enseignement du Québec pour la formation en français dans les entreprises.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question s'adresse au volet Aînés du ministère de la Famille et des Aînés. La réponse sera donnée avec les renseignements particuliers de ce volet.

SOURCE : Secrétariat général - 21 avril 2010
VALIDATION : Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP40

Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports concernant le jugement Grenier et les suites à y donner.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les documents relatifs aux suites du jugement Grenier peuvent être consultés dans le site Internet du ministère de la Famille et des Aînés en cliquant à la page d'accueil sur le bouton « informations au sujet de la garde en milieu familial ».

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 15 avril 2010

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP41

Copie de tous documents, notes, états de situation, rapports, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres, quant à la suite à donner aux rapports des CRÉ sur leur situation régionale dans le cadre du plan d'accessibilité aux services de garde éducatifs.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Plan régional d'accessibilité pour chacune des régions du Québec relève des conférences régionales des élus (CRÉ). Ce document a été rendu disponible dans le site Internet de chacune des CRÉ en avril 2008.

- Au moment de l'analyse des projets en vue de l'attribution des 18 000 places, le Ministère a mis à la disposition de chaque comité d'analyse la liste des priorités établies par la CRÉ de la région concernée;

- Les priorités régionales se sont donc ajoutées aux priorités ministérielles en matière de développement et ont permis de tenir compte des besoins spécifiques énoncés dans les rapports des CRÉ.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 15 avril 2010
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP42

Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2010 comparativement au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 31 mars 2010, il n'y a pas de projets enregistrés en attente.

Les promoteurs ayant déposé une demande de places subventionnées, dans le cadre de l'appel de projets du printemps 2008, ont été avisés que leur projet était maintenu dans la banque du ministère de la Famille et des Aînés jusqu'au 31 mars 2010.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 13 avril 2010
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 21 avril 2010
Secrétariat général – 23 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP43

État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies

Les objectifs poursuivis

Les activités de halte-garderie communautaire offertes par les organismes communautaires constituent une avenue intéressante pour les parents dont les besoins de garde sont ponctuels. Ils fournissent une réponse adaptée aux besoins de garde occasionnelle et temporaire de certaines familles. En effet, ce service permet à des parents, principalement issus de milieu défavorisé, d'obtenir un moment de répit ou de participer à des activités d'intégration sociale et professionnelle.

Les critères de financement

En juin 2009, le Conseil du trésor approuvait le nouveau Programme de soutien financier des haltes-garderies communautaires. Ce programme prévoit que :

- Le soutien financier de chaque organisme est calculé selon son offre de service de halte-garderie communautaire (heures d'ouverture par semaine, nombre de semaines fonctionnelles par année et nombre d'enfants présents dans un même bloc horaire).
- Les organismes financés doivent s'engager à respecter certaines conditions concernant notamment la sécurité des enfants.
- L'utilisation du soutien financier accordé doit respecter les règles de saine gestion des deniers publics. Une reddition de comptes est exigée de l'organisme fiduciaire.

Organismes financés en 2009-2010

- Un total de 254 organismes communautaires qui offrent des activités de halte-garderie ont reçu un soutien financier.
- Un montant de 2 961 961 $ a été versé à ces organismes.
- Cette somme est répartie à travers les 17 régions administratives du Québec.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle
COLLABORATION : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
VALIDATION: Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP44

Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2004 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour, pour ce type de service de garde.

DEMANDES DE PERMIS DES GARDERIES À BUT LUCRATIF

Nombre de demandes reçues et de permis délivrés à des garderies à but lucratif pour 2009-2010

Année	2009-2010	
Régions	**Demandes reçues**	**Permis délivrés**
Bas-Saint-Laurent	1	0
Saguenay-Lac St-Jean	0	0
Capitale- Nationale	11	8
Mauricie	1	0
Estrie	0	0
Montréal	100	48
Outaouais	6	7
Abitibi-Témiscamingue	0	0
Côte-Nord	0	1
Nord-du-Québec	1	0
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	0	0
Chaudière-Appalaches	4	2
Laval	45	10
Lanaudière	18	5
Laurentides	19	11
Montérégie	36	18
Centre-du-Québec	1	2
TOTAL	**243**	**112**

Les données sont par année financière

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 16 avril 2010
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 20 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP45

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2005-2006 et 2006-2007 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les sommes versées en vertu du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) vont directement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec qui en dispose en fonction des priorités gouvernementales établies.

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales
VALIDATION : DGAGRC, BSMA – 19 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP46

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2008-2009 et 2009-2010 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations à ce sujet se retrouvent à la fiche RP45.

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales
VALIDATION : DGAGRC, BSMA – 19 avril 2010
Secrétariat général - 20 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP47

Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada en 2008-200, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dès l'instauration du programme d'allocation familiale en 1997, le Québec a utilisé les économies dégagées à la suite des bonifications de la prestation nationale pour enfant (PNE) du gouvernement du Canada pour développer les services de garde à contribution réduite.

Depuis août 2001, le gouvernement du Québec a cessé de réduire les montants des allocations familiales en contrepartie des investissements additionnels du gouvernement fédéral dans la PNE.

Depuis janvier 2005, les familles québécoises reçoivent le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants. Ce crédit remplace les programmes d'allocation familiale, les crédits d'impôt non remboursables pour les enfants à charge de moins de 18 ans et la réduction d'impôt à l'égard de la famille.

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques
VALIDATION : Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP48

Tous les documents, notes, états de situation, rapports, notes au Conseil des ministres au sujet de la surtarification au sein des services de garde.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données sur les plaintes relatives à la contribution réduite sont disponibles dans le site Internet du ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 16 avril 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP49

Copie des tableaux ou grilles qui ont été produits à la suite de l'appel d'offre lancé au printemps 2008. Selon nos informations, ces tableaux seraient disponibles par région administrative et contiendraient notamment les colonnes suivantes : le numéro d'établissement, le nom du projet, la circonscription, le type de service, la municipalité, le nombre de places demandées, les différentes notations attribuées pour la faisabilité et la qualité du projet (Pour terminer, selon nos informations, ces tableaux ne recèlent pas de colonne spécifique indiquant le nom des promoteurs no autres informations personnelles.)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le ministère de la Famille et des Aînés ne peut divulguer ces renseignements.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 19 avril 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 19 avril 2010
Secrétariat général - 21 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP50

Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde

Copie de l'Enquête sur les obligations (sic), les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde qui s'est déroulée du 14 septembre au 20 novembre 2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La collecte de données a été réalisée par l'Institut de la statistique du Québec du 14 septembre au 20 novembre 2009.

Le taux de réponse est de 69 %. Au total, 11 169 entrevues ont été complétées.

La validation et l'analyse des données sont en cours. La diffusion du rapport de l'enquête est prévue pour le printemps 2011.

SOURCE : Direction de la recherche et de la statistique
VALIDATION: Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP51

État de situation concernant la surfacturation dans les services de garde éducatif incluant le nombre de plaintes à ce sujet par type de services de garde, par année depuis janvier 2007. Incluant le aussi le nom des garderies visées, les sanctions prises par le ministère, la nature des sanctions imposées et copie des lettres transmises par le ministère aux garderies visées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données sur les plaintes relatives à la contribution réduite sont disponibles dans le site Internet du ministère de la Famille et des Aînés.

87 installations ont été visées par une ou des plaintes en 2009-2010

3 installations on été visées par une sanction en 2009-2010

Suspension des subventions

- Garderie Le Monde des Tout-Petits inc.

Diminution des subventions

- Garderie éducative Fabreville inc.
- Garderie éducative Sainte-Rose inc.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 19 avril 2010
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 19 avril 2010
Secrétariat général - 22 avril 2010

PAR HUISSIER

Le jour, mois, année

AVIS DE SUSPENSION DU VERSEMENT D'UNE SUBVENTION

Nom et adresse du service de garde

À l'attention de (nom), président(e)

Numéro de permis:

OBJET : Avis de suspension du versement d'une subvention (MODÈLE)

Madame ou Monsieur

(NOM) (ci-après la garderie) est titulaire d'un permis de garderie délivré en vertu de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (L.R.Q., c. S-4.1.1) l'autorisant à tenir une garderie située au (ADRESSE).

Le (DATE), en vertu de l'article 65 de la Loi, je vous ai fait parvenir un avis de non-conformité vous enjoignant de corriger, d'ici le (DATE), les manquements au *Règlement sur la contribution réduite* (L.R.Q., c. S-4.1.1, r.1) en cessant d'exiger des frais supplémentaires autres que ceux prévus à l'article 10 de ce Règlement et en faisant signer des ententes conformes aux dispositions de cet article.

Le (DATE), vous vous êtes formellement engagés à vous conformer en faisant en sorte que :

- DÉCRIRE LES ENGAGEMENTS

Or, nous avons constaté, suite au suivi auprès des plaignants, à l'analyse d'une nouvelle plainte et à la visite d'inspection effectuée à la garderie le (DATE), que vous continuez (DÉCRIRE LES PRATIQUES).

Force est donc de constater que dans les faits, vous ne vous êtes jamais conformés à l'avis de non-conformité du (DATE).

Les paragraphes 3° et 7° de l'article 97 de la *Loi sur les services de garde*

éducatifs à l'enfance prévoient ce qui suit :

> « **97**. Le ministre peut annuler ou diminuer la subvention consentie ou suspendre, en tout ou en partie, son versement si son bénéficiaire :
>
> 3° refuse ou néglige de se conformer aux dispositions des articles 57 à 65;
>
> 7° contrevient aux dispositions de l'article 86. »

Pour ces motifs, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 97 de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance*, je vous avise que la ministre de la Famille a décidé de suspendre le versement de la subvention annuelle accordée à la garderie à partir du (DATE), et ce, sans préjudice à son droit d'entreprendre les procédures de diminution, d'annulation de la subvention ou de suspension et de révocation de votre permis.

Cette suspension pourra être levée lorsque vous vous conformerez à la Loi et au *Règlement sur la contribution réduite* et que vous cesserez définitivement d'exiger des frais supplémentaires autres que ceux prévus à l'article 10 de ce règlement et lorsque vous aurez fait signer des ententes véritablement conformes aux dispositions de cet article.

Pour toute information concernant cet avis, veuillez communiquer avec (NOM) au numéro de téléphone suivant : (NUMÉRO).

Le sous-ministre adjoint,

Signature

PAR HUISSIER

Le jour, mois, année

Nom et adresse du service de garde

Numéro de permis :

À l'attention de (nom), président(e)

OBJET : Avis de diminution de la subvention (MODÈLE)

Madame ou Monsieur,

(NOM) est titulaire d'un permis de garderie délivré en vertu de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (L.R.Q., c. S-4.1.1) (ci-après la Loi) l'autorisant à tenir une garderie à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Le (DATE), en vertu de l'article 65 de la Loi, je vous ai fait parvenir un avis de non-conformité vous enjoignant de corriger, d'ici le (DATE), les manquements à la Loi et au *Règlement sur la contribution réduite* (L.R.Q., c. S-4.1.1, r.1) (ci-après le Règlement), en cessant d'exiger des frais supplémentaires autres que ceux prévus à l'article 10 de ce Règlement et en faisant signer des ententes de services de garde conformes à celles prescrites par l'entente de subvention.

Or, jusqu'à ce jour, vous ne nous avez pas encore informé des mesures que vous avez prises pour vous conformer à la Loi et au Règlement.

Force est donc de constater que vous n'avez pas l'intention de vous conformer à l'avis de non-conformité du (DATE).

Les paragraphes 3° et 7° de l'article 97 de la Loi prévoient ce qui suit :

« **97**. Le ministre peut annuler ou diminuer la subvention consentie ou suspendre, en tout ou en partie, son versement si son bénéficiaire :

3° refuse ou néglige de se conformer aux dispositions des articles 57 à 65;

7° contrevient aux dispositions des articles 86 et 86.1. »

425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1
Téléphone : 418 643-1681
Télécopieur : 418 643-8670
www.mfa.gouv.qc.ca

Pour ces motifs, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 97 de la Loi, je vous avise que le ministre de la Famille a décidé de diminuer la subvention annuelle accordée à la garderie à partir du (DATE), et ce, sans préjudice à son droit d'entreprendre les procédures de suspension, d'annulation de la subvention ou de suspension et de révocation de votre permis.

Le montant de la diminution de la subvention correspond à (%) de la subvention annuelle accordée pour l'année financière (DATE).

Cette mesure pourra être levée lorsque vous vous conformerez à la Loi et au Règlement. De plus, le Ministère se réserve le droit de convoquer les parents de la garderie à une séance d'information.

Pour toute information concernant cet avis, veuillez communiquer avec (NOM) au numéro de téléphone suivant : (NUMÉRO).

Le sous-ministre adjoint,

Signature

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP52

Nombre de conseillers à la famille par région administrative, et ce, par année depuis 2003. Description de la tâche d'un conseiller.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau en pièce jointe pour la liste complète.

La donnée spécifique pour les conseillers à la famille est non disponible. La seule donnée disponible est le corps d'emploi auquel le conseiller à la famille est rattaché, soit le corps 105 (Agent de recherche).

Le tableau présente donc, pour chacune des directions régionales, le nombre d'effectifs au corps 105.

La fiche de description d'emploi des conseillers aux services à la famille est jointe en annexe.

SOURCE : DGA – Direction des ressources humaines – Avril 2010
VALIDATION: Secrétariat général - 21 avril 2010

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS
NOMBRE D'AGENTS DE RECHERCHE (105) DEPUIS 2003 - DIRECTIONS RÉGIONALES DE L'AGENCE

CR	NOM DU SERVICE	Rég_Occ	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
6120	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE NORD-OUEST	Occasionnel			6	6	4		
		Régulier			13	13	15		
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE NORD-OUEST				19	19	19		
	DIRECTION RÉGIONALE DE L'OUEST ET DU NORD DU QUÉBEC	Occasionnel							4
		Régulier							18
	Total DIRECTION RÉGIONALE DE L'OUEST ET DU NORD DU QUÉBEC								22
	DIRECTION TERRITORIALE NORD-OUEST	Occasionnel						5	
		Régulier						17	
	Total DIRECTION TERRITORIALE NORD-OUEST							22	
Total 6120					**19**	**19**	**19**	**22**	**22**
6130	DIRECTION RÉGIONALE DU CENTRE ET DU SUD DU QUÉBEC	Occasionnel							1
		Régulier							13
	Total DIRECTION RÉGIONALE DU CENTRE ET DU SUD DU QUÉBEC								14
	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE - SUD	Occasionnel			1	1	1		
		Régulier			12	11	13		
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE - SUD				13	12	14		
	DIRECTION TERRITORIALE SUD	Occasionnel						1	
		Régulier						13	
	Total DIRECTION TERRITORIALE SUD							14	
Total 6130					**13**	**12**	**14**	**14**	**14**
6140	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE CENTRE-EST	Occasionnel			4	4	2		
		Régulier			8	8	10		
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE CENTRE-EST				12	12	12		
	DIRECTION TERRITORIALE MONTRÉAL CENTRE-EST	Occasionnel						2	
		Régulier						11	
	Total DIRECTION TERRITORIALE MONTRÉAL CENTRE-EST							13	
Total 6140					**12**	**12**	**12**	**13**	
6145	DIRECTION RÉGIONALE DE MONTRÉAL	Régulier							3
	Total DIRECTION RÉGIONALE DE MONTRÉAL								3
Total 6145									**3**

CR	NOM DU SERVICE	Rég_Occ	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
6146	DIRECTION RÉGIONALE ADJOINTE DE MONTRÉAL	Occasionnel Régulier							4 12
	Total DIRECTION RÉGIONALE ADJOINTE DE MONTRÉAL								16
Total 6146									**16**
6150	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE CENTRE-OUEST	Occasionnel Régulier			6 5	6 5	4 8		
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE CENTRE-OUEST				11	11	12		
	DIRECTION TERRITORIALE MONTRÉAL CENTRE -OUEST	Occasionnel Régulier						5 9	
	Total DIRECTION TERRITORIALE MONTRÉAL CENTRE -OUEST							14	
Total 6150					**11**	**11**	**12**	**14**	
6160	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE EST	Occasionnel Régulier			1 13				
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE EST				14				
	DIRECTION RÉGIONALE DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE L'EST DU QUÉBEC	Occasionnel Régulier							1 16
	Total DIRECTION RÉGIONALE DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE L'EST DU QUÉBEC								17
	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE EST	Occasionnel Régulier				1 13	1 14		
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE EST					14	15		
	DIRECTION TERRITORIALE EST	Occasionnel Régulier						1 14	
	Total DIRECTION TERRITORIALE EST							15	
Total 6160					**14**	**14**	**15**	**15**	**17**
7120	DIRECTION COORDINATION OPÉRATIONNELLE	Régulier	7	11					
	Total DIRECTION COORDINATION OPÉRATIONNELLE		7	11					
Total 7120			**7**	**11**					
7130	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE EST	Occasionnel Régulier	13	1 14					
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE EST		13	15					
Total 7130			**13**	**15**					

CR	NOM DU SERVICE	Rég_Occ	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
7140	DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE SUD	Occasionnel	1	1					
		Régulier	11	11					
	Total DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE SUD		12	12					
Total 7140			**12**	**12**					
7151	BUR. DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE	Régulier	1	1					
	Total BUR. DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE		1	1					
Total 7151			**1**	**1**					
7152	SERVICE MONTRÉAL CENTRE-EST	Occasionnel	5	4					
		Régulier	6	6					
	Total SERVICE MONTRÉAL CENTRE-EST		11	10					
Total 7152			**11**	**10**					
7153	SERVICE MONTRÉAL CENTRE-OUEST	Occasionnel	5	6					
		Régulier	4	5					
	Total SERVICE MONTRÉAL CENTRE-OUEST		9	11					
Total 7153			**9**	**11**					
7160	BUR. DE LA DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE	Occasionnel	3	4					
		Régulier	12	13					
	Total BUR. DE LA DIRECTION DES SERVICES À LA FAMILLE		15	17					
Total 7160			**15**	**17**					
Total			**68**	**77**	**69**	**68**	**72**	**78**	**72**

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 26 de chaque année financière.

Québec

DESCRIPTION D'EMPLOI

Espace réservé à la Direction des ressources humaines		
Codification	Date d'évaluation	Date de mise à jour

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Ministère ou organisme Ministère de la Famille et des Aînés	N° de la classe d'emplois 105	Titre de la classe d'emplois Agent de recherche
Direction générale Agence des services à la famille	Titre de l'emploi Conseiller aux services à la famille (CSF)	
Directions Directions territoriales	Niveau de l'emploi de la supérieure ou du supérieur immédiat Cadre IV	
Service	Titre de l'emploi de la supérieure ou du supérieur immédiat Directeur / trice	
Division	Adresse du lieu de travail	
Section	Numéro du poste	

2. DESCRIPTION DE L'EMPLOI

2.1. RAISON D'ÊTRE DE L'EMPLOI

Justifier la raison d'être de l'emploi.

Les directions territoriales sont au coeur des activités de l'Agence des services à la famille et la personne titulaire de l'emploi en est la principale gestionnaire de dossiers. Sous l'autorité de la directrice ou du directeur de la direction territoriale et sous la coordination du coordonnateur aux opérations, le ou la conseiller(ère) aux services à la famille et à l'enfance offre une expertise professionnelle de conseil, de soutien et de prévention aux centres de la petite enfance, aux garderies, aux bureaux coordonnateurs et aux promoteurs concernant l'ensemble de leurs activités. Il ou elle contribue au développement social et économique dans un contexte local et régional, par ses interventions auprès des acteurs de l'économie sociale, en matière de services de garde et de services à la famille. Il ou elle intervient dans des situations particulières ou de crise, oriente et conseille la direction générale ou, s'il y a lieu, le conseil d'administration dans la résolution des problématiques rencontrées par la corporation, afin de permettre le fonctionnement harmonieux et de qualité des services de garde éducatifs au Québec, dans le respect des droits des enfants et des parents. L'atteinte des objectifs est encadrée par la Loi, les règlements et par les orientations du Ministère et de l'Agence des services à la famille.

À ces fins, le ou la conseiller(ère) aux services à la famille analyse divers facteurs et éléments d'information relatifs à sa clientèle ou à ses partenaires et en évalue l'impact sur les services de garde éducatifs et les bureaux coordonnateurs de son territoire. Ces facteurs sont d'ordre législatif, financier et budgétaire, socio-économique et administratif (organisation du travail, ressources humaines, relations de travail).

À titre de gestionnaire de dossier, il réunit les interventions d'une équipe multidisciplinaire, composée des différents spécialistes de l'Agence, afin de prévoir les implications sur un dossier. Il élabore des propositions et des stratégies facilitant l'application des orientations, des politiques et des règles administratives de l'Agence. Enfin, il contribue à l'atteinte des résultats énoncés dans la Déclaration de services aux citoyennes et citoyens de même qu'aux résultats du plan d'action de l'Agence et de la direction territoriale.

2.2. DESCRIPTION DES TÂCHES

Indiquer, pour chaque tâche, l'objet, les moyens utilisés et les résultats attendus (quoi, comment et pourquoi). Utiliser des mots concrets, clairs et précis afin de bien décrire la réalité.

N°	TÂCHES	%
1-	**Dans le cadre de l'intervention préventive, de conseil et de soutien auprès de l'ensemble des services de garde éducatifs et des bureaux coordonnateurs :** ▪ Offre son expertise professionnelle à ses clientèles avec lesquelles il a établi des liens privilégiés et des contacts étroits. ▪ Participe à l'élaboration, à la mise en oeuvre et au suivi de plans d'action, de plans de redressement, du plan d'amélioration continue de la qualité en vue d'assurer la qualité et la pérennité des services. ▪ Fait la promotion des meilleures pratiques concernant la reconnaissance, le soutien et l'encadrement des RSG. ▪ Analyse les dossiers du service de garde, pose un diagnostic sur le type de soutien à apporter et rassemble les contributions des membres de l'équipe multidisciplinaire. Soutient les modèles d'organisation de gestion. Les mesures appliquées peuvent être préventives, sérieuses ou énergiques et coercitives. ▪ Recommande au directeur ou à la directrice l'octroi des subventions conformément aux programmes offerts par le Ministère. ▪ Conseille les clientèles afin d'optimiser l'organisation et la qualité des services de garde et assure un suivi. ▪ Informe et conseille les gestionnaires et les membres du conseil d'administration sur le fonctionnement d'un service de garde éducatif, sur leurs droits, devoirs et responsabilités à titre d'administrateurs d'une corporation privée à but non lucratif (par corporation, ou en collaboration avec les Regroupements ou Associations), sur l'optimisation et la consolidation de leur service de garde et sur les opportunités de développement; de plus, les informe et les conseille sur la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance et sa règlementation, les orientations, les politiques, les règles budgétaires régissant les services de garde. ▪ Analyse, évalue, conseille et fait des recommandations à la clientèle sur les démarches à suivre, les programmes et services de soutien offerts lors de changement de localisation, de réaménagement, d'achat d'une propriété, d'augmentation de capacité et d'acquisition des actifs, de fusion, de consolidation, de restructuration. ▪ Recherche de l'information en faisant appel, au besoin, aux différentes ressources internes ou externes au Ministère.	40%
2-	**Dans le cadre de l'intervention auprès des services de garde éducatifs dans toutes les situations particulières ou de crise dans le respect de l'autonomie des services de garde éducatifs :** ▪ Analyse la situation et identifie les causes ayant entraîné le problème. ▪ Définit les limites de l'intervention afin que le soutien vise une prise en charge par le service de garde. ▪ Prend les mesures appropriées afin de résoudre des situations si la problématique est en lien avec la santé et la sécurité de l'enfant. ▪ Établit un diagnostic et aide, par des interventions directes auprès des membres du conseil d'administration et du responsable de la gestion, à solutionner les problèmes rencontrés. ▪ Voit à l'application de la procédure de traitement des plaintes des services de garde et collabore, au besoin, à la gestion des plaintes traitées par le Ministère. ▪ Requiert et assemble les analyses pertinentes (financières, gestion des ressources humaines, relations de travail) permettant l'actualisation d'un plan de redressement ou d'intervention en collaboration avec les spécialistes de l'Agence. ▪ Soutient le conseil d'administration de la corporation à la réalisation des plans d'action ou, s'il y a lieu, de plans de redressement et en assure le suivi. ▪ Conformément aux dispositions prévues dans la loi, recommande au directeur d'imposer à des corporations des mesures de redressement ou une administration provisoire. ▪ Analyse et formule des recommandations sur des situations nécessitant la désignation d'administrateur provisoire des services de garde en difficulté financière et organisationnelle, à la gestion d'un bureau coordonnateur.	30%

N°	TÂCHES	%
3-	**En matière de concertation dans les milieux sur les politiques et services reliés aux familles et aux services de garde :** ▪ Participe à la conception et à la mise en oeuvre de plans régionaux d'accessibilité aux places en services de garde éducatifs et de flexibilité de ces services. ▪ Participe à la concertation régionale et locale. ▪ Collabore, avec le conseiller en développement, aux consultations régionales, aux activités reliées à la concertation et à la création des opportunités de développement des services de garde. Il peut être amené à représenter le Ministère auprès des organismes privés, publics ou parapublics (municipalités, commissions scolaires, CLSC, associations ou regroupements) en matière de politique familiale et de services de garde plus spécifiquement, sur la politique en vigueur, l'application de la Loi et de ses règlements et toute autre information pertinente dans le cadre de l'intervention préventive et de soutien.	15%
4-	**Au niveau des tâches corporatives :** ▪ Réalise différentes tâches administratives, telles la rédaction de rapports d'intervention, états de situation, notes évolutives, mise à jour de systèmes corporatifs, etc. Le professionnel peut se voir confié des mandats particuliers, selon des priorités ministérielles ou des domaines de spécialisation. Participe à différents comités en lien avec la mission de l'Agence.	15 %

3. PARTICULARITÉS DE L'EMPLOI

3.1. AUTONOMIE

Décrire le degré d'autonomie de la ou du titulaire dans son emploi en lien avec le niveau de supervision exercée par la supérieure ou le supérieur immédiat.

Décrire l'objet, les modalités et la fréquence du contrôle de la supérieure ou du supérieur immédiat et, le cas échéant, de la ou du chef d'équipe, sur le contenu et la réalisation des tâches de l'emploi.

Dans quelles situations et pourquoi la réalisation des tâches requiert-elle l'encadrement, l'assistance ou l'approbation de la supérieure ou du supérieur immédiat et, le cas échéant, de la ou du chef d'équipe?

Quelle est la participation de la ou du titulaire, de la supérieure ou du supérieur immédiat et, le cas échéant, de la ou du chef d'équipe à la planification et à l'organisation des tâches de l'emploi?

Le supérieur immédiat donne les orientations, intervient en cours de processus pour examiner et évaluer le cheminement des travaux et estimera les résultats au terme du processus.

Le conseiller aux services à la famille jouit d'une très grande autonomie : il a une responsabilité centrale comme gestionnaire d'un dossier quant aux résultats atteints dans son territoire en fonction des objectifs de l'Agence. Il planifie le déroulement de ses activités et identifie ses priorités, selon les besoins exprimés par sa clientèle et, selon son plan de travail, conformément aux orientations de la direction territoriale.

Le coordonnateur et le supérieur immédiat assistent le titulaire de l'emploi dans le processus de résolution de problèmes lors de situations exceptionnelles ou inhabituelles.

Le directeur approuve les recommandations du conseiller aux services à la famille sur les plans de redressement et d'administration provisoire, ainsi que pour l'admissibilité à des subventions, conformément aux règles en vigueur.

3.2. RESPONSABILITÉS À L'ÉGARD DES RÉSULTATS

3.2.1. Répercussions

Décrire les répercussions de l'exercice de l'emploi sur :

- l'atteinte des objectifs et la réalisation des programmes ou des activités de l'unité administrative, d'autres unités administratives ou de l'ensemble du ministère ou de l'organisme ;
- les services rendus au public ou à la clientèle ;
- la gestion des ressources matérielles ou financières.

- L'atteinte des objectifs et la réalisation des programmes de l'unité administrative de l'emploi, d'autres unités administratives ou de l'ensemble du Ministère ou de l'organisme;
- La production de services destinés au public ou à une clientèle;
- Le développement du champ d'activités, d'une discipline ou d'une profession.

Le CSF est le principal professionnel représentant l'Agence des services à la famille auprès de la clientèle dont il a la responsabilité et de leurs collaborateurs situés sur son territoire de travail (il doit juger constamment de la pertinence des informations à transmettre).

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la direction et de satisfaire les attentes de sa clientèle, il participe activement à la réalisation des divers travaux produits par les intervenants de l'Agence et, plus spécifiquement, de la direction territoriale; à ce titre, il joue un rôle déterminant sur la qualité des services rendus à sa clientèle.

La qualité des relations établies avec les membres des conseils d'administration et le personnel de la direction des services de garde éducatifs est fondamentale pour les enfants, les parents et les employés.

Les conséquences de l'emploi sont liées à un des objectifs de la direction, soit le conseil et le soutien aux services de garde. La pertinence et la qualité de ses interventions contribuent au développement des services de garde au Québec. Les mandats réalisés sont complexes et ont une incidence importante sur l'atteinte des objectifs de l'Agence.

3.2.2. Coordination et supervision d'une équipe de travail

Énumérer le nombre de personnes sous la coordination ou la supervision de la ou du titulaire et leur classement ainsi que la durée de cette coordination ou supervision, à titre de :

Chef d'équipe	Supérieur immédiat
N/A	N/A

3.2.3. Coordination de projets, comités ou autres

Énumérer le nombre de personnes sous la coordination ou la supervision de la ou du titulaire et leur classement ainsi que la durée de la coordination exercée à un autre titre auprès de personnes de l'unité administrative, d'autres unités administratives ou d'autres organisations, notamment au sein de comités ou de groupes de travail. Préciser la nature des responsabilités de coordination exercées auprès de ces personnes.

N/A

3.3. COMMUNICATIONS

Décrire les communications orales et écrites caractéristiques de l'emploi. Décrire la nature, le but et la fréquence des communications ainsi que les clientèles ou les interlocuteurs visés.

Le conseiller aux services à la famille a des contacts constants et quotidiens avec la clientèle de la direction territoriale, ainsi qu'avec les différents intervenants externes au service de garde lors de situations particulières. Il doit informer, expliquer, guider et conseiller ses différents interlocuteurs autant dans le soutien des activités courantes que dans la production d'états de situations, de rapports ou de recommandations.

Le CSF assume un leadership dans les interventions d'une équipe multidisciplinaire, composée des différents spécialistes de la direction.

Ces communications visent le maintien, le développement et l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de garde à la petite enfance et le respect de la politique familiale et de la législation en vigueur (lois, règlements, etc.). La communication contribue généralement à solutionner des problèmes particuliers et à favoriser le développement de la responsabilisation et de l'imputabilité de la clientèle.

Les principales difficultés résident dans l'adaptation des contenus à communiquer et de la multitude de facteurs intervenants dans le processus, tels les plans d'affaires, les prévisions budgétaires, la gestion des ressources humaines, le programme éducatif et différents programmes de prévention sur la santé physique et émotionnelle.

Le conseiller aux services à la famille doit aussi pouvoir s'adapter aux diverses réalités locales et régionales du Québec.

Il a un rôle d'influence à l'interne auprès de ses collègues, de sa direction et des collaborateurs des directions centrales de l'Agence.

De plus, sa collaboration est requise dans de nombreux comités de travail.

3.4. CRÉATIVITÉ, JUGEMENT ET RAISONNEMENT

Dans quelle mesure l'exercice des tâches de l'emploi est-il encadré par des normes, des techniques, des méthodes, des procédures, des systèmes, des mesures d'intervention ou des précédents? Illustrer chaque cas par un exemple concret.

De quelle façon et dans quelle situation la ou le titulaire doit effectuer du travail de création, notamment d'imaginer des solutions et d'innover face aux façons de faire habituelles? Illustrer chaque cas par un exemple concret.

De quelle façon et dans quelle situation la ou le titulaire doit effectuer du travail d'analyse afin d'apprécier une situation et d'en déterminer le bien-fondé.

Le conseiller aux services à la famille est appelé à participer à l'interprétation de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, les règlements et les normes (directives diverses, règles budgétaires) en vigueur dans le but de soutenir ses clientèles et ses partenaires visés le développement harmonieux des services de garde et afin de traiter des cas particuliers.

Il doit solutionner des problèmes inhérents à sa tâche. De ce fait, chaque dossier a ses particularités et demande une solution originale répondant au besoin du client tout en étant conforme aux régies et politiques en vigueur. Une analyse critique dans l'évaluation d'une grande quantité d'informations est courante. Il doit faire preuve d'imagination créatrice afin d'élaborer de nouvelles solutions aux problèmes complexes pour lesquels parfois peu ou pas de précédents existent et pour lesquels, il doit tenir compte de nombreuses variables difficiles à cerner.

Il est appelé à concilier divers éléments et facteurs. Il doit sensibiliser les clients aux impacts possibles sur les enfants de l'application des solutions retenues. Il offre des conseils à son client sur la gestion d'une corporation sans but lucratif, l'environnement économique, le profil démographique, la situation financière de son établissement, le développement du réseau, le partenariat,

3.5. CONNAISSANCES

3.5.1. Connaissances théoriques, techniques et appliquées des champs d'activité (nature et motifs)

Décrire les connaissances théoriques, techniques et appliquées des champs d'activité nécessaires pour exercer les tâches de l'emploi.

Le conseiller aux services à la famille doit avoir des connaissances sur le développement de la petite enfance et sur l'organisation des différents types de service de garde.

Il doit posséder des connaissances générales sur la gestion, l'administration, l'organisation, le fonctionnement des corporations à but non lucratif et à but lucratif.

Il doit avoir une connaissance approfondie de l'environnement interne d'une organisation, et de l'environnement socio-économique d'une corporation.

Il doit posséder des connaissances minimales en architecture reliées à l'aménagement, la construction et la rénovation d'un bâtiment adapté au développement harmonieux des jeunes enfants et la qualité de vie à promouvoir dans les services de garde.

Il doit connaître les organismes publics et parapublics et particulièrement ceux reliés à la famille et à l'enfance; les règles budgétaires; la réalité régionale : déficit de places et des dynamiques du milieu.

Il doit connaître l'environnement socio-économique et le profil démographique du territoire.

Il doit posséder les connaissances requises pour être en mesure d'orienter sa clientèle vers les ressources appropriées si nécessaire.

3.5.2. Connaissances normatives (nature et motifs)

Décrire les connaissances normatives (lois et règlements ou parties de loi, de règlement, de décrets, d'énoncés de politiques, de directives, de manuels, de guides, de codes, etc.) nécessaires pour exercer les tâches de l'emploi.

- Loi et règlements sur les services de garde éducatifs à l'enfance et place à contribution réduite, règles budgétaires, procédures administratives, politiques en vigueur concernant les services de garde.
- Loi et règlements municipaux.
- Loi sur les compagnies, Code civil, procédures et fonctionnement des conseils d'administration.
- Connaissances générales en comptabilité.
- Code du travail, Loi sur les normes du travail.
- Loi sur la protection du consommateur.
- Loi sur la protection de la jeunesse.

4. MODALITÉS D'ACQUISITION DES CONNAISSANCES

4.1. SCOLARITÉ MINIMALE EXIGÉE PAR L'EMPLOI

Diplôme universitaire de premier cycle en sciences humaines, de l'éducation et administratives ou tout autres domaine jugé pertinent.

4.2. EXPÉRIENCE PRÉALABLE EXIGÉE PAR L'EMPLOI (DURÉE ET DOMAINE)

Deux années d'expérience de niveau professionnel dans des activités pertinentes à l'emploi. Disponibilité pour voyager au Québec et posséder un permis de conduire valide.

4.3. APPRENTISSAGE DANS L'EMPLOI (DURÉE PRÉALABLE À L'EXERCICE AUTONOME DE L'EMPLOI)

Tenant compte de la nature des fonctions, des multiples facteurs à prendre en considération, de la multitude des sujets à maîtriser, l'emploi nécessite une période minimale d'un an pour que le conseiller (ère) soit entièrement autonome.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

5.1. ATTENTION ET CONCENTRATION

Décrire le niveau d'attention et de concentration le plus exigeant requis par l'emploi ainsi que sa fréquence et sa durée.

La personne titulaire de l'emploi doit manifester en tout temps un haut niveau d'attention et d'écoute pour bien saisir les besoins de ses clients particulièrement lors de situations de crise, voir les interrelations entre les informations qu'elle reçoit et formuler les conseils les plus judicieux sur les solutions possibles en lien avec le cadre légal et règlementaire. Cette personne doit souvent concilier des intérêts divergents. Par le fait même, elle doit saisir rapidement les enjeux auxquels elle est confrontée et prendre position devant des conseils d'administration et des gestionnaires de services de garde.

5.2. ENVIRONNEMENT ET CONDITIONS DE TRAVAIL

5.2.1. Équipement, outils et appareils utilisés (type, fréquence et durée d'utilisation)

Micro-ordinateur et logiciel Windows XP Professionnel et sa suite Office (WORD, EXCEL), courrier électronique, Internet.

5.2.2. Effort physique et milieu de travail particuliers (nature, durée et fréquence)

Déplacements fréquents. Travail en soirée (en moyenne un soir par semaine).

6. CONTEXTE ORGANISATIONNEL

6.1. MANDAT DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

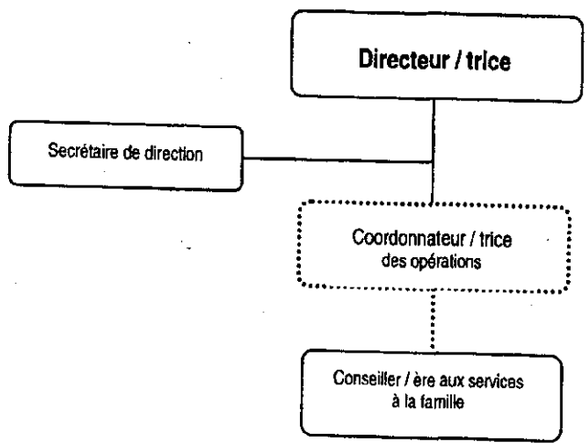
Décrire le mandat général de l'unité administrative ou annexer un document qui le résume.

Les DT, au nombre de cinq, sont constituées sur la base des régions administratives du Québec. Ces directions conseillent et soutiennent le développement, l'organisation, la mise en œuvre, l'optimisation des centres de la petite enfance et des garderies et la consolidation de ce réseau. Elles orientent et soutiennent les bureaux coordonnateurs dans la gouverne et la coordination de la garde en milieu familial en fonction des caractéristiques et des besoins de la population de leur territoire et d'objectifs propices à l'épanouissement professionnel des RSG. Cet encadrement doit également permettre l'optimisation des places en milieu familial. De plus, elles soutiennent l'organisation et la mise en œuvre des autres mesures à l'égard de la famille et de l'enfance. Elles développent et maintiennent une concertation avec les différentes instances régionales et locales, particulièrement auprès des organismes communautaires « famille », susceptibles de contribuer à l'atteinte des résultats et à la qualité des services en fonction des besoins des milieux de même qu'auprès des Conférences régionales des élus (CRÉ) et des Conférences administratives régionales (CAR). Elles collaborent à la mise en œuvre des orientations et des mesures visant les aînés et l'égalité entre les hommes et les femmes. Elles définissent les priorités et le plan d'action de leur direction en fonction des orientations ministérielles et des orientations de l'ASF, en apprécient les résultats et rendent compte aux autorités. Elles s'assurent de maintenir les liens et la concertation avec les autres directions afin d'adapter leur offre de service aux besoins de la clientèle.

6.2. ORGANIGRAMME

Reproduire un organigramme situant l'emploi dans la structure du ministère ou de l'organisme. Spécifier le nom de l'unité administrative, les emplois qui s'y trouvent et le nombre d'emplois et le classement rattachés à chacun des emplois. INDIQUER L'EMPLOI CONCERNÉ PAR UN ASTÉRISQUE (*).

Cet organigramme est représentatif de la situation dans les 5 directions territoriales de l'Agence. Ainsi, les CSF relèvent de l'autorité fonctionnelle des coordonnateurs.



7. APPROBATION

7.1. APPROBATION DU CONTENU PAR LES GESTIONNAIRES

Supérieure ou supérieur immédiat	Nom	Signature	Date
Supérieure ou supérieur hiérarchique	Nom PIERRE LAMARCHE	Signature Denis Bégl pour M Pierre Lamarche	Date 2007-07-17

8. ÉVALUATION DE L'EMPLOI

8.1. DÉTERMINATION DU NIVEAU DE L'EMPLOI

Niveau	
Conseillère ou conseiller spécialisé	Date
Responsable ministériel	Date

8.2. MISE À JOUR

Approbation du contenu	
Supérieure ou supérieur immédiat	Date
Confirmation du niveau	
Responsable ministériel	Date

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP53

Au 31 mars 2010, nom des projets subventionnés par le Fonds pour le développement des jeunes enfants et les sommes concernées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En vertu de l'article 4.10 de la Convention de subvention signée par le ministre de la Famille et la Société de gestion du fonds pour le développement des jeunes enfants, la Société de gestion doit transmettre au Ministre, dans les cent vingt (120) jours qui suivent la date de la clôture de chaque exercice financier de la Société, un rapport comportant :

- une liste des projets financés;
- un bilan détaillé et complet des objectifs atteints;
- une évaluation critique des résultats obtenus;
- les états financiers vérifiés et approuvés, comportant un rapport de vérification du vérificateur externe (ou de toute autre firme indépendante habilitée à cette fin) démontrant que l'utilisation de la subvention au cours de l'exercice terminé est conforme au cadre procédural.

La Société de gestion du fonds a donc jusqu'au 30 juillet de chaque année pour transmettre ces données au ministre de la Famille.

Par ailleurs, dans le protocole d'entente conclu entre le ministre de la Famille et la Fondation Lucie et André Chagnon, 29 projets déjà soutenus ou en voie de l'être par Québec-Enfant ont été transférés à la Société de gestion, d'un montant totalisant 1,7 M$ pour six mois d'opération en 2009-2010.

SOURCE : Direction du développement de programmes et de l'action intersectorielle
VALIDATION : Secrétariat général - 23 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP54

Pour l'année 2009-2010, nombre de places développées par mois, par région et par type de garde.

Places à contribution réduite créées en 2009-2010

	CPE	Garderie	Milieu familial	Total
Bas-Saint-Laurent	77	0	0	**77**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	46	0	0	**46**
Capitale-Nationale	113	177	0	**290**
Mauricie	75	0	0	**75**
Estrie	170	29	0	**199**
Montréal	306	836	0	**1 142**
Outaouais	35	111	1	**147**
Abitibi-Témiscamingue	9	0	- 9	**0**
Côte-Nord	15	0	0	**15**
Nord-du-Québec	0	0	0	**0**
Gaspésie-Iles-de-la-M.	29	0	0	**29**
Chaudière-Appalaches	105	0	1	**106**
Laval	40	250	0	**290**
Lanaudière	64	198	32	**294**
Laurentides	82	211	0	**293**
Montérégie	484	555	0	**1 039**
Centre-du-Québec	24	121	0	**145**
TOTAL	**1 683**	**2 488**	**25**	**4 196**

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations, 13 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP55

Pour l'année 2010-2011, prévisions du nombre de places à développer par mois, par région et par type de services de garde.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- L'objectif à atteindre est de poursuivre la création des 18 000 places et de rendre disponibles 9 147 places à contribution réduite d'ici le 31 mars 2011 :

NOMBRE DE PLACES				
	Objectif initial	**Objectif révisé**	**Réalisation**	**Solde à réaliser**
2008-2009	5 000	5 000	4 657	343
2009-2010	6 000	6 343	4 196	2 147
2010-2011	7 000	9 147		

- La donnée mensuelle n'est pas disponible.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
13 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP56

Plan de développement des places en services de garde par année, par région, par type de services de garde pour atteindre l'objectif de 220 000 places à 7$.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Plan de développement :

Année	Nombre de places
2010-2011	9 147

- La répartition régionale des places à développer ainsi que la répartition par type de services de garde ne sont pas disponibles.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
13 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP57

Nombre de personnes responsables d'un service de garde en milieu familial (RSG) syndiquées

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 31 mars 2010, on compte 15 301 RSG subventionnées.

- 1 403 ne sont pas représentées par une association
- 12 329 RSG sont avec la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec de la Centrale des syndicats du Québec (FIPEQ-CSQ)
- 1 446 RSG sont avec la Fédération de la santé et des services sociaux de la Confédération des syndicats nationaux (FSSS-CSN)
- 123 RSG sont avec la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main d'œuvre
13 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP58

Nombre de RSG ayant déposé des plaintes :

a. À la Commission des normes du travail
   i. Valeur totale des réclamations
b. À la Commission de l'équité salariale
   i. Valeur totale des réclamations
c. À la CSST
   i. Valeur totale des réclamations
d. À l'Assurance-emploi
   i. Valeur totale des réclamations

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question ne relève pas du ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main d'œuvre
13 avril 2010

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint (ASF), 17 avril 2010
Secrétariat général - 19 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP59

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2009-2010 :

a) personne vivant seule;
b) couple;
c) famille monoparentale;
d) famille biparentale;
e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme;
f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il appartient au ministère des Finances de répondre à cette question.

SOURCE : Ministère du Revenu
VALIDATION: Secrétariat général - 20 avril 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP60

Nombre de prestataires servis, d'évènements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2009-2010 en fonction des données disponibles.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question a été transférée au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 13 avril 2010
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 14 avril 2010
Secrétariat général - 21 avril 2010